Shell

12883

MAINTENANT, COLLABOREZ À DISTANCE ET EN TEMPS RÉEL.

Organisez des vidéos conférences sur le web et partagez vos documents en temps réel pour faciliter les échanges entre vos collaborateurs.



Editorial _



Le Ramadan, les vacances et les élections Qui s'occupera de l'essentiel?

eux coups d'envoi, simultanément, en ce début de juillet. Celui du mois saint du Ramadan qui coïncide cette année avec le démarrage de la saison estivale, juillet-août. Et celui de la période préélectorale, fixée par le nouveau code électoral à trois mois avant les scrutins, prévus à partir du 26 octobre prochain. La Tunisie changera alors de rythme.

Relâchement dans le travail, surconsommation, veillées prolongées, fêtes familiales et départs en vacances : pendant deux mois, les Tunisiens vivront sur un autre registre. Leur attention sera monopolisée par la chaleur, les moustiques, les ordures, la cherté des prix ou l'arnaque dans les établissements qu'ils fréquentent... Ils n'en seront pas moins heureux de savourer l'ambiance particulière du Ramadan et le farniente des vacances. C'est sacré! Ne leur parlez surtout pas de productivité: tout ou presque est au grand ralenti. Attendez la rentrée.

Quant à la classe politique, point de répit : c'est la surchauffe à l'approche des élections. Au sein des grands partis, la guerre des investitures pour figurer en bonne place sur les listes des législatives battra son plein. Les petits partis peineront à boucler les leurs. Mais, il y a surtout, pour tous, le jeu des alliances qui vont se faire et se défaire jusqu'au bout, en quête du gouverner ensemble. Double enjeu : conquérir aux législatives le plus de sièges possible à l'Assemblée des représentants du peuple et remporter à la présidentielle la magistrature suprême. Peu se soucient à présent de l'état où ils retrouveront les vrais indicateurs du pays au lendemain des scrutins. Deux courses effrénées, avec des ego surdimensionnés et des ambitions démesurées qui tiendront la Tunisie en haleine, dès ce mois de juillet, jusqu'au 28 décembre prochain, date butoir du second tour de la présidentielle. Toutes les options sont ouvertes, avec toutes les surprises possibles.

Pendant ce temps, le gouvernement n'a guère droit au moindre repos. Tous les risques de tensions sociales, de fragilisation de l'équilibre précaire du pays, de blocage du processus des élections et d'attaques terroristes demeurent menaçants. Certes, dans ce tumultueux contexte géopolitique arabe lourdement marqué par ce qui se passe en Libye, en Syrie, en Irak et dans d'autres pays de la région qui risquent de devenir un nouvel Afghanistan, la Tunisie, relativement épargnée, offre les meilleures garanties de réussite dans la transition démocratique. Les balises de stabilisation sont amarrées, les fixations du socle fondateur de l'Etat commencent petit à petit à se consolider et l'espoir de relance économique est sans cesse encore plus vif. Chacun et tous attendent les élections qui mettront fin au provisoire qui n'a que trop duré, pour remettre le pays sur l'essentiel : la stabilité, la sécurité et la croissance économique. Le politique, quasiment réglé, il va falloir s'attaquer à l'économique et au social.

Le gouvernement prépare déjà le terrain. Mais, il aura d'ici là à prendre de douloureuses décisions. Le dialogue économique permettra, dans les tout prochains jours de ce début de juillet, après plus d'une trentaine de réunions en groupes de travail, de valider des orientations, sans imposer des mesures que seul le gouvernement est en droit de fixer. La loi de finances complémentaire suivra immédiatement et sera soumise à l'Assemblée nationale constituante. On ne peut pas faire l'économie d'une mesure par rapport aux autres. Tout doit aller ensemble, quitte à se faire violence et consentir de grands sacrifices. Pour que ça marche après, il faut que ça commence à marcher maintenant. Et si on veut convaincre les donateurs et investisseurs étrangers qui seront invités à la grande conférence de septembre prochain, on doit leur montrer notre engagement sérieux sur la voie de la stabilisation générale, des réformes structurelles et de la reprise du travail avec ardeur et détermination. Nous n'aurons pas une autre occasion pour le faire dans l'immédiat. Le gouvernement actuel terminera sans doute son mandat par l'élaboration du budget de l'Etat pour l'année 2015. Mais, il ne sait pas encore qui va l'examiner et le valider. Fin décembre 2014, l'actuelle ANC sera sortante, la nouvelle Chambre des représentants du peuple sera-t-elle alors en place?

Rien pour autant ne perturbera les Tunisiens durant au moins ces deux mois, ni ne les privera de leurs réjouissances. Ramadan Mabrouk et bonnes vacances.

T.H.

SOMMAIRE





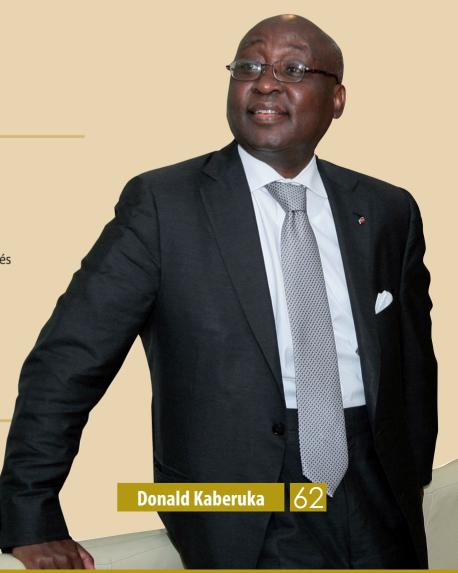


Nation

- 22 Que peut faire DSK pour la Tunisie?
- 24 Quel gouvernement pour demain ? Par Mansour Moalla
- 26 La course à Carthage : Qui l'emportera ?
- 34 Tunisie-Allemagne : Les raisons des intérêts partagés
- 39 De la pensée à l'action en politique Par Habib Touhami
- **40** Le chaos libyen et son impact sur la Tunisie Par Mohamed Meddeb
- **60** Elections pluralistes et dictature du consensus Par Walid Bel Hadj Amor

Economie

62 BAD: Le grand retour à Abidjan Par Taoufik Habaieb







- 78 AfricInvest : Le partenaire des PME tunisiennes en Afrique
- 86 Les moyens de paiement européens traités en Tunisie

Société

- 89 Boire de l'eau minérale ou pas, that's the question! Par Mohamed Larbi Bouguerra
- 93 Hakim Ben Hammouda entend réenchanter le développement
- 96 Le rossignol de la radio : Adel Youssef
- 98 Il y a 63 ans, la guerre de Bizerte : Le témoignage du général Elkateb
- 104 Insaf Karoui: De la danse à la fabrication des chaussures...de danse
- 107 Farès Soltani: L'homme qui a fait aimer la salsa aux Tunisiens
- 108 Abdeljélil Damak: Un grand journaliste d'une époque passée

Billet

112 Pourquoi ont-ils si peur de se compter? Par Hédi Béhi

Leaders

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Taoufik Habaieh

CONSEILLER

Hédi Behi

COLLABORATEURS

•Hélé Béji • Anissa Ben Hassine Kalfat • Walid Bel Hadj Amor • Ahmed Ben Hammouda • Monia Ben Jémia • Raouf Ben Rejeb • Mohamed Larbi Bouguerra

- Faouzia Charfi Mounira Chapoutot Remadi Habib Dalala Rafik Darragi
- Samy Ghorbal Mourad Guellaty Azzedine Guellouz Safya Hachicha
- Mohamed Ali Halouani Houcine Jaidi Mohamed Jaoua Tawfik Jelassi
- Dr Essedik Jeddi Moez Joudi Elyès Jouini Emna Kallel Maher Kallel
- Noureddine Ketari Chedli Klibi Salsabil Klibi Habib Mallakh
- Samir Marrakchi Abdelwahab Meddeb Emna Menif Mansour Moalla
- Ahmed Ounaïes Mehdi Taj Habib Touhami Habib Trabelsi Olfa Youssef
- Riadh Zghal Dr Saadeddine Zmerli Dr Sofiène Zribi

CONCEPTION & REALISATION

Ahmed Cherni (Directeur Artistique)

Raïd Bouaziz (Designer)

PHOTOS

Mohamed Hammi - DR

MARKETING & COMMUNICATION

Jihen Ouaz (Directrice Marketing)

Bourane Ennaifer Hajem (Directrice Communication)

Habib Abbassi • Lamia Alayet • Samira Chtila Krifa • Fayçal Mejjadi • Leïla Mnif • Hamdi Mzoughi • Chaouki Riahi

IMPRESSION

Simpact

PR Factory

Ennour Building, Cité des Sciences, BP 200, 1082 Tunis Mahrajène, Tel.: 71 232 111 / Fax: 71 750 333 abonnement@leaders.com.tn marketing@leaders.com.tn redaction@leaders.com.tn

www.leaders.com.tn





Téléchargez gratuitement l'application



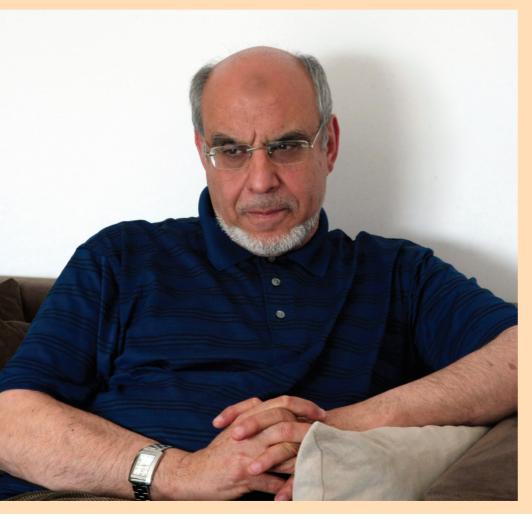




Jebali, retour à Sousse

Sa place était restée vide lors de la célébration, le 8 juin dernier à Tunis, du 33ème anniversaire d'Ennahdha. Hamadi Jebali, secrétaire général démissionnaire, ne boude pas, mais prend ses distances. C'est ainsi qu'il vient de quitter sa résidence provisoire de la capitale pour se réinstaller dans son domicile de Sousse. Avec bonheur. Il y retrouve ses vieilles habitudes et ses connaissances et aime se promener sur la corniche, surtout le soir en été et durant le ramadan.

L'ancien chef du gouvernement ne rompt pas pour autant le contact avec les siens. Ses relations avec les dirigeants du mouvement (dont il reste encore membre) sont continues. Il reçoit également la visite de dirigeants d'autres partis. Tout récemment, Jebali a eu un long entretien en tête à tête avec Cheikh Rached Ghannouchi, juste avant le départ de celui-ci pour la France. Quant à sa candidature à la prochaine présidentielle, rien de définitif ne se précise. «Hamadi Jebali, nous indiquent ses proches, reste attaché, au-delà de sa personne, à l'unité de son parti et au plus large consensus possible». A déchiffrer, sachant qu'en politique, tout reste possible...





Chedli Klibi livrera-t-il son témoignage?

Ses proches le pressent, mais, lui, laisse le temps au temps. Chedly Klibi, longtemps directeur de cabinet du président Bourguiba et son ministre de la Culture et de l'Information, avant de diriger pendant plus de 10 ans la Ligue des Etats arabes, est un témoin privilégié de la scène politique tunisienne pendant plus d'un demi-siècle. Mais aussi du monde arabe et de la diplomatie internationale en tant que secrétaire général de la Ligue, entre les accords de Camp David (1979) et la guerre du Golfe (1990). Ses mémoires seront donc instructives et devront nous éclairer sur des périodes significatives. Lui qui a connu de près Bourguiba, dans l'intimité du cabinet présidentiel et la proximité du gouvernement, les acteurs culturels et littéraires du pays, ainsi que de grands souverains et chefs d'Etat, doit conserver des souvenirs précieux. Finirat-il par rédiger ses mémoires ? Sa belle plume raffinée de sadikien doublé d'agrégé d'arabe ajoutera à la force du témoignage l'élégance du verbe.



quattro - Le légendaire système de quatre roues motrices est disponible sur l'Audi Q5

Pourquoi n'utiliser que deux roues quand une voiture en a quatre?

Découvrez l'Audi Q5 Ambition luxe quattro 2.0 L TDI, 150 CV DIN avec Boite mécanique à 6 rapports équipée de Xénon Plus avec LED arrière, système d'aide au stationnement Plus, système d'information du conducteur, système start/stop écologique, Interface Bluetooth... Existe aussi en version Ambition Luxe quattro 2.0 L TDI, 177 CV DIN avec boite automatique à 7 rapports. Prenez place à bord de l'Audi Q5 et savourez chaque trajet comme si c'était le premier...

Visitez le terminal Audi ou le site www.audi.tn



القروض العقارية من QNB. Les crédits logement de QNB.





Neila Chaabane ahurie par la situation de la femme et de l'enfant

Six enfants sur dix issus du milieu rural arrivent à l'école primaire sans avoir bénéficié auparavant d'une éducation préscolaire dans un jardin d'enfants. D'ailleurs, aucun jardin d'enfants n'existe dans près de 250 secteurs (imadats) de l'intérieur du pays. A peine nommée secrétaire d'Etat chargée de la Femme et de la Famille, Neila Chaabane découvre avec ahurissement ces indicateurs. Issus d'une enquête (MICS 4, 2011-2012) conduite en collaboration avec l'INS et l'Unicef, ils soulignent également que sur les 94 pour cent des enfants âgés de 5 à 14 ans fréquentant l'école, 3 pour cent sont également impliqués dans des activités de travail.

Son étonnement ne s'arrête pas là. Quasiment une femme sur deux (47,6%) des femmes âgées de 18 à 64 ans a déclaré, selon une autre enquête menée par l'Onfp, avoir subi au moins une des formes de violence durant sa vie.31,7 % des femmes âgées de 18 à 64 ans déclarent avoir subi une violence physique durant leur vie et 7,3% déclarent en avoir été victimes durant les 12 derniers mois.

Ceux qui connaissent la secrétaire d'Etat, maître de conférences agrégée en droit public lorsqu'elle était vice-doyenne de la faculté des Sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis et membre de la commission nationale d'investigation sur la corruption et la malversation présidée par feu Abdelfettah Amor, savent comment elle réagit face à pareilles situations inacceptables. Avec sa discrétion et son efficacité naturelles, elle s'emploie à mobiliser les équipes



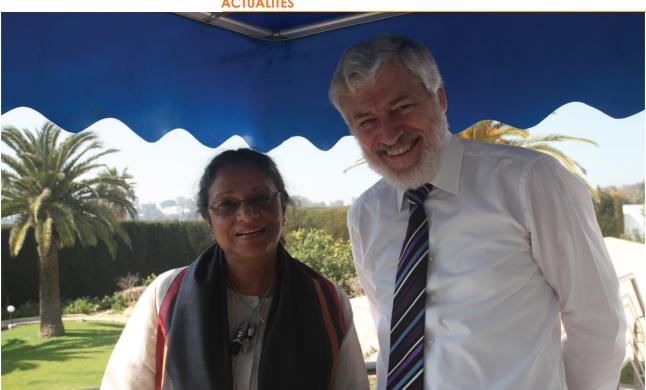
de son Département ainsi que la société civile pour s'atteler à la protection de l'enfance et de la femme. Le thème est générique, mais il faudrait lui apporter du concret. Toute une grande stratégie qu'elle concocte.

Le secret de la relation Noureddine Hached-Mustapha Filali

Peu de gens connaissent la véritable relation qui lie Noureddine Hached et Mustapha Filali. Il a fallu attendre la dernière rencontre du Cercle diplomatique international, émanation de la Fondation Hached, pour le savoir. S'installant à Tunis, dans les années 40, Farhat Hached avait élu domicile à Radès, dans une maison située juste en face de



celle d'un autre militant syndicaliste, Mustapha Filali. Les relations de voisinage et d'amitié se sont beaucoup affermies entre les deux familles, femmes et enfants. Lorsque Hached avait pris conscience de la gravité des menaces terroristes à son encontre et celles des siens, il avait décidé de mettre sa famille à l'abri chez des parents à Sousse. Seul son fils aîné, Noureddine, âgé alors de 8 ans, ne pouvait pas les accompagner, devant continuer à suivre ses études primaires. A qui le confier, sinon à la famille Filali. C'est chez eux que Noureddine apprendra, le 5 décembre 1952, la triste nouvelle de l'assassinat de son père. Dès les premiers moments, Si Mustapha lui sera d'un grand réconfort.



Il rentrera en Suisse ... pour revenir en Tunisie

Il aura vécu pleinement la révolution tunisienne, aux premières loges. L'ambassadeur de Suisse à Tunis, Pierre Combernous, s'apprête à faire ses adieux au terme de trois années et demie d'une intensive mission pour prendre sa retraite. Mais s'il rentre en Suisse, il reviendra bientôt en Tunisie, cette fois-ci en tant qu'observateur lors des prochaines élections. Diplomate de longue carrière qui a eu la chance de vivre auparavant des transitions historiques, notamment au Pérou et au Kenya, il ne croyait pas, en prenant son poste à Tunis, fin 2010, qu'il allait se retrouver au cœur

d'un tournant historique. Sa résidence enclavée dans l'enceinte même du palais présidentiel en a fait un témoin privilégié de la nuit historique du 14 Janvier et des semaines qui l'ont suivie. Puis, engagé dans la coopération apportée par la Suisse à la Tunisie dans sa transition, il sera sur tous les fronts.

Quand il a fallu réhabiliter des prisons incendiées, organiser un partenariat migratoire, soutenir la formation des journalistes, fournir des urnes, renforcer des compétences techniques dans tel

ou tel secteur, rénover des écoles à Dierba et Tataouine, soutenir la création d'une chambre de commerce et d'industrie tuniso-suisse, et autres actions: la réponse a toujours été oui. Promptement.

L'ambassadeur Combernous se fera adopter par tous, officiels, société civile et milieu culturel. Il faut dire que sa douce moitié, Dilbar, talentueuse photographe d'art, y est pour beaucoup. Tous deux laisseront en Tunisie beaucoup d'amis et des souvenirs indélébiles.

Bassem Loukil, The Tunisian of the year in USA

Le prix annuel Ibn Khaldoun, décerné par le Tunisian Community Center (USA) est revenu cette année à Bassam Loukil (à gauche sur la photo). Le jury explique son choix «en récompense à son brillant parcours académique aux Etats-Unis et sa réussite dans le développement des affaires en Tunisie». La cérémonie de remise du prix s'est déroulée fin mai dernier à Berkley (Californie), en présence de l'ambassadeur de Tunisie à Washington, Mhammed Ezzine Chlaifa, et de Sali Guedoir, le pivot du TCC.







*Offre valable jusqu'au 15 juillet.
En partenariat avec la Compagnie Internationale de Leasing,
roulez cet été en Peugeot à partir de 457 DT HT / mois.
(Sus réserve d'acceptation du dossier et dans la limite du stort disposible)



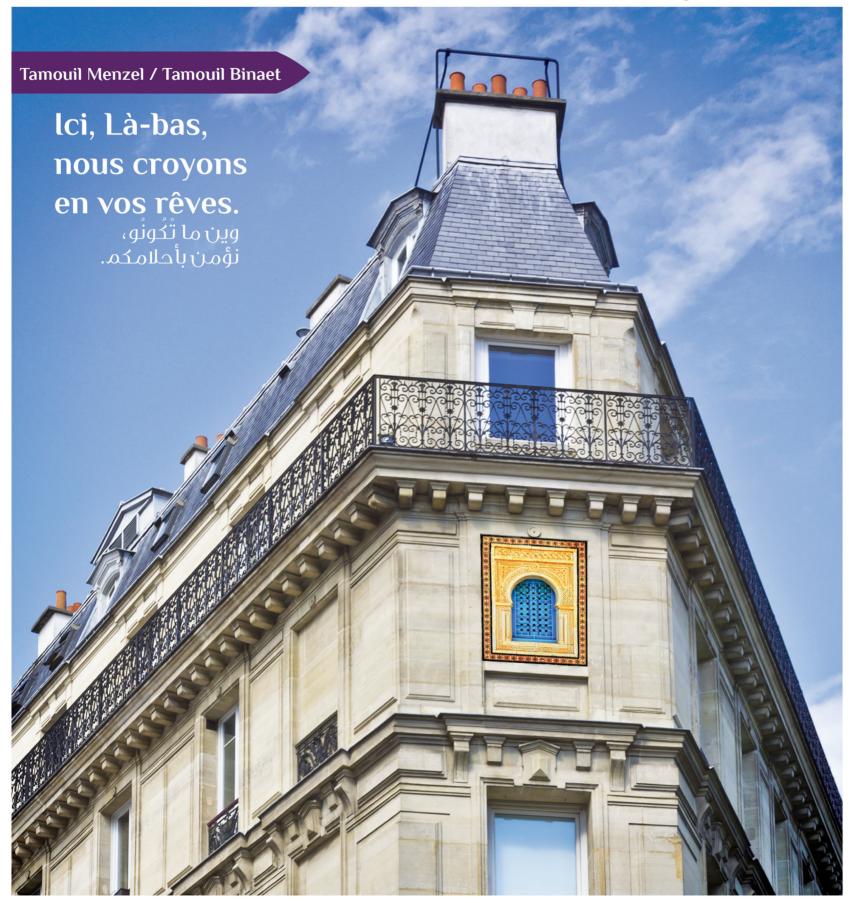
PEUGEOT 508 STYLE PEUGEOT 308

MOTION & EMOTION



STAFIM ET SON RÉSEAU: Rue du Lac Léman - Les Berges du Lac - 1053 Tunis - Tél. : (216) 71 86 04 44 - (216) 71 90 05 15 - (216) 71 80 60 22 - Fax : (216) 71 86 23 03.

• Pour plus d'informations, contactez votre agent Peugeot le plus proche. Liste du réseau disponible sur www.peugeot.com.tn







Yassine Brahim: RDV au Bardo

Cette fois-ci, il sollicitera le verdict des urnes. Yassine Brahim, chef du parti Afek, envisage sérieusement de se présenter aux prochaines législatives. Le plus probablement dans sa circonscription natale de Mahdia, même s'il estime avoir de bonnes chances dans celle de sa jeunesse, Bizerte. Ancien ministre du Transport et de l'Equipement, au lendemain du 14 janvier, sous les gouvernements successifs de Mohamed Ghannouchi et Béji Caïd Essebsi, il avait renoncé à son maroquin en juin 2011 pour se libérer de l'obligation de non-candidature aux élections. Libéré, il a finalement renoncé à se lancer dans la course. La parenthèse de la fusion avec Al Jomhouri fermée, Afek reprend son destin en main et s'apprête à partir en campagne. Au départ, l'idée de présenter à la présidentielle l'ancien ministre des Finances, Jaloul Ayed, avait suscité beaucoup d'enthousiasme dans les rangs avant d'être abandonnée. Ayed est en effet candidat à la présidence de la Banque africaine de développement (BAD). Concentration donc sur les législatives avec pour objectif d'arracher une dizaine de sièges, de quoi constituer un groupe parlementaire et avoir



Comment seront les nouvelles armoiries de la Tunisie ?



En ajoutant «Dignité» dans les armoiries de la Tunisie mentionnant actuellement Liberté, Justice et Ordre, la nouvelle Constitution, en son article 4, ouvre la voie à une révision, voire une refonte totale, de l'emblème majeur de la République. Mettant en œuvre cette disposition, le ministère de la Culture a lancé un concours créatif destiné aux agences de design graphique (jouissant d'une expérience d'au moins 15 ans). Une liberté totale est laissée aux candidats, ce qui peut autoriser une remise totale des armoiries actuelles et constitue ainsi une excellente opportunité pour un coup de modernité et de fraîcheur, surtout que la date limite pour le dépôt des créations est étendue au 10 septembre 2014. Aussi, un prix conséquent de 15 000 D sera décerné au projet retenu.

Les spécialistes font cependant la différence entre l'emblème d'un pays qui est souvent le drapeau, les symboles (en France : le coq, le bonnet phrygien, Marianne, etc.) et les armoiries. Le ministère de la Culture a dû prendre ses précautions en mentionnant dans ses termes de références «un nouvel emblème », permettant ainsi toute proposition créative, sans se limiter nécessairement à des armoiries. Ce qui n'est pas encore précisé, c'est le processus de présélection des projets, puis de validation et d'adoption de celui qui sera retenu, sachant qu'une loi sera nécessaire.

A l'instauration de la République, le 25 juillet 1957, la Tunisie avait gardé les armoiries royales, mais a fini par les modifier par la loi du 30 mai 1963 en «supprimant les éléments des armoiries beylicales (lances et bannières), en inversant les emplacements de la balance et du lion, en modifiant la couleur du fond (or) et en changeant l'ordre de la devise nationale». Une deuxième modification est intervenue, après l'amendement constitutionnel de 1989, par la loi du 2 septembre 1989. C'est ainsi que l'ordre de la devise nationale a été renversé pour revenir à celui de 1956, soit : à droite, un lion tourné à gauche et armé d'un cimeterre d'argent ; à gauche, une balance noire et la devise de la République est inscrite en noir sur banderole or : LIBERTÉ - ORDRE - JUSTICE.



Khalil Ghariani élu au conseil d'administration du BIT

Au Palais des Nations à Genève qu'il fréquente depuis plus de 20 ans, Khalil Ghariani est comme un poisson dans l'eau. Vice-président chargé des affaires sociales, ses efforts seront payants lors de de la 103e session de la conférence de l'Organisation internationale du travail, tenue récemment à Genève. C'est ainsi qu'après une longue absence, l'Utica est de nouveau, en la personne de Khalil Ghariani, membre du conseil d'administration du Bureau international du travail (BIT). La centrale patronale a su capitaliser sur son rôle depuis la révolution, notamment au sein du Dialogue national, la mise en place du conseil national du contrat social et autres initiatives, qui peuvent servir de référence pour nombre de pays en transition. Le directeur général de l'Organisation internationale du travail (OIT), Guy Raider, n'a d'ailleurs pas manqué de mettre en exergue cette contribution substantielle de l'Utica à la réussite du processus tunisien. Recevant Ghariani, il a marqué tout son intérêt pour le renforcement des programmes engagés par le BIT en Tunisie et l'accroissement de leur efficience par une meilleure coordination et un plus grand suivi.

Le groupe Loukil rafle Ennakl Véhicules Industriels

Concessionnaire de Citroën et Mazda ainsi que de nombre de marques d'engins agricoles, il lui manquait une concession de camions et autres véhicules. Pour le groupe, c'est désormais chose faite. Il vient d'être déclaré, au nom de sa filiale UADH, adjudicataire provisoire (à 100%) d'Ennakl Véhicules Industriels pour un montant de 43 MD. Il était l'unique soumissionnaire au second tour, s'alignant sur le montant minimum exigé. Le premier appel d'offres avait été déclaré infructueux, les offres financières n'ayant pas dépassé les 35 MD.

Ennakl Véhicules Industriels appartenait à Sakhr El Materi et fait partie de ses biens confisqués. Sa direction générale a été confiée, après la révolution, à un banquier chevronné, Slah Kanoun, ancien directeur central de la STB qui a su non seulement la préserver mais aussi la développer pour en faire



l'une des rares réussites de la reprise en main des entreprises confisquées.

Sous la houlette de leur père Si Mohamed Loukil, fondateur du groupe, les frères Bassem et Walid lui donnent une grande envergure, tant en Tunisie qu'à l'étranger.

Mongi Marzoug retourne au groupe Orange pour un haut poste

A peine avait-il accompli la passation fin janvier dernier avec son successeur. Tawfik Jelassi. l'ancien ministre des Technologies de l'information et de la communication, Mongi Marzoug, n'a fait que confirmer son choix pour sa carrière. C'est ainsi qu'il est retourné au groupe Orange en France où il avait fait l'essentiel de son parcours jusqu'à occuper de hautes fonctions. Son nouveau poste est encore plus élevé. Nommé directeur de la gouvernance de l'Internet et du développement du numérique, il voit son champ d'action très élargi de par le monde. Diplômé de de l'Ecole Polytechnique (1984) et de Télécom Paris Tech (1986) et titulaire d'un doctorat en physique expérimentale (1989), il avait dirigé divers départements au sein de France Télécom, devenue Orange. Sollicité par Hamadi Jebali, il rentrera en Tunisie, fin 2011, pour diriger le ministère des TIC. Tout récemment, il était invité par Tawfik Jelassi à participer à la grande rencontre sur la stratégie « Tunisie digitale 2018 », tenue fin mai à Korba. Cette rencontre vient en prolongement de la première session lancée par Marzoug lui-même en juin 2013 à Tabarka.

De la Caisse Nationale d'Épargne Logement, la CNEL,

à LA BANQUE DE L'HABITAT







Avec la BT en Ligne Toujours au plus près de vos besoins

La BT en ligne est une nouvelle version de service d'informations par téléphone et dans la langue de votre choix qui vous permet, que vous soyez en Tunisie ou à l'étranger, de consulter rapidement vos comptes ouverts chez la BANQUE DE TUNISIE 24h/24, 7 jours/7.



POUR QUI?

Tout client résident ou non résident

MODE D'ACCÈS

par téléphone au 88 40 1000

FONCTIONNALITÉS

- La consultation du solde veille de vos comptes
- Le suivi des derniers mouvements de vos comptes
- La réception par fax ou par mail des derniers mouvements de vos comptes
- La commande d'un chéquier
- La modification de votre code confidentiel

AVANTAGES

Pratique

Pour suivre vos comptes notamment lorsque vous êtes en voyage en Tunisie ou à l'étranger.

Disponibilité

■ Permanence de l'information, tous les jours, à tout moment de jour ou de nuit, et de n'importe quel point d'appel.

Gain de temps

Rapidité de l'information et réduction des déplacements en agence.

Sécurité

La consultation de vos comptes est sécurisée grâce à votre code d'accès confidentiel.



L'abonnement à ce service vous est gracieusement offert par la banque de Tunisie, toujours proche de chez vous. ERVICED



La lourde tâche qui attend Samir Taïeb à la tête d'Al Massar

Il a osé tenir son congrès à la veille des élections, sans craindre la dislocation de ses rangs. Mieux, il en est sorti *«encore plus uni et plus renforcé»*. L'héritier du parti communiste tunisien et du mouvement Ettajdid, le parti Al Massar, a réussi le pari et porté à son secrétariat général Samir Taïeb. A ce poste, il succède à Ahmed Brahim qui a fait preuve, tout au long d'un intense mandat, de combativité et de militantisme. Un vibrant hommage lui a été rendu à cette occasion.

C'est pour la première fois dans l'histoire des partis en Tunisie que deux concurrents en briguent la direction et s'engagent à travailler la main dans la main quel que soit le résultat du scrutin, Samir Taïeb et Jounaidi Abdeljaoued. La tâche qui les attend ainsi que leurs camarades, à l'orée des prochains scrutins, n'est guère de tout repos.

Les débats d'un haut niveau ont porté sur la ligne politique adoptée par le parti depuis sa création et ses choix économiques, sociaux et culturels. Les congressistes ont très fortement revendiqué l'appartenance de leur parti à une gauche moderne, non dogmatique, sociale et démocratique et l'héritage du mouvement réformiste et du mouvement national tunisiens enrichis par les apports du mouvement féministe et syndical. Ils ont également insisté sur leur détermination à poursuivre l'œuvre de construction du projet national initié à l'orée de l'indépendance et à pallier ses défaillances au niveau de la pratique démocratique et sur le plan des acquis sociaux. Des choix fondamentaux exprimés par les motions politique, économique et sociale adoptées à l'issue des travaux.

Le congrès a également confirmé le rôle joué par le parti en tant que fédérateur des forces démocratiques et son attachement à la culture du front et de la refondation qu'il n'a cessé de prôner. C'est dans cette perspective qu'il a réitéré son attachement à l'Union pour la Tunisie (UPT) et à son renforcement par des forces démocratiques et modernistes convaincues de l'efficience de cette coalition politique et électorale, appelée à présenter des listes unifiées aux prochaines échéances électorales en dépit du revirement de Nidaa qui ne lui reconnaît désormais qu'un rôle de coordination politique. Refusant catégoriquement

la participation du parti aux prochaines élections législatives sous la bannière de Nidaa, il n'a pas exclu d'autres alliances avec des partenaires démocrates et modernistes qui placent l'intérêt de la patrie avant celui de leur parti, tout en poursuivant la coordination politique avec Nidaa au sein de l'UPT.

Le nouveau secrétaire général—le poste de président ayant été suppriméet la direction issue du congrès auront du pain sur la planche. Il faudra préparer dans les meilleures conditions les prochaines élections et, le compte à rebours ayant commencé, constituer dans les meilleurs délais une nouvelle alliance électorale après la défection de Nidaa.

Habib Mellakh



Instance vérité et dignité



Sihem Ben SédrinePrésidente

Présidence du gouvernement

Mohamed Cherif

Directeur de l'Ecole nationale d'administration (ENA)



Mustapha Beltaief
Président-directeur général de l'Etablissement
de la Télévision Tunisienne

Diplomatie



Abdelmajid Ferchichi Ambassadeur de Tunisie en Algérie

Ministère de l'Education

Mustapha Aloui

Chef de cabinet

Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Technologies de l'information et de la communication



Salwa Charfi

Elue directrice de l'Institut de presse et des sciences de l'information (Ipsi)

Hayet Amamou

Elue doyen de la faculté des Sciences humaines et sociales de Tunis



Lotfi ChedlyElu doyen de la faculté des Sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis

Ministère de l'Économie et des Finances

Kamel Ben Naceur

Directeur général de la Douane tunisienne

Né le 18 décembre 1958 à Radès. Il obtient le grade d'officier pilote en 1982. Il est promu pilote opérationnel en 1986. Il rejoint, en 1991, l'École d'état-major (EEM), pour devenir, en 1994, commandant de l'unité de commandement aérien, avant d'intégrer, en 1997, l'École supérieure de guerre (ESG). En 2001, il est commandant d'une base aérienne, avant de rejoindre, en 2009, l'inspection générale des forces armées. Il occupe, depuis 2012, le poste de directeur de l'éducation physique et du sport militaire et président du Comité de coordination des associations sportives militaires. Kamel Ben Naceur obtient la médaille militaire en 1995.

Ministère du Transport



Khaled ChelliDirecteur général de Tunisair Express



Hatem MoatamriDirecteur général de l'Aviation civile

Youssef Ben Romdhane

Directeur général du transport maritime



Foued Ben Othman

Président-directeur général de la Société tunisienne d'acconage et de manutention (Stam)



Vous Ecouter, C'est Notre Métier



MAC SA, L'INTERMEDIAIRE EN BOURSE.

Depuis 20 ans, MAC SA a toujours œuvré pour assurer une relation de confiance solide et une expertise fiable. Aujourd'hui, nous sommes devenus une référence dans les métiers de la bourse. Dès à présent, rejoignez une voie sure où vos investissements seront valorisés.

Intermédiation en bourse

Gestion d'actifs

Finance d'entreprise

Recherches et analyses

www.macsa.com.tn

Ministère de la Culture



Nabil Kallala

Directeur général de l'Institut national du patrimoine

63 ans. Il obtient son habilitation universitaire en janvier 2001. Professeur de l'enseignement supérieur d'histoire et d'archéologie antique à la faculté des Sciences humaines et sociales

de Tunis, Université de Tunis. Il occupe plusieurs postes de responsabilité au sein de l'Institut national du patrimoine (INP).

Ministère de la Santé

Sofiène Bourgoui

Chef de cabinet

Bourse de Tunis



Khaled ZribiPrésident de la Bourse de Tunis

Directeur général de la Compagnie gestion et finance (CGF). Il est président du Centre des jeunes dirigeants (CJD) et secrétaire général de la Chambre tuniso-française de commerce et d'Industrie. Khaled Zribi, 45 ans, qui est titulaire d'un DESS en ingénierie financière, a fait toute sa carrière professionnelle au sein de la CGF qu'il avait fondée en 1996. Il est également cofondateur d'Alpha Mena dont il est vice-président.

Total Tunisie



Matthieu Langeron

Directeur général de Total Tunisie

Ingénieur de formation, il débute sa carrière chez Total en 1997, où il exerce différentes fonctions au sein des directions Monétique et Réseau de la branche Raffinage & Marketing

du Groupe. En 2002, il rejoint le siège de Total Italie à Milan pour y occuper les fonctions de responsable Développement de la direction Réseau, en particulier sur le segment Autoroute. De retour à Paris en 2005 au sein de la direction Supply & Logistique du Marketing France, il est responsable Etudes et Développement, en charge de la définition de la stratégie logistique. Il devient ensuite, en 2009, responsable du département JV et Pilotage, poste dans lequel il assure la gestion et l'optimisation de l'outil logistique pétrolier. En 2012, consécutivement à la création de la branche Marketing & Services du Groupe, il contribue aux différents programmes de transformation au sein de la direction des Nouveaux modèles. Il travaille notamment à la définition du plan de transformation et de la feuille de route de la branche et pilote le projet Entreprise numérique.

Décès

Hassen Camoun

Ancien pharmacien à Sfax et à Paris, adjoint au maire de Sfax et président du Tennis Club de Sfax

Mohamed Gharbi

Ancien directeur général du Centre national d'études agricoles (Cnea) et de l'Agence de promotion des investissements agricoles (Apia)

Colonel Noureddine Boujellabia



Héros de la bataille de Bizerte et exambassadeur de Tunisie à Prague. Né en 1933, ancien Saint-Cyrien (1956-1958). A suivi les cours des capitaines à Saint Maixent. La bataille de Remada dans le sud tunisien, en 1958, fut son baptême du feu. Stagiaire de l'Ecole d'état-major et de l'Ecole supérieure de guerre à Paris. Commandant du 5ème Bataillon d'Infanterie (bataille de Bizerte).

Directeur de l'Ecole des sous-officiers, puis l'Ecole interarmes (Bouficha). Il dirige la Mission militaire en Jordanie à la suite de Septembre Noir (1970) et fut attaché militaire naval et de l'air à Ankara (Turquie). Il a été PDG de la société El Anabib de 1980 à 1987 et ambassadeur de Tunisie à Prague de 1987 à 1992. Président de l'Association des propriétaires et des éleveurs de chevaux pendant plus de 20 ans.



Dr Habib Kallel

Professeur émérite à la faculté des Sciences de Tunis

Hamed Rebai

ingénieur pétrolier à la Serept

Pr Abderrazak Hila

Professeur à la faculté de Médecine de Tunis, ancien chef du service de dermatologie au CHU Charles-Nicolle

Mohamed Noureddine Hamdani

Ministre plénipotentiaire, ancien ambassadeur de Tunisie à Téhéran

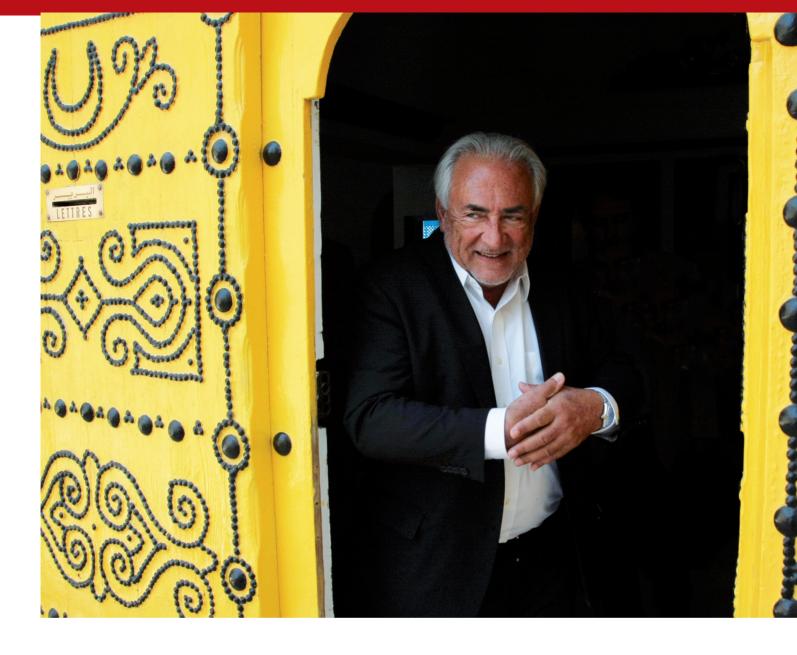




Que peut faire DSK pour la Tunisie?

S'il a renoncé à la politique, Dominique Strauss-Kahn garde des contacts étroits avec les principaux dirigeants à travers le monde qui lui seront utiles dans sa nouvelle carrière. L'ancien directeur général du Fonds monétaire international, ayant longtemps nourri une ambition présidentielle en France, s'est converti en banquier d'affaires très sollicité.





la tête de LSK (Leyne Strauss-Kahn & Partners), fondée avec son ami Thierry Leyne, il n'arrive plus à répondre aux demandes de nombre de gouvernements qui souhaitent bénéficier de ses conseils tant pour restructurer leurs finances que pour la gestion de leurs dettes. Le Soudan du Sud, la Russie et la Serbie, mais aussi en Asie : les missions se multiplient et les propositions abondent. Le voilà donc lancer un fonds d'investissement, DSK Global Investment, qui suscite beaucoup d'intérêt auprès des grosses fortunes dans les pays du Golfe et en Europe. Alors que faisait DSK en visite éclair, le 12 juin dernier, à Tunis, à

l'initiative d'amis Tuns? «Sentir le pays après la révolution, rencontrer des personnalités de premier plan et partager avec eux ses analyses», explique l'un de ses proches. C'est ainsi qu'il rencontrera Béji Caïd Essebsi au siège de Nida Tounès (en présence notamment de Slim Chaker, en charge avec Mahmoud Ben Romdhane des questions économiques). Leurs entretiens se poursuivront à table lors d'un déjeuner à Dar El Jeld auquel ont été conviés Moncef Sellami, Férid Abbès, Fathi Hachicha, Selma Rekik, Faouzi Elloumi et Roger Bismuth.

Ce fut une bonne occasion pour écouter DSK dresser un état perspicace de l'économie mondiale, mais aussi d'évoquer les défis économiques qui se posent aux pays en transition et de formuler des options utiles pour la Tunisie. S'il n'a rencontré aucun officiel durant ce déplacement rapide, l'ancien directeur général du FMI a pu écouter attentivement ses interlocuteurs et faire passer nombre de messages. Sans oublier de faire une tournée furtive à La Marsa avant de reprendre l'avion.

Ce qu'il faudrait surtout retenir, c'est que la Tunisie figure dans le radar de DSK qui serait prêt à apporter ses conseils au gouvernement et à soutenir ses démarches tant pour ce qui est de la gestion de la dette que pour l'attraction des IDE...



Par Mansour Moalla

Nous avons une constitution, une loi électorale et une Isie, malgré les difficultés rencontrées pour y parvenir et les insuffisances constatées.

Quel gouvernement pour demain?

La prochaine épreuve réside dans les élections législatives et présidentielles auxquelles il aurait fallu ajouter des élections municipales étant donné la défaillance extrême des *«représentations spéciales provisoires devenues des machines électorales au «profit» du parti «majoritaire»*.

Quel peut être l'objectif de ces élections?

On est unanime aujourd'hui à dire et à répéter qu'il faut sauver le pays pour qu'il puisse faire face au terrorisme, rétablir la sécurité, l'ordre, la discipline et l'autorité de l'Etat, relancer la croissance économique, développer les investissements, réduire le chômage, créer des emplois, limiter les déficits du budget et de la balance des paiements, réformer le système éducatif ainsi que le domaine financier et bancaire, sans compter les problèmes concernant des secteurs spécifiques comme l'agriculture, l'industrie et le tourisme.

Il ne s'agit donc pas de sauver ou de faire triompher tel ou tel parti politique qui ne pourra pas à lui seul réaliser de tels objectifs, ses adversaires, les « vaincus », ne le laisseront pas faire. Il n'y a pas lieu donc d'aborder les élections en termes de combat, auquel cas on ne pourra qu'aggraver la crise qui dure depuis bientôt quatre ans.

Il faut les aborder, au contraire, en patriotes sincères soucieux de contribuer efficacement au redressement du pays. Pour ce faire, la nécessité s'impose à tous les responsables du domaine politique et de la société civile «d'oublier» les objectifs partisans ainsi que les intérêts particuliers des individus et des groupes et surtout leurs conceptions idéologiques, philosophiques ou religieuses ou autres.

Un grand problème divise le pays depuis des années. Il s'agit de ce qu'on appelle «l'islamisme», de la confusion entre religion et politique et de l'exploitation de l'Islam à des fins politiciennes.

Ce problème a connu un drame qui a duré une dizaine d'années et dont les traces sont encore présentes. La Syrie, elle, vit un drame on ne peut plus violent et le pays est détruit par de nombreuses années de guerre civile. L'Irak vit une confrontation violente entre factions religieuses et se trouve dans un état de décomposition. L'Egypte a décidé d'éradiquer par tous les moyens et dans le

Le gouvernement de demain ne peut être qu'un gouvernement d'union nationale avec un programme définissant les objectifs essentiels à atteindre, objectifs d'ordre économique et social drame «l'islamisme» le plus ancien. Le voisin libyen est devenu le refuge du terrorisme islamiste qui est combattu comme tel par une fraction de l'Armée. L'Arabie Saoudite, menacée, accuse les islamistes de «terroristes» qu'il faut combattre. Une crise profonde que ces pays mettront du temps à surmonter, à la grande satisfaction du «gendarme» israélien.

Nous ne pouvons échapper à une pareille évolution catastrophique qu'en décidant une fois pour toutes, et tous ensemble, de respecter notre religion depuis des siècles, l'Islam, et de la protéger contre les débordements des combats politiques qui ne peuvent que dégrader le sentiment religieux et éloigner de l'Islam une population fidèle à ses traditions et naturellement hostile à la terreur des extrémistes violents.

L'un des deux grands partis dominant la scène politique doit devenir un vrai parti démocratique, tolérant, ne se réclamant plus tout seul de l'Islam, laissant ainsi entendre que tous ceux qui ne sont pas «islamistes» sont hostiles à l'Islam, ce qui est un abus devenu intolérable. Pour ce parti, il s'agit d'une vraie reconversion, une évolution inévitable pour éviter la marginalisation et la disparition comme les partis idéologiques, communistes notamment, qui n'existent pratiquement plus. Des signes encourageants sont constatés dans ce sens depuis quelque temps. On espère que ce n'est pas pour «plaire» à l'opinion et préparer les élections. Le double langage ne doit plus exister. La sincérité du propos doit être évidente et totale. J'avais à la veille des élections d'octobre 2011, dans une interview au Journal Le Maghreb du 20 octobre 2011, conseillé au mouvement Ennahdha de «ne pas penser à l'exercice du pouvoir» étant donné leur manque d'expérience et pour éviter l'échec. Aujourd'hui je leur recommande de devenir un vrai parti politique pour éviter le déclin.

Le second parti politique dominant a été considéré dès le départ comme le champion de l'union nationale. Il a joué un rôle important dans la création et le fonctionnement du Front du salut qui a pu regrouper à un moment décisif les partis non islamistes. Ce regroupement a contribué au changement de gouvernement à l'établissement de la constitution, de la loi électorale et à l'ouverture vers des élections présidentielles et législatives. Son chef avait déclaré à plusieurs reprises qu'il plaçait l'intérêt du pays avant l'intérêt du parti. Et maintenant, c'est l'inverse qui se produit : l'intérêt du parti avant tout. Un de ses principaux alliés, le Front populaire, fait de même. «L'Union pour la Tunisie» ne réunit plus que les anciens alliés de Nida Tounès, déçus par ce changement brutal. Et nous voilà revenus à la situation d'avant les élections de 2011 où le camp dit

démocratique va se présenter pleinement désuni et tout peut arriver, y compris la défaite.

Si le parti «islamiste» doit aujourd'hui avoir le courage de se reconvertir en parti conservateur démocratique et ne plus mélanger religion et politique, les partis non islamistes doivent se regrouper et s'entendre et ne plus tout faire dépendre de ce malheureux fauteuil de «président». Ils sont capables de le faire et ils doivent le faire, sinon ils risquent de décevoir tous ceux qui comptaient sur eux pour équilibrer la scène politique et éviter les hostilités et les confrontations dans la conjoncture actuelle. Ils ont le devoir de contribuer à cette vraie union nationale, la seule susceptible de sauver le pays.

Et en effet, le gouvernement de demain ne peut être qu'un gouvernement d'union nationale avec un programme définissant les objectifs essentiels à atteindre, objectifs d'ordre économique et social principalement et unanimement reconnus et acceptés. Tout gouvernement partisan ne peut qu'échouer à l'heure actuelle et exposer le pays à tous les dangers. C'est ce que nombre de pays parmi les plus imposants ont décidé après des évènements exceptionnels (guerre ou révolution) ou simplement pour améliorer les performances du pays comme aujourd'hui en Allemagne, pays devenu la principale puissance de l'Union européenne grâce à une discipline nationale exemplaire.

Puissent les personnalités responsables aujourd'hui de l'avenir du pays s'inspirer de cet exemple et être à la hauteur de la situation.

Je viens de prendre connaissance de l'initiative du mouvement islamiste proposant une entente sur un candidat commun à l'élection présidentielle. On attendra d'avoir plus d'informations à ce sujet avant de se prononcer. Il est cependant évident que c'est un pas pas encore très clair – en vue de l'adoption de la formule de l'union nationale. Mais, car il y a un mais important, il faut au préalable résoudre le problème de l'islamisme et de la confusion entre religion et politique, comme indiqué dans les développements qui précèdent. Ce problème constitue un obstacle majeur à toute entente qui risque dans ce cas de n'être qu'une simple manœuvre politicienne. Il faut donc avoir le courage d'aborder ce problème, d'en finir avec la confusion qui nous a conduits à la situation actuelle, pour pouvoir envisager l'avenir et constituer une union nationale solide, à l'abri des controverses et des pièges et œuvrer à la sauvegarde du pays, à la prospérité de son économie et au bonheur de ses habitants.

M.M.



encore de se déclarer candidats.

Réellement, ils s'apprêtent à enfiler les gants de boxe. La route qui doit les mener à Carthage est encore longue et incertaine. Les dates sont pourtant fixées : le premier tour de l'élection présidentielle interviendra en novembre prochain et le second, au plus tard, le 28 décembre, compte tenu des éventuelles contestations et des recours en appel.



heureux vainqueur réveillonnera le 31 décembre au palais présidentiel de Carthage. Beaucoup en rêvent et s'y investissent. Les sondeurs d'opinion se lancent en turbo. Personne n'est encore sûr de le garantir. Les cartes sont brouillées après l'appel d'Ennahdha à un candidat consensuel. Des tendances commencent à se dessiner, dans un flou total, sauf pour les initiés. Cartographie, en réponse à des questions-clés.

Les acteurs-clés

Ennahdha et Nida Tounes se présentent incontestablement en acteurs majeurs de la présidentielle. Un second tour entre leurs candidats directs de premier rang sera tranché à une légère différence, donnant l'avantage à l'un ou l'autre, selon des sondeurs fiables. Amenés à s'affronter, chacun s'efforcera de se faire représenter au plus haut niveau, avec par exemple Béji Caïd Essebsi face à Hamadi Jebali ou Ali Laarayedh. Mais, cela n'est qu'une hypothèse qui risque de ne pas aboutir.

Pour le moment, on n'en est pas là. Si Nida Tounes affirme son soutien à son *«unique candidat »*, Essebsi, Ennahdha laisse entendre qu'aucune décision n'est prise quant à la présentation d'un candidat officiel issu de ses rangs ou au soutien d'un candidat en particulier. Rached Ghannouchi a été plus loin en proposant la recherche d'un consensus autour d'une figure de premier plan pouvant bénéficier de l'appui des principaux acteurs politiques.

Mais pour accéder au second tour, il faut déjà avoir franchi le premier. Tout se jouera alors sur le report des voix. D'où l'importance des autres formations en lice et des alliances pour le second tour. Le Front populaire vient en troisième position suivi du Courant populaire (Hachemi Hamedi), Ettakatol, Al Jomhoury, Afek, etc. Ils constitueront, avec tous les autres petits partis du centre, une force d'appoint déterminante.

Tout se jouera sur la réduction du nombre d'abstentionnistes, la séduction des indécis et le ralliement des partis du centre.

Quelle est la position d'Ennahdha?

Ennahdha a jeté un pavé dans la mare en appelant à un candidat de consensus. Loin de chercher à brouiller les cartes et changeant les calculs, dit-on à Montplaisir, l'initiative de Ghannouchi est motivée uniquement par les impératifs du «gouverner ensemble» et de «sécuriser le lendemain du scrutin sur la base d'un programme prédéfini pour faire face aux grands défis de la relance».

Sans s'y approfondir, ses partenaires au sein de la Troïka, le CPR et Ettakatol, l'ont rejeté d'emblée, y voyant «une obstruction au libre choix des électeurs». Ahmed Néjib Chebbi s'y opposera lui aussi, rappelant que «le seul consensus qui avait été fait en 1988 en faveur de Ben Ali avait instauré la dictature» ...

Ce qui a attisé les débats, ce sont les déclarations de certains dirigeants d'Ennahdha écartant



■ Béji Caïd Essebsi

de la liste des candidats de consensus Béji Caïd Essebsi, alors que leur chef Ghannouchi a affirmé qu'il n'en est pas exclu.

En fait, le parti Ennahdha, présenté par ses dirigeants comme «un corps unique et des expressions multiples», est traversé actuellement par des débats profonds. Son instance centrale, le Conseil de la choura, trace les grandes lignes et laisse au bureau exécutif la marge de manœuvre nécessaire pour définir et proposer à sa validation la position finale. Trois grands courants émergent en interne, entre une attitude a minima, un accord avec Nida Tounes et un engagement seul pour la conquête des urnes.

Une quatrième voie, mixte des trois, fait cependant son chemin.

• A minima, mais en exerçant tout son poids Edifiée par l'expérience des «Frères» égyptiens et ébranlée par la situation en Syrie et en Irak, la première tendance prône la sagesse de raboter les ambitions et de ne pas s'acharner à accaparer le plus largement possibles les pouvoirs. Pas de candidature à la présidentielle, renoncer à présider le gouvernement et se contenter

■■■ d'une bonne majorité au sein de la future Chambre du peuple. Le concept est de favoriser la création d'une large coalition qui garantira la stabilisation des instituions et favorisera leur fonctionnement harmonieux, sans remise en question permanente ni contestation à tout bout de champ. Un président de la République de préférence non issu de l'un des grands partis. Mieux, sans forte connotation partisane, et si possible n'ayant jamais servi ni sous Bourguiba, ni sous Ben Ali. Un oiseau rare à trouver, à même de faire de Carthage un centre d'impulsion et d'appui pour la réalisation du programme de relance, et de s'imposer en fédérateur, rassembleur et arbitre, si nécessaire. Tout en exerçant pleinement ses nouvelles prérogatives, élargies par la Constitution, et d'incarner une image forte de l'Etat. Ce portrait idéal reste à trouver et faire approuver. Il arrange bien cette tendance au sein d'Ennahdha qui garde la main à plusieurs niveaux, essentiellement au sein du législatif.

• S'entendre avec le challenger, Nidaa Tounès, et constituer un noyau dur

Les concessions ont été nombreuses, estime une autre tendance, et Ennahdha a accepté de céder le pouvoir sans garanties. Les risques sont nombreux et peuvent perdurer si on ne blinde pas l'avenir. Ce blindage ne peut se faire qu'à la faveur d'un accord avec Nidaa Tounes pour constituer un noyau dur en vue de gouverner ensemble tout en s'ouvrant à d'autres partis et acteurs significatifs. En gros : on se met d'accord, on gagne et on partage pour nous retrouver qui à Carthage, qui à la Kasbah et qui à la tête des ministères de souveraineté et les autres.

• A maxima: on s'accroche et on rafle le tout

Le peuple compte sur nous et nous devons être à la hauteur de son espoir et de sa confiance, affirment d'autres. Allons aux urnes et que le meilleur gagne. Si nous l'emportons et raflons le tout, tant mieux, mettons-nous au service du peuple et du pays. Nous ne les décevrons pas et réussirons à démontrer notre capacité à gouverner avec succès.

Jusqu'où ira Ghannouchi?

«Difficile d'évaluer le poids réel de chacune de ces tendances, indique à Leaders un connaisseur. Aucune ne risque d'imposer sa domination. Avec son habileté coutumière et sa patience, Rached Ghannouchi saura concevoir la plateforme fédératrice. Très attaché au consensus des principales forces politiques, qu'il sait déterminant pour l'étape à venir, il s'emploiera de toutes ses énergies à former une large coalition pour les élections et surtout le lendemain des élections. Cette capacité d'ouverture à ses adversaires politiques et d'accord avec eux, poursuit-il, mais aussi de ralliement des siens autour de ces accords, il a démontré au plus vif de la crise de l'été dernier, en prenant l'initiative d'aller rencontrer Caid Essebsi le 15 août 2013 à Paris, puis en signant sans réserve, le 6 octobre 2013, la feuille de route qui a conduit à la démission du gouvernement Ali Laarayedh et l'avènement de Mehdi Jomaa à la tête d'un cabinet de non-partisans».

Que cherchera-t-il à obtenir pour son parti, cette fois-ci ? Quelles concessions devra-t-il faire ? Et quelles lignes rouges à ne pas franchir? Rached Ghannouchi n'a pas encore livré ses secrets.

Et Caïd Essebsi?

Très à l'aise dans ce jeu florentin qu'il excelle offrir en grand spectacle, le leader de Nida Tounes ne craint ni divisions internes, ni diversion d'électeurs. Béji Caïd Essebsi affiche en effet beaucoup de sérénité et autant de confiance en la force de son parti. La machine est en place, les hommes et les femmes de qualité, précise-t-il, à profusion. Les moyens

aussi. L'idéal démocratique en plus. S'il doit éteindre quelques foyers d'incendie dans sa propre maison, il sait le faire habilement. Que seront-ils sans lui? murmurent les uns. Leur avenir politique en dépendra aussi. Les décisions d'investiture pour les législatives trancheront au mérite et au potentiel de réussite. Alors concentration sur le reste, le politique.

Le reste, ce sont les ralliements individuels, pour les législatives, puis les ralliements pour la présidentielle. Un jeu très subtil où Essebsi prend tout son plaisir. Sans rien dévoiler, il exerce son charme sur les grosses pointures qu'il aimerait bien voir le rejoindre «pour gagner ensemble». Ce qu'il n'a jamais dit, c'est qu'il est certain de se présenter lui-même à la présidentielle. Tout porte à le croire, mais rien ne le confirme officiellement. Il ne pense pas à son état de santé lors de la prise de fonction, mais à la fin de son mandat. «Il faut que la carcasse tienne», avait-il déclaré à Leaders, au printemps dernier, mais dans l'absolu.

Nida Tounes serait-il en mesure d'aligner un autre candidat du même calibre? Un Mohamed Ennaceur ou Taieb Baccouche, pour ne citer que le vice-président et le secrétaire général du parti. Seront-ils en mesure de l'emporter? Les sondeurs d'opinion sont perplexes.



COMAR Assistance Automobile

Avec COMAR Assistance Automobile ROULEZ CONFIANTS!

- Voiture de remplacement...
- Changement de pneu en cas de crevaison,
- Dépannage, transport, remorquage,



Avantage exclusif

de notre formule Assistance Auto Confort

TTXISE



www.comar.tn

N° Bleu 82 100 500





LA PERLE DE CARTHAGE Van Vrai Bijoux















La Société Tuniso-Koweitienne d'el Emar

Immeuble CTKD, Lotissement Al Nakhil, Cité les pins, les berges du Lac II (près de l'ambassade de Canada) Pour toute information, veuillez nous contacter au 94 885 794 / 98 255 725 / 71 967 123

L'hypothèse Moncef Marzouki peut-elle tenir?

«N'en soyez pas surpris, lançait à Leaders, début juin, Imad Daïmi, secrétaire général du CPR et le plus proche lieutenant de l'actuel locataire de Carthage. Dans cinq mois, Moncef Marzouki sera reconduit à la présidence de la République!» Pure prophétie ou résultat d'analyses confortées par des sondages et des alliances non encore

Moncef Marzouki

dévoilées? L'hypothèse Marzouki n'est pas à exclure. Lui, le premier, y croit dur comme fer. «Le peuple m'aime et apprécie mon attachement à faire aboutir les objectifs de la révolution,

Les Tunisiens, en majorité, soutiennent mon combat contre le régime déchu, les malversations, les violations des droits de l'homme et voient en moi le rempart contre la résurgence de l'Etat profond».

S'il a réservé sa décision finale à l'approche de la date butoir pour le dépôt des candidatures, Marzouki donne l'impression qu'il est déjà en précampagne. Rabotant ses excès, multipliant ses déplacements à l'intérieur du pays et à l'étranger (tout récemment un périple dans quatre pays subsahariens) et redoublant d'initiatives de proximité populaires, il s'emploie à gommer de mauvais souvenirs, garnir son palmarès, faisant particulièrement les yeux doux à Ennahdha. Son style trouve écho auprès de certains au sein de ce parti, tentés de se dire: pourquoi pas ? Il pourrait faire l'affaire!

Mustapha Ben Jaafar remonte dans les sondages

Pour la première fois, le leader d'Ettakatol, auréolé de ses fonctions à la tête de l'Assemblée nationale constituante et des contacts internationaux, remonte dans les sondages, se hissant dans le carré magique, provisoire. Ses lieutenant, qui d'habitude décriaient les sondages, s'en donnent cette fois-ci à cœur la joie. Mustapha Ben Jaafar ne se fait pas d'illusion. Il sait que son parti ne dispose pas à lui seul d'une machine à gagner, mais compte sur son aura personnelle et surtout sur les alliances possibles. Nombreux sont ceux qui dans des partis importants lui disent qu'il pourrait constituer l'homme de consensus. Ces mêmes promesses, ils les distribuent aussi à d'autres. Ben Jaafar n'est pas dupe. Il se prépare à la course finale.

Chebbi, Morjane et les autres

Un autre candidat qui croit pleinement en ses chances est sans doute Ahmed Néjib Chebbi. Malmené par les sondages, il se défend de s'enfermer dans une bulle qui le portera à Carthage et refusera le choix d'un candidat consensuel. Comme en 2011, il fera cavalier seul, fort de son long parcours militant, de la légitimité de son parti et du soutien des populations qu'il va rencontrer dans les localités les plus éloignées du pays. Sa forte détermination sera son moteur. Surtout ne lui dites pas qu'il est obnibulé par Carthage, il s'en offusquera, répondant d'emblée qu'il a un projet pour la Tunisie. Prudent, avançant à pas très mesurés et n'excluant aucune option, Kamel Morjane constituerait, s'il se présentait, un candidat à prendre au sérieux. Issu de la famille destourienne, ce



qu'il revendique «avec fierté et honneur», le chef du pari Al Moubadara pourra bénéficier du vote massif du noyau dur des bourguibistes. Il est vrai que la famille destourienne reste encore éparpillée sous diverses bannières. Celle du parti fondé par le Dr Hamed Karoui serait tentée de présenter son propre candidat, qui pourrait être Abderrahim Zouari ou une autre figure de premier rang.

Dans la même famille au sens large, une femme, la seule pour le moment, a eu le courage de se déclarer candidate : Emna Mansour Karoui. Une battante, gestionnaire diplômée





■■■ de Strasbourg, chef d'établissement scolaire privé, cultivatrice, elle avait fondé en avril 2011 un parti centriste, le Mouvement démocratique d'édification et de réformes (Mder). Très déterminée, elle n'hésitera pas à investir ses propres deniers dans une campagne qui ne peut être que coûteuse et s'y investir.

Nabli, Ayari et d'autres feraient-ils la surprise?

Malgré la grande contrainte de devoir recueillir, en appui à toute candidature, 10 000 signatures de citoyens tunisiens, à raison de 500 par circonscription électorale, le foisonnement des candidats n'est guère évitable, mais sera réduit. La porte sera alors largement ouverte aux outsiders. Ceux qui en dehors des partis pourraient constituer la surprise seront ceux précisément que de grands partis iront chercher dans leur désintéressement, du moins affiché, des ors de la République. Un grand banquier international de passage fin juin à Tunis interrogeait le gouverneur de la Banque centrale de Tunisie, Chedly Ayari: «Votre nom circule avec insistance, qu'en est-il au juste ?». Il ne recevra en réponse qu'un large sourire ponctué d'un: «Je serai le dernier à

l'apprendre!» Ne se prenant pas au jeu, Ayari sait que tout ce qu'il doit faire, c'est réussir son mandat actuel.

Un autre nom suscite l'attention, celui de Mustapha Kamel Nabli. L'ancien directeur à la Banque mondiale et gouverneur de la BCT vient en effet de publier avec une trentaine d'intellectuels, universitaires et personnalités politiques indépendantes, un Livre blanc pouvant servir de plateforme de réflexion pour les acteurs politiques. Il décrit l'embarras du Tunisien face au quotidien pressant, la crainte de l'avenir et le laisser-aller vis-à-vis de l'Etat, l'empêtrement de l'action politique et des partis et la dislocation du tissu social et des valeurs éthiques. Il appelle à la concentration des efforts sur l'édification de l'Etat civil et démocratique, la consolidation du lien national, à commencer par la culture et en épargnant à l'école les tiraillements partisans, tout en y diffusant l'esprit civique la culture de la paix ainsi que le bannissement des divisions. Aussi, les auteurs de ce Livre blanc recommandent de faire face à la violence et au terrorisme en ciblant leurs dimensions idéologiques, psychologiques, sociales et sécuritaires. Ils considèrent que les prochaines élections seront déterminantes et Emna Mansour Karoui

estiment urgent de traiter les aspects

estiment urgent de traiter les aspects économique, sécuritaire et social. Si aucun parti n'a encore révélé l'ébauche de son programme, cette initiative de M.K. Nabli et ses coéquipiers interpelle tous les candidats potentiels aux législatives comme à la présidentielle. Sans pour autant faire de lui un candidat possible. Mais, qui sait?





Configurez et réservez votre équipement high-tech par un simple clic sur le site www.atbintelligencia.com.tn

Où que vous soyez en Tunisie, recevez votre équipement high-tech à partir de 0.500 DT/jour, en 72h chrono. Il vous suffit de réserver les PC, Portablettes, Tablettes ou Smartphones de votre choix sur le site www.atbintelligencia.com.tn



Retrouvez nos pages officielles ATB TUNISIE

N° Vert 80 100 347

Des professionnels à l'écoute





Avec Angela Merkel (à droite)

En cinq mois, Mehdi Jomaa a multiplié les visites de haut niveau à l'étranger, allant dans les pays du Maghreb et ceux du Golfe, puis à Washington et Paris, et tout récemment à Berlin et Bruxelles. A chaque étape, des liens sont noués et la coopération renforcée. Dans le grand contexte géostratégique de la région, l'enjeu tunisien retient l'attention et suscite le soutien. En attendant la prochaine destination qui serait l'Asie, les coulisses des dernières visites.

omment expliquer toute cette attention portée par l'Allemagne à la Tunisie comme en témoignent les multiples marques de sollicitude réservées au chef du gouvernement, Mehdi Jomaa, lors de sa récente visite à Berlin? Large couverture médiatique dans les grands journaux et chaînes de télévision, entretiens prolongés au-delà des temps initialement prévus avec la chancelière Angela Merkel, ainsi qu'avec le président fédéral Joachim Gauck et le chef du Bundestag (le Parlement

allemand), Norbert Lammert, un intérêt très vif pour la progression de la transition et une réelle volonté de soutien. Mehdi Jomaa n'en a pas été surpris, ayant déjà rencontré la chancelière il y a un an à Berlin, alors qu'il était ministre de l'Industrie, et reçu à Tunis le ministre allemand des Affaires étrangères, Frank Walter Steinmeier. Ce qu'il a cependant relevé, c'est l'accroissement de cette attention et la détermination renouvelée de l'Allemagne à aider la Tunisie dans sa transition démocratique, la sauvegarde de sa souveraineté et la relance de son

économie. «Plus qu'une impression, j'ai eu la confirmation que c'est tout un espace d'opportunités qui est ouvert à la Tunisie, confie-t-il à Leaders, de retour de Berlin. Il nous appartient de le saisir en donnant les signes de stabilisation. Nos partenaires ne demandent qu'à être rassurés quant à l'avancement de la Tunisie dans le processus qu'elle a amorcé. C'est capital à leurs yeux et alors on sera capables de construire ensemble des choses extraordinaires, très rapidement».

Passer des rapports romantiques à une interaction stratégique

«L'Allemagne, pour suit Mehdi Jomaa, a compris que nous sommes dans un moment historique très fort. Dans cette période exceptionnelle où il ne faut pas manquer de vision et de moyens, la Tunisie a besoin de bénéficier auprès de ses amis d'un regard et d'un soutien exceptionnels». Le message a été entendu. Des «rapports romantiques» ont été noués. Il s'agit de passer à une interaction stratégique et d'investir, dès aujourd'hui, dans l'avenir.

Il faut dire que la mission de Mehdi Jomaa était facilitée par le contexte géostratégique environnant. L'Allemagne cherche sans doute à mieux comprendre ce qui se passe dans notre région qui lui est en fait proche. Le coup de barre engagé en Egypte, la déliquescence de l'Etat complètement remis en question et attaqué fortement par des factions jihadistes lourdement armées, en Libye, en Syrie ou en Irak, et les menaces terroristes sur la Tunisie et l'Algérie ne peuvent qu'attiser les appréhensions de l'Europe, l'Allemagne en tête. La grande lueur d'espoir vient de la Tunisie qui s'attaque au terrorisme, s'attache à sa relance économique et chemine avec détermination vers des élections libres et transparentes qui ouvrent la voie à la stabilisation du pays et de ses institutions républicaines.

Cette prise en considération des enjeux fondamentaux est visiblement affichée par les dirigeants allemands. La chancelière a qualifié le processus de transformation en Tunisie de grand succès. «Le pays a déployé

de grands efforts sur la voie de la démocratisation, dira-t-elle, et nous souhaitons raffermir davantage nos liens bilatéraux». Comme elle, toutes les personnalités rencontrées sont en effet conscientes que la priorité absolue est de soutenir la Tunisie et en faire une success story. Mehdi Jomaa était heureux de les entendre le lui réitérer, se contentant cependant de répondre que «A défaut d'être un modèle, la Tunisie constituera un bon exemple!»

Le chef du gouvernement n'a pas caché à ses interlocuteurs l'ampleur des menaces sécuritaires qui s'exercent sur la Tunisie, le déficit budgétaire, les résistances rencontrées dans la mise en œuvre des grandes réformes structurelles et autres défis majeurs. Mais sa conclusion a été optimiste: «Nous saurons surmonter toutes ces épreuves et c'est un avenir radieux qui attend, très rapidement, la Tunisie».

Des projets immédiats

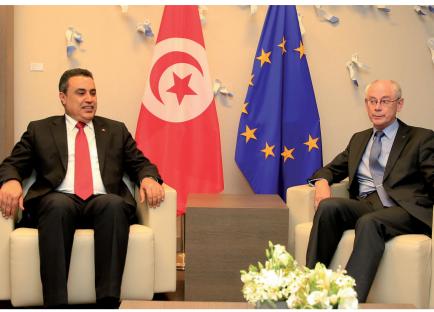
Ceux qui s'attachent aux aspects concrets et immédiats de la visite de Jomaa en Allemagne ont relevé la reconversion d'une partie de la dette tunisienne, à hauteur de 60 millions d'euros, en projets de développement et le renforcement de la coopération financière et de l'assistance technique dont les engagements s'élèvent depuis 2011 à 346,4 millions d'euros dont 83,9 millions d'euros à titre de don.

Mme Merkel a relevé que plus de 250 entreprises allemandes étaient déjà présentes en Tunisie, mais qu'il faudrait malgré tout créer de nouvelles incitations à l'investissement. «C'est notre objectif», répondra Jomaa, soulignant que la Tunisie souhaiterait devenir un site de haute technologie et un partenaire pour l'Europe. Partie intégrante du continent africain et du monde



Avec José Manuel Barroso (à droite)





Avec Liz Mohn, **Fondation** Bertelsmann (à gauche)

■■■ arabe, elle entend également être une plaque tournante pour le commerce. La chancelière allemande a proposé de mettre sur pied une école d'administration germanotunisienne en Tunisie. Rebondissant sur cette initiative, le chef du gouvernement a relancé l'idée d'une université tunisoallemande.

Quant aux aspects sécuritaires, Mme Merkel a indiqué qu'il est important d'améliorer la protection de la frontière tuniso-libyenne, afin de prévenir l'infiltration de forces terroristes et que l'Allemagne fera tout ce qui est en son pouvoir afin d'apporter son aide dans ce dossier.

Cette aide pourrait prendre la forme d'un soutien à la formation de la police des frontières, mais pourrait également comprendre une aide à l'équipement, des gilets pare-balles, par exemple. Une action rapide s'impose, a souligné la chancelière. C'est pourquoi des spécialistes des deux côtés devaient débuter des consultations à ce sujet dès le 19 juin.

Convergence des points de vue, engagements stratégiques et cordialité des rapports personnels qui se hissent au niveau des relations bilatérales: trois points forts de cette visite à Berlin. L'étape belge n'en sera pas moins productive.

> Avec Elio Di Rupo (à droite)

La Belgique et l'Union européenne en appui à la Tunisie

En visite officielle à Bruxelles, Mehdi Jomaa a en effet rencontré son homologue belge, Elio Di Rupo, ainsi que le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, et d'autres personnalités. «L'agenda des rencontres a été rapidement monté, explique à Leaders un proche de la section diplomatique de la Kasbah. Partout, ajoute-t-il, le même accueil chaleureux et les mêmes bonnes dispositions. Le Premier ministre belge a réitéré le soutien de son pays à la Tunisie, notamment auprès de l'Union européenne, dans sa demande d'aide financière et technique et annoncé qu'une partie de la dette tunisienne envers la Belgique, de l'ordre de 26 millions de dinars, sera transformée en investissements».

L'entretien avec Barroso, souligne la même source, a été «fructueux». «La Tunisie peut compter sur l'Union européenne», a-t-il affirmé au chef du gouvernement. Il s'agit à présent de concrétiser ces engagements. Mais aussi aux Tunisiens de saisir cette rare opportunité qui s'offre à eux et de montrer les bons signes de stabilisation et de relance.



Lammert (à gauche)

Avec Norbert



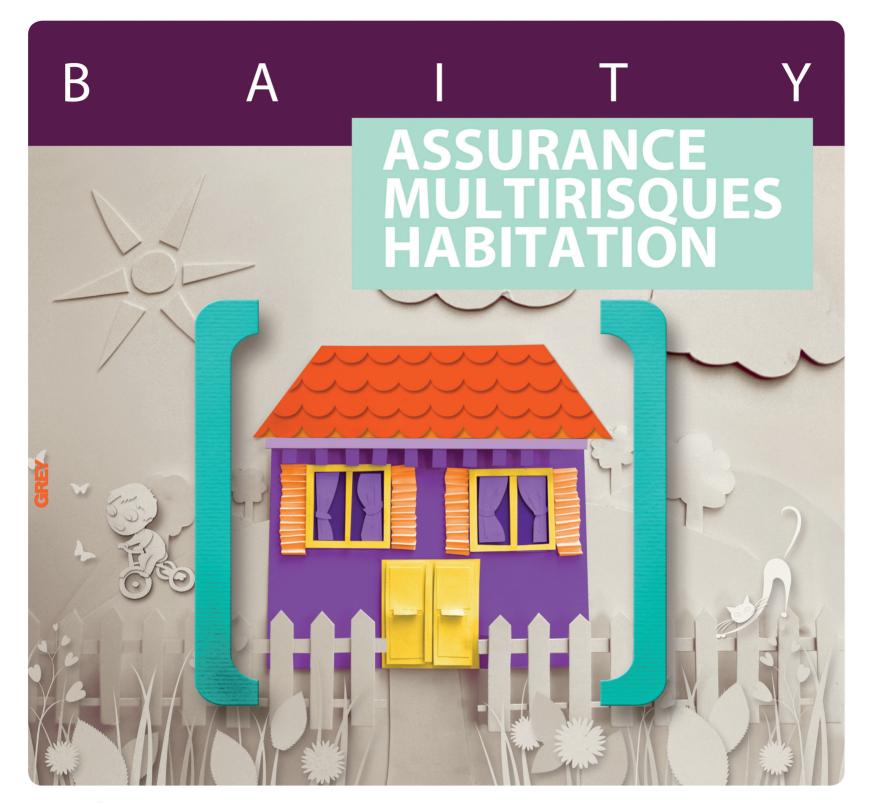
CARTA TAYARA





1^{ère} carte internationale d'**allocation touristique** en Tunisie

Plus besoin de prendre avec vous des devises ! Carta Tayara d'AMEN BANK vous permet de payer vos achats et de retirer de l'argent à l'étranger. Sans compter tous les autres avantages qu'elle vous offre : réservation d'hôtels à partir de la Tunisie, assurance et assistance à l'étranger (assistance médicale, avance de fonds en cas de vol de votre carte, perte de bagages, annulation de voyages...). Cette carte est aussi valable pour votre demande de Visa.



PROTÉGEZ VOTRE BIEN LE PLUS CHER.

Simple et complète, l'assurance Multirisques Habitation de **CARTE ASSURANCES** est composée de garanties indispensables. Destinée aux particuliers, propriétaires ou simples locataires, vous bénéficiez de garanties performantes pour protéger votre patrimoine familial. Plus de détails sur notre site internet.



On vous l'assure.

De la pensée à l'action en politique

Aucune volonté ne voit le jour en Tunisie pour mettre en œuvre les réformes de base que la situation exige.

Il n'existe même pas de volonté pour en débattre sérieusement. Ce sont pourtant des réformes sans lesquelles aucune amélioration d'aucune sorte n'est possible. Le pays continue à tourner en rond, les corps constitués à vide.

e bilan de trois années de «révolution» se résume à l'adoption d'une constitution mal ficelée et pleine de pièges et de contradictions. Il fallait peut-être commencer par la réforme institutionnelle, mais cette réforme n'est pas un but en soi. Elle ne vaut que par son impact à hâter l'avènement d'un

changement touchant encore plus directement à la vie et à l'avenir des Tunisiens. Loin d'y contribuer, la réforme institutionnelle n'a fait que réconforter tous les atavismes et toutes les rigidités d'antan.

Plusieurs raisons expliquent ce blocage. Certaines relèvent du type de régime adopté, paralysant et conflictuel au possible, d'autres de l'inconscience ou de l'inconsistance des classes dirigeantes et politiques, d'autres enfin de la « rétention » d'une société devenue trop conservatrice et passéiste dans sa majorité pour adhérer ou appeler à la réforme. Mais la vraie raison pourrait relever d'une posture intellectuelle castratrice tendant à complexifier les problèmes les plus simples et à simplifier les problèmes les plus complexes. Il ne s'agit pas des conséquences d'une pensée unique, conformiste par nature, mais de celles d'une pensée déstructurée qui sépare les inséparables, ne lie pas entre elles les problématiques les plus liées et qui établit une déconnexion « accommodante » entre la réflexion et l'action en politique.

Dans la quasi-totalité des régimes parlementaires non monarchiques, le chef de l'Etat est un président de la République qui n'est pas élu directement par le corps électoral mais par la représentation nationale (Parlement, Chambres des députés, Assemblée nationale, etc.). Le but est de prévenir tout conflit de légitimité entre la représentation nationale (et son émanation gouvernementale) d'une part, le chef de l'Etat d'autre part. Dans sa « sagesse coutumière », l'ANC n'a pas voulu prendre en considération un fait dûment établi pourtant.



Certains constitutionnalistes renommés ont ajouté à la confusion en proposant certains garde-fous illusoires au lieu de dénoncer l'incohérence du nouveau système politique dans son ensemble.

Les dépenses de la Caisse générale de compensation (CGC) et de la compensation en général font partie de ce qu'on appelle

les transferts sociaux (dépenses d'éducation, de santé, de formation, de culture et de jeunesse, pour ne citer que les principales dépenses «sociales» de l'Etat + dépenses de la Sécurité sociale), lesquelles dépenses entrent dans le cadre de la redistribution des revenus, au même titre d'ailleurs que la fiscalité. Il est donc illogique que l'on puisse trancher de la situation de la CGC et des dépenses de compensation hors de son cadre naturel, c'est-à-dire de façon isolée par rapport à la politique des prix, des salaires et des revenus. Il en découle que le déficit des finances publiques inhérent aux dépenses de compensation (dont l'effet nominal ne représente en comparaison que la moitié de celui de la fuite fiscale) ne peut décemment pas être traité sous l'angle unique et exclusif de l'équilibre budgétaire.

Dans les deux exemples évoqués, l'action politique n'a pas suffisamment procédé d'une pensée, et quand elle a prévalu, la pensée n'a pas conduit à l'action politique appropriée. En fait, l'action politique dans notre pays reste marquée par l'improvisation et le «court-termisme». Elle manque manifestement de conceptualisation, de perspectives, de souffle, de rigueur et de méthode. C'est le cas de l'action du gouvernement actuel, un gouvernement qui hésite, louvoie, se défausse et finit par ne rien produire d'autre que de la communication. La situation politique et socioéconomique s'en ressent gravement, la situation sécuritaire plus encore. C'est ce qui est observé à l'extérieur et relevé, avec délectation, par les ennemis intérieurs de l'Etat, décuplant leurs efforts à l'abattre.







L'incertitude reste totale en Libye qui s'enlise dans un chaos kafkaien. Déliquescence de l'Etat, multiplicité des intervenants et profusion des armes au milieu d'une forte convoitise des ressources pétrolières.

ci et là, des milices se répartissent les territoires et imposent leur loi. Souvent, la fibre est la même, jihadiste islamique, seules les marques d'appellation changent. Le général Haftar, qui monte en puissance, s'efforce de changer la donne, sans pour autant parvenir jusque-là à étendre son autorité en dehors de quelques zones significatives mais non encore déterminantes.

Les élections législatives du 25 juin dernier auront été une nouvelle illustration de la désaffection des votants et de l'impuissance à sortir de l'impasse politique et apaiser les tensions entre communautés. Les gouvernements se succèdent, les élus aussi, mais aucune autorité n'arrive à s'établir effectivement.

Les grandes puissances se tâtent encore. Les tentatives d'amorce d'un dialogue interlibyen sous la bannière des Nations unies, que la Tunisie propose d'accueillir, sans la moindre interférence dans les affaires libyennes, peine à démarrer. L'impact de ce qui se passe en Libye résonne fort en Tunisie. Chaque dégradation de la situation sécuritaire propage son onde de choc, génère de nouveaux flux de réfugiés et pénalise les quelques flux d'échanges économiques qui restent.

L'espoir d'une stabilisation rapide en Libye s'estompe de jour en jour. C'est parti pour une longue période, des années au moins, pour que la sécurité y soit restaurée, les institutions mises en place et respectées, l'administration rétablie, les écoles et universités reprises en main sur de bonnes bases. Même si l'optimisme ne doit guère nous quitter. Difficile à déchiffrer avec précision, la situation en Libye est déterminée par des facteurs clés. Quelles sont les forces en présence et quel est leur rôle? L'armée nationale, celle ralliée au général Haftar, les jihadistes, les milices, notamment celles des tribus, Aqmi, et autres intervenants étrangers sur la scène constituent des éléments importants à comprendre. Qu'en est-il des tribus qui exercent tout leur poids? Comment se présentent la cartographie tribale et la répartition des zones d'influence?

Mais aussi, qu'en est-il des Libyens établis en Tunisie et des Tunisiens résidant en Libye? Combien sont-ils et comment vivent-ils? Où en sont les échanges commerciaux entre les deux pays? Et surtout quelle attitude a choisi la Tunisie depuis la révolution vis-à-vis de la situation en Libye et quelle pourrait être sa marge de manœuvre?

Autant de questions qui trouvent des réponses-clés dans ce grand dossier réalisé par Leaders. Investigations sur le terrain dans les deux pays, analyses et synthèse d'entretiens avec diplomates, observateurs et divers acteurs principaux : des éléments essentiels qui aident à mieux comprendre les enjeux.

Des clés pour saisir la complexité de la crise libyenne

epuis la chute du régime de Kadhafi en octobre 2011, la situation sécuritaire en Libye reste déterminée par les facteurs suivants:

• La faiblesse et l'inefficacité de l'action des institutions sécuritaires du pouvoir politique central à l'intérieur du pays et le long des 4 000 km de frontières; cela est la conséquence directe des tiraillements et des divergences entre les institutions politiques de transition, Congrès général national dont la légitimité depuis le 7 février 2014 est de plus en plus contestée, gouvernements successifs ne bénéficiant pas du minimum de consensus politique nécessaire . . . ;

- La présence sur tout le territoire libyen d'une multitude d'intervenants et de formations armées, tant libyens qu'étrangers. Du côté libyen, on est en présence de l'armée nationale libyenne, des forces ralliées au général Haftar, des Katibats de jihadistes islamistes, des milices de rebelles aux mains de chefs de tribu; sans oublier la présence de terroristes étrangers de différentes nationalités. Et pour compléter la scène déjà très complexe, et depuis quelques mois, des contingents de certains pays occidentaux et de la région, les USA, la France, l'Algérie et l'Egypte, opèrent directement sur le sol libyen. Il n'est pas exclu que d'autres pays rejoignent dans les semaines ou mois qui suivent ce théâtre d'opérations d'une façon plus ou moins déguisée sur le sol libyen;
- La profusion, à travers tout le territoire, de quantités impressionnantes d'armes de tous types allant des armes légères individuelles aux armes lourdes et complexes; en passant par la panoplie de produits et gadgets pyrotechniques faciles à mettre en œuvre et suffisants pour mener les actions terroristes les plus dévastatrices.

Ces armes proviennent de plusieurs sources et surtout :

• des restes du large arsenal de l'armée de la Jamahiria de Kadhafi qui, pendant la révolution, ayant senti la gravité de la menace, n'a pas hésité à donner ses instructions pour ouvrir les dépôts d'armes et de munitions aux volontaires appelés à défendre son régime, ce qui a profité à tous ceux qui en voulaient et ils étaient très nombreux mais d'obédiences et de programmes non seulement divers mais très souvent opposés;

• des armes fournies en 2011 aux rebelles par certains pays occidentaux et du Golfe pour booster la révolution,

• et aussi des armes introduites illicitement dans le pays à travers ses longues frontières sud presque totalement incontrôlées.

Evidemment, cette situation d'instabilité et d'anarchie sécuritaire est largement affectée par les développements politiques, eux aussi des plus fragiles et imprévisibles. Les instances politiques n'arrivent toujours pas à mettre sur pied une armée et des forces de sécurité intérieure répondant à leurs ordres et en mesure d'imposer le respect de la loi et maintenir l'ordre; les milices restent encore les véritables décideurs en matière de sécurité et chacune maître de sa décision et de la situation dans sa zone de déploiement.

Pour mieux cerner la situation sécuritaire actuelle en Libye, entrevoir les développements futurs possibles et surtout apprécier les retombées sur la sécurité de la région et notamment sur la Tunisie et, en vue de concevoir une stratégie à même de faire face à ces menaces, il convient d'identifier les principaux acteurset intervenants sur le théâtre libyen dans le domaine sécuritaire et examiner leurs rôles respectifs.

Les forces en présence et leur rôle

L'Armée nationale libyenne

L'actuelle Armée nationale libyenne n'est, au fait, que l'Armée de libération nationale qui a été mise sur pied par le Conseil de



transition national (CNT) en 2011. Celleci a absorbé les militaires déserteurs de l'armée de l'ancien régime ralliés à la cause révolutionnaire et les brigades/katibats de rebelles constituées pendant la révolution. L'ANL compterait 35 000 hommes environ. Quant à son équipement, elle a hérité de l'armée de Kadhafi les restes de l'armement et des équipements à dominante soviétique ayant échappé aux raids de l'Otan. L'Armée nationale libyenne a également bénéficié au cours de la révolution, en 2011, de la part des pays occidentaux, de certains armements dont notamment:

- Des missiles antichars» Milan» français,
- Des fusils FN-F2000,
- Des fusils automatiques légers FN-FAL,
- Des mitrailleuses légères M249,

Ainsi que 200 véhicules de type Hummer, donation du gouvernement américain, livrés en juillet 2013.

Les katibats sont des unités militaires ou paramilitaires dont l'effectif varie de quelques centaines à plus d'un millier d'hommes,



commandant des forces terrestres rebelles. alors que le général Omar el Hariri faisait fonction de chef d'état-major sous la coupe du général Abdelfettah Younès, le commandant en chef des «Forces armées de libération». Après la chute de Kadhafi et l'assassinat d'Abdelfattah Younès, le général Hafter est proclamé par plus d'une centaine d'anciens officiers au poste de chef d'état-major de l'Armée nationale, ce qui a provoqué la colère des islamistes qui le considèrent comme étant « l'homme des Américains ». Aussi, Hafter n'est reconnu ni par le Congrès national ni par le gouvernement en place qui le considère comme un simple putschiste. Cependant, depuis le 16 mai 2014, début de son offensive « Él karama » contre les jihadistes à Benghazi qu'il qualifie de «terroristes» à combattre, le général Hafter cumule le soutien particulièrement des fédéralistes du Conseil de la Cyrénaïque basé à Tobrouk, de certaines milices et surtout d'une partie non négligeable des forces armées dont notamment les forces spéciales de la région orientale; les unités de l'armée de l'air implantées dans cette même région dotées de Mig 21, Mig 23, d'hélicoptères d'attaque MI24 et MI35 ainsi que les bases aériennes dont celles de Benina, d'El Abraget de Tobrouk d'où partent les raids aériens sur les campements jihadistes d'Ansar Charia au sud-ouest de Benghazi. De même, des manifestations

formés durant ou après la révolution et qui relèvent en principe du ministère de la Défense et devraient être sous les ordres du chef d'état-major. Seulement, le commandement politique et militaire n'arrive pas à étendre son autorité sur l'ensemble du territoire ni sur toutes les formations armées, certaines Katibats gardant leur entière indépendance et agissant sans en référer au commandement militaire gouvernemental, alors que certaines unités ont tout simplement rejoint le général Hafter dans son entreprise contre les jihadistes. Le commandement militaire est divisé, son autorité sur les unités est sévèrement remise en cause.

L'armée ralliée au général Hafter

Après la débâcle de la guerre au Tchad en 1987 et une longue retraite forcée de plus de 20 ans aux Etats-Unis, le général Khélifa Hafter rejoignit la rébellion au mois de mars 2011; en avril, il occupait la fonction de



■ Le général Hafter



Abdelhakim Belhai (au centre)

> ■■■ populaires ont eu lieu ici et là, exprimant le soutien d'une frange de la population à l'opération «El karama» menée contre les jihadistes par les hommes du général Hafter. Mais paraÎlèlement à ce soutien relativement conséquent, le général Haftar affronte une opposition non négligeable, non seulement du Congrès général national et du gouvernement en place mais aussi une opposition armée et des confrontations avec des groupes d'obédience islamique. Sur le plan international aussi, Hafter ne bénéficie pas encore d'une large reconnaissance, s'il est qualifié de putschiste par certains pays, la majorité semble attendre les résultats de son entreprise contre les jihadistes et davantage de développements politiques et militaires sur le terrain.

Les jihadistes

Le pouvoir central à Tripoli peine à mettre sur pied une armée et une police structurée, opérationnelle et répondant à ses ordres; entretemps, il fait régulièrement appel aux ex-rebelles ayant combattu Kadhafi pour rétablir l'ordre. Ainsi le pouvoir central, dont l'autorité ne dépasse pas les limites de quelques quartiers de Tripoli et Benghazi, ne réussit toujours pas à exercer son autorité sur ces formations de révolutionnaires qui continuent à imposer leur propre volonté et agir d'une façon autonome. Les milices d'obédience jihadiste, dont notamment Ansar Charia, sont très actives dans la région

orientale du pays, la Cyrénaïque. Profitant du vide sécuritaire créé par la chute des institutions du régime de Kadhafi, Ansar Charia, l'organisation jihadiste la plus menaçante sur le théâtre libyen, fait la loi, en particulier dans l'est du pays; elle contrôle des quartiers entiers à Benghazi, à Syrte, ville martyre détruite par l'Otan, et à Derna, fief historique des courants islamistes extrémistes libyens et des kamikazes d'Al Qaïda. Selon certains analystes, ces trois bases (Benghazi, Syrte et Derna) abritent des centres de recrutement et alimentent le mouvement jihadiste contre le régime de Bachar en Syrie.

La branche armée d'Ansar Charia est soupçonnée d'avoir attaqué des juges et des membres des forces de sécurité, et surtout d'être responsable de plusieurs actions contre des intérêts occidentaux, dont l'attaque contre le Consulat des Etats-Unis à Benghazi, qui avait coûté la vie à quatre Américains, dont l'ambassadeur Christopher Stevens, un fameux 11 septembre 2012; quoique le groupe ait démenti toute implication dans cette opération. Quant aux autorités, elles n'osent toujours pas accuser directement ces groupes lourdement armés, par crainte de représailles. A Benghazi par exemple, la Katiba d'Ansar Charia contrôle toujours l'entrée ouest de la ville. Cette organisation prône «la charia comme seule et unique source de législation en Libye» et exige son application immédiate. Pour atteindre ses objectifs, elle a adopté un plan d'action à trois composantes: parallèlement au combat armé (lire terrorisme), d'intenses activités caritatives et sociales d'une part, et de prédication de l'autre. Récemment, Ansar Charia a indiqué dans un communiqué qu'il ne reconnaissait ni les institutions de l'Etat ni ses services de sécurité, les qualifiant d'apostats «Taghout»; en ajoutant que «la sécurité dans le pays est tributaire de l'application de la charia».

Il est à souligner la similitude des fondements idéologiques, de la stratégie adoptée et des modes opératoires des deux organisations jumelles «Ansar Charia» tunisienne et libyenne, d'où le soutien mutuel et les échanges réciproques, ce qui explique aussi le refuge d'Abou ladh, chef d'Ansar Charia Tunisie, chez ses pairs libyens suite à sa poursuite en Tunisie pour des actes terroristes dont notamment l'attaque de l'ambassade US à Tunis le 14 septembre 2012, trois jours seulement après l'attaque similaire et pour les mêmes motivations prétendues, du consulat US à Benghazi. Une nouvelle illustration, des liens directs et très étroits entre le développement des situations sécuritaires en Tunisie et en Libye, qui a forcément des conséquences sur la stratégie à adopter en Tunisie pour venir à bout du terrorisme, en termes d'évaluation de la menace et aussi des mesures à prendre. Au niveau régional et vu la situation sécuritaire qui y règne, la Libye est aujourd'hui le foyer internationale plus ouvert au



* منتج مطابق لأدكام المالية الاسلاميّة

تكـــافل مرافـــق TAKAFUL Mourafik

* أوّل عقد تأمين تكافلي جماعي <mark>للتقاعد التكميلي</mark>

- يوفّرلأجرائكم رأس مال كيف يخرجو للتقاعد
 - يشجّعهم ويعزّز انتماءهم للمؤسسة و هذا الكلّ في ظلّ امتيازات جبائية هامّة، للمؤحّر والأحير











مع دار السّلامة،

مِتهني على داري مِتْمتَّع بنهَارِي

بأقل من <mark>1⁄2 ديئار</mark> في النهار*

من اليوم مع دار السلامة متاع تأمينات ستار تهنّى على دارك بأقل من نص دينار في النهار. تأمينات ستار توفّرلك formules 3 بش تختار منهم إلّى تناسبك.

لَمَزَيدَ مَنُ المَعْلُومَاتَ مَرْجَبًا بِيكَ فَي أَقَرْبُ فَرَعَ سَتَارُ وَ إِنَّا زُورُونَا على موقع الواب www.star.com.tn

وفق الشروط المنصوص عليها بالعقد

nombre de groupes jihadistes actifs, les plus divers et provenant des différents coins du monde et en premier lieu de la région sahélosaharienne/Afrique du Nord. Mokhtar Belmokhtar, accompagné d'un certains nombre de ses compagnons de diverses nationalités, chassés du nord du Mali suite à l'intervention militaire internationale en application de la résolution 2085 du Conseil de sécurité de l'ONU, se seraient eux aussi refugiés au sud libyen.

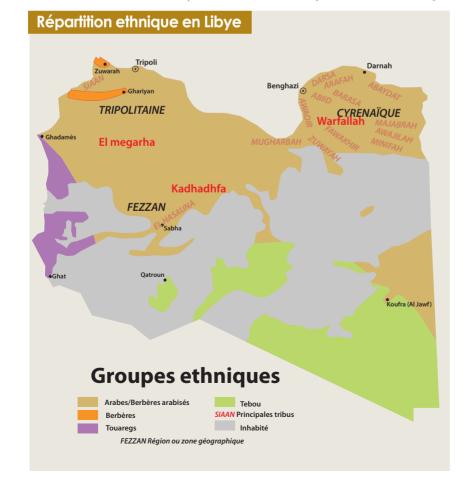
Les principales forces à Tripoli

Tripoli est, depuis sa chute, hors contrôle du pouvoir central; au fait elle est aux mains de nombreuses brigades et milices armées. La sécurité à Tripoli est assurée par une multitude de milices d'ex-rebelles dont deux principales, les katibats de Zenten, ville située au nord-ouest du pays, coexistent avec celles de Misrata qui sont déployées à l'est de Tripoli et seraient plutôt dominées par les Frères musulmans. Les affrontements entre milices, y compris celles de Zenten et de Misrata, sont fréquents, et ce pour diverses raisons dont notamment pour la majorité d'entre elles, le refus de leur démantèlement et l'intégration au sein des institutions sécuritaires officielles, l'armée

ou les forces de sécurité intérieure ; ainsi que la dispute du contrôle des installations pétrolières. Ce sont encore bien souvent des milices indépendantes qui assurent les missions institutionnelles de la police, garder les installations pétrolières, les bâtiments officiels et assurer les patrouilles de quartier. A en croire certains observateurs, 70 % des armes en circulation en Libye sont toujours aux mains des milices. Celles-ci, formées de jeunes barbus passionnés, en treillis ou en tunique traditionnelle, se sont retrouvés, à la fin de la révolution, les armes à la main, avec le sentiment d'avoir remporté la victoire et d'avoir donc le droit de décider du futur de leur pays.

La «Brigade du 17 Février», à l'instar de l'unité d'élites, la «Brigade de Tripoli», a été formée et armée au Qatar par la France et les Émirats arabes unis. La Brigade du 17 février, composée d'insurgés et transportée au Djebel Nefoussa par pont aérien, était commandée pendant la révolution par l'islamiste Abdelhakim Belhadj. Elle est théoriquement rattachée au ministère de l'Intérieur. la «Brigade de Tripoli» a été également mise sur pied pendant la révolution, elle compte entre 500 et 1000 hommes dont une majorité de binationaux qui vivaient à l'étranger, en Irlande, et des Tripolitains ayant fui la capitale au début du soulèvement en février 2011. Ces deux brigades relativement bien formées et équipées bénéficient d'une certaine légitimité due à leur participation à l'assaut final menant à la libération de Tripoli; ainsi elles ne sont pas prêtes à quitter la capitale de sitôt. Au contraire, de nombreuses autres brigades de révolutionnaires dont celles originaires de Misrata et Zenten, s'attachent à améliorer leur positionnement pour mieux négocier les décisions à venir car selon certains de leurs chefs, «la révolution n'est pas encore achevée». Certains de ces chefs de brigades se considèrent un bouclier pour empêcher la prise du pouvoir par les islamistes radicaux. Parmi ces brigades figure notamment la «Katibat Béchir Sedaoui» d'un effectif de 1000 hommes environ, stationnée à Souk Jemaa, à l'Est de Tripoli. Quant à Zenten, un autre centre de puissance militaire agit sur le cours des évènements par la pression exercée par les deux Katibats: « Essawaek» et «Elkaakaa».

Ainsi, ces brigades, déployées à l'intérieur et aux environs de la capitale et toujours hors de contrôle du pouvoir central, auront très probablement un rôle déterminant dans le développement de la situation sécuritaire et par là sur le devenir politique de la Libye. En outre, parmi les acteurs influents à Tripoli, se trouve l'ancien chef de la «Brigade 17 février» Abdelhakim Belhaj, proclamé chef du Conseil militaire de Tripoli après la chute de la capitale, est au fait l'ancien jihadiste radical du «Groupe islamique des combattants libyens» (Gicl). En juillet 2012, Belhaj démissionne du Conseil militaire de Tripoli et troque son treillis contre le costume occidental pour se lancer dans la course des élections de l'Assemblée constituante, mais sans parvenir à se faire élire. Son parti s'est contenté d'un seul siège à la Constituante. Et pour bien apprécier l'influence



possible de ce chef militaro-politique sur le cours des événements, il y a lieu de préciser ce qui suit.

Il est vrai que le groupe jihadiste apparaît plus en tant qu'organisation structurée. Autrefois très proche d'Al-Qaïda, son chef, Abdelhakim Belhaj, avait combattu les Soviétiques en Afghanistan à côté des moudjahidine de Ben Laden. Dans les années 2000, plusieurs dizaines de jihadistes libyens étaient encore emprisonnés dans les geôles de Kadhafi tandis que d'autres ont rejoint massivement Al-Qaïda en Irak, formant le plus important contingent de volontaires maghrébins dans ce pays. Suite au dialogue entamé par la Fondation Seif el Islam Kadhafi avec les nombreux membres du Gicl emprisonnés, 90 d'entre eux, dont Abdelhakim Belhaj, ont été libérés en 2008. En mai 2011, Belhaj rejoint l'insurrection contre Kadhafi. Il part pour le Qatar où il prend le commandement de la «Brigade du 17 février». De retour sur le théâtre des opérations à la mi-août, il encadre et dirige avec sa brigade les insurgés de l'ouest et de la montagne berbère de Djebel Nefoussa. A la tête de la principale force militaire de l'opération «Aube de la sirène», l'assaut sur Tripoli, il s'empare de la caserne Khamis et de ses importants stocks d'armes. Al'issue de la bataille de Tripoli de 2011, Belhaj devient le commandant du Conseil militaire de Tripoli, premier responsable militaire de la capitale. De nos jours, le Gicl n'est plus actif en tant que structure, mais ses membres sont toujours engagés au-devant de la scène de la mouvance islamiste radicale. Abdelhakim Belhaj, ancien jihadiste allié à Al Qaïda et grande figure de la révolution, est aujourd'hui à la tête du parti El Watan. Dans tous les cas, le Gicl, ou ce qu'il en reste, garde encore sur le plan politico-idéologique un poids non négligeable quant au rôle de la mouvance jihadiste dans la détermination de l'avenir du pays.

Les milices tribales

En Libye, la tribu continue à jouer un rôle sociopolitique déterminant, comme du temps de Kadhafi. Ceci nous amène à examiner de plus près le paysage tribal en Libye et ce pour mieux apprécier ses répercussions sur l'organisation de l'Etat et le fonctionnement de ses institutions sécuritaires. De nombreuses Katibats de rebelles sont plutôt aux ordres de leur tribu d'origine que de l'autorité politique centrale. Le soutien de nombreuses unités militaires et sécuritaires de la région orientale de la Libye dont jouit le général Hafter est dû en grande partie aussi à ses racines tribales. Il est de la tribu Abaydat dans les environs de Dernah.

Les trois plus importantes tribus en Libye

- à l'Est les Warfallah comptant plus d'un million de personnes. Quoique traditionnellement opposés à Kadhafi, certains ont pu occuper d'importants postes politiques et militaires au sein du système de la Jamahiria;
- Au centre, la région de Sebha, El Kadhadhfa; la tribu d'appartenance de famille de Mouammar Kadhafi, ce qui leur a permis de contrôler les rouages du système politique et sécuritaire de l'ex-jamahiria;
- A l'ouest, les Megarha toujours bien armés. Ces principales tribus dominent plus de 150 autres tribus de moindre importance. La carte ci-dessous montre la répartition géographique des plus importantes d'entre elles.

Par ailleurs, il y a lieu de signaler que vu l'importance des liens tribaux dans le tissu sociopolitique et compte tenu du vide institutionnel actuel, il n'est pas exclu que la normalisation de la situation libyenne passe par le Conseil suprême des tribus libyennes» qui, d'ailleurs, a tenu le 25 mai dernier à El Ázizia, à 55 km au sud de Tripoli, sa dernière réunion qui a débouché sur un plan de 15 recommandations. La quatrième et la sixième recommandation proposent effectivement des mesures pour normaliser la situation sécuritaire et stipulent :

- Dissolution des milices et interdiction à l'armée et à la police de distribuer des armes. Admettre qu'attaquer une région ou une tribu, c'est attaquer le pays tout entier.
- Remise en place de l'armée et de la police et contrôle des frontières.

Et pour conclure, le Conseil suprême des tribus se propose d'assumer le pouvoir dans cette phase transitoire dans l'attente de doter le pays d'une constitution et d'élire un parlement et un président :

Le Conseil, dans une phase de transition, est prêt à assumer le pouvoir en attendant que le pays, doté d'une Constitution, puisse voter pour élire un parlement et un président.

Le Grand Sud libyen et Agmi

La situation sécuritaire au sud libyen est encore plus préoccupante que dans les autres régions du pays, l'Etat y est totalement

absent et les frontières sont ouvertes. Cette vaste zone, limitrophe de pays eux aussi instables et sévèrement affectés par le terrorisme, l'Algérie, le Tchad, le Niger, abrite des camps jihadistes qui servent au fait de bases arrière pour les groupes opérant dans toute la région sahélo-saharienne. Les affrontements, parfois à caractère racial, entre les principaux groupes ethniques arabe, touareg et toubou et autres minorités sont fréquents. Le contrôle des 2 000 km des frontières libyennes sud est assuré par les délégués des tribus et chacune des tribus est chargée du contrôle, du moins en principe, d'une région et ce comme suit :

- Les Toubous contrôlent la zone Est, allant du Soudan jusqu'au poste frontière de Toumou avec le Niger;
- Les Touaregs s'occupent de l'ouest, de Toumou à l'Algérie;
- Et les Arabes supervisent Sebha, capitale du Fezzen et nœud de passage traditionnel des trafiquants et également des terroristes. Officiellement fermées depuis décembre 2012, en réalité les frontières sud libyennes restent de véritables passoirs d'armes et de jihadistes au profit des groupes terroristes de toute la région sahélo-saharienne et également de produits de commerce pour les trafiquants: l'huile, la farine, le pétrole...fortement subventionnés quittent la Libye vers le Niger et le Tchad. Dans le sens inverse, de la drogue et des clandestins, environ 600 Africains chaque jour, entrent en Libye.

En réalité, ces tribus ne maîtrisent pas le contrôle de ces frontières, d'abord par manque total de moyens appropriés, ensuite surtout par intérêt. Il arrive que ces mêmes tribus coopèrent avec les trafiquants et aussi avec les terroristes moyennant des contreparties financières alléchantes. Les terroristes qui avaient attaqué au début de 2013 le complexe pétrolier d'Ain Amenas au Sud-Est algérien étaient passés par le sud libyen et auraient été même très bien accueillis par la Katibat 315 d'Oubari qui est supposée contrôler les frontières(!). Par ailleurs, ladite Katibat à la date de cette opération, abritée dans des bâtiments totalement éventrés, n'était équipée que d'une dizaine d'armes, fusils et kalachnikovs et ne comptait pas plus de quatre pick-kup!

Adoptant une vision plutôt régionale que nationale, Al Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) cible pratiquement tous les pays de la région. A ce titre et profitant de l'absence de l'État libyen au sud de la Libye, le dangereux



Mokhtar Belmokhtar, chef de la Katibat «Les Signataires par le sang», fuyant la traque des opérations menées depuis le début de 2013 au nord du Mali, s'y serait réfugié depuis quelques semaines. Il est plus que probable que ce groupe ne ratera pas les conditions propices actuelles en Libye, pour raffermir davantage ses relations avec les jihadistes libyens et planifier des actions à haute valeur médiatique, quoique les jihadistes libyens semblent pour le moment préoccupés plutôt par la cause nationale libyenne.

Les interventions militaires des pays étrangers

La situation sécuritaire libyenne concerne naturellement au premier degré les pays de la région. En tant que théâtre de recrutement, de formation, de rencontre, de refuge de terroristes et base de départ des opérations terroristes, ce pays est aujourd'hui au centre des préoccupations sécuritaires de l'ensemble de la communauté internationale. Inquiétés par les répercussions néfastes du cas libyen au niveau régional et mondial, surtout au vu de l'incapacité du pouvoir libyen à maîtriser la situation, les USA, la France et l'Algérie mènent des préparatifs, depuis déjà quelques mois, en prévision d'opérations militaires coordonnées et sélectives à l'intérieur du territoire libyen même, ciblant les groupes terroristes et les dépôts d'armes et de munitions sous leur contrôle. La dernière opération annoncée après l'arrestation d'Abou Anes Allibi en 2013 est la capture le 16 juin 2014 d'Ahmed a bou Khoutalah», un jihadiste libyen suspecté par les services américains d'être le principal commanditaire de l'attaque du consulat US à Benghazi en 2012. L'Egypte aussi, se sentant directement menacée par le terrorisme de provenance libyenne, n'hésite plus à intervenir militairement contre des objectifs terroristes repérés dans l'Est libyen.

A ce stade, et selon certaines sources généralement fiables et bien informées, les pays intervenant directement en Libye se seraient réparti les rôles comme suit:

- L'Algérie : sécuriser les frontières algérolibyennes pour empêcher les terroristes en Libye de fuir vers le Sahara ou l'Est algérien, avec l'objectif, dans un premier temps, de débarrasser l'ouest libyen, en particulier les villes de Nalout et de Zenten, des terroristes ; et dans un deuxième temps nettoyer Sebha
- Le Tchad: empêcher la fuite de terroristes de Libye vers le Sahara et l'arrivée de renforts vers la Libye et ce en maîtrisant le contrôle des frontières tchado-libyennes;
- Les Etats-Unis et la France: agissant sur le sol libyen en engageant des éléments des forces spéciales et surtout par moyens aériens déjà déployés dans la région, détruire les éléments terroristes (d'Aqmi, d'Ansar Charia et semblables) ainsi que leurs bases et dépôts d'armes.

30 millions de kalachnikovs en circulation dans le pays.

D'autre part et pour aider la mise sur pied d'unités militaires libyennes opérationnelles, certains pays occidentaux dont l'Italie, la France et les USA ont déjà mis au point des programmes de formation de milliers de militaires, des forces spéciales libyennes, particulièrement, dans les missions de lutte antiterroriste. Le recours à la violence en Libye est favorisé par les quantités impressionnantes d'armes de tous types à la portée pratiquement de tous ceux qui en veulent, vrais révolutionnaires, milices, sympathisants du régime de Kadhafi, bien sûr les terroristes, criminels, simples individus à la recherche de moyens pour assurer leur propre sécurité...Certains estiment le nombre de fusils, la très célèbre kalachnikov, qui circulent en Libye à plus de 30 millions d'unités. Ainsi, la question de la prolifération des armes et munitions en Libye et leur contrôle sont pour les pays de la région, et même pour le monde occidental, d'une importance et d'une sensibilité telles qu'il n'est pas exclu de voir un jour la communauté internationale charger l'ONU de mettre en œuvre un programme spécifique pour le désarmement des milices et la récupération des armes hors de contrôle de l'Etat libyen, opération ô combien problématique et hasardeuse. Déjà, dans un communiqué du 18 mars, le gouvernement libyen a appelé la «communauté internationale et les Nations unies en particulier à fournir l'appui nécessaire pour éradiquer le terrorisme dans les villes libyennes». D'ici là, la Tunisie et toute la région continueront à subir la menace terroriste encore pour de nombreuses décennies.

Conclusion et enseignements à tirer

De ce qui précède, on peut aisément tirer les conclusions et enseignements suivants:

• Dans l'attente de réaliser des avancées significatives dans la construction d'un système politique stable et en mesure d'exercer son autorité sur tout le territoire national, la situation sécuritaire en Libye, déjà inquiétante, ne peut qu'empirer, avec de graves conséquences et retombées sur

■■■ ses voisins dont la Tunisie;

- L'évolution vers une stabilité sécuritaire passe nécessairement par le désarmement des milices, des groupes et aussi des individus hors de contrôle du pouvoir central et la collecte de ces armes. C'est une opération tellement problématique, coûteuse et hasardeuse qu'elle nécessiterait un programme spécifique. Pour tenir compte des susceptibilités de politique internationale, une telle opération ne peut réussir que sous l'égide de l'ONU.
- Concernée au premier degré par l'évolution de la situation en Libye, la Tunisie se trouve condamnée à :
- Adopter une stratégie de lutte contre le terrorisme comprenant à la fois le court, le moyen et aussi le long terme et consentir les moyens et les sacrifices nécessaires;
- Coordonner sa stratégie et ses opérations de lutte contre le terrorisme avec les pays concernés, en priorité avec ses voisins;
- Adopter une politique de neutralité totale vis-à-vis des problèmes internes libyens et accorder au peuple libyen tout le soutien possible, meilleur investissement à long terme;
- Prendre part activement, évidemment dans la limite de ses moyens, aux programmes et actions que la communauté internationale entreprend dans ce cadre tant qu'ils servent les intérêts nationaux.

Remarque finale

De nos jours, les organisations terroristes se multiplient, changent de noms, de discours, d'alliances, de théâtre d'opérations, d'objectifs immédiats, mais il s'agit toujours du même fondement idéologique, du même objectif final et des mêmes résultats réalisés:

- Fondement idéologique:l'extrémisme religieux, l'exclusion de l'autre et son anéantissement.
- Objectif final: instaurer un régime jusquelà jamais réalisé sur terre: une seule vision des choses, une seule lecture des préceptes religieux et une seule façon de les pratiquer,...
- Résultats jusque-là réalisés: toujours et encore plus de victimes, d'autodestructions, de divisions internes, de gaspillage de ressources et de temps, d'où de dépendance des autres; et ce presque exclusivement parmi les musulmans. L'avènement de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL), ses derniers succès en Irak et ses conséquences possibles nous incitent à traiter profondément cette question, sans tarder et avec le maximum de sérieux; ce n'est pas une éventualité, c'est une réalité.

Mohamed Meddeb

Comment la Tunisie peut-elle s'y prendre?

Véritable imbroglio politique, sécuritaire et diplomatique : quelle attitude doit adopter la Tunisie ? Question subsidiaire, mais non moins importante : comment harmoniser la position officielle, et en faire l'unique ligne de conduite ? Sous les gouvernements successifs de Mohamed Ghannouchi et Béji Caïd Essebsi, au lendemain des révolutions dans chacun des deux pays, les conditions d'appréciation étaient fort difficiles. Des règles ont, cependant, été définies, surtout par Caïd Essebsi.



■ Béji Caïd Essebsi avec le général Rachid Ammar (à droite)

L'arrivée de Béji Caïd Essebsi à la tête du gouvernement, le 6 mars 2011, confirmera une orientation très nette : vigilance absolue et neutralité totale, mais aussi contenir au maximum les uns et les autres, en attendant l'aboutissement de la révolution en cours. Jusqu'où a été cette neutralité ? Difficile à dire, le secret d'Etat n'étant pas encore levé. Un indice nous en est cependant livré par Abdelhakim Belhadj, ancien djihadiste libyen et chef de guerre lors de la libération de Tripoli le 27 août 2011, dans les mémoires qu'il vient de publier (Ed. Stock). Une salle d'opération des Thouar était installée à Djerba et des rames fournies par le Qatar transitaient par le port de Zarzis. Avec son habileté coutumière, Essebsi gérait l'avant-scène, recevant Mustapha Abdeljélil, puis Mahmoud Jibril, laissant au ministre de la Défense, Abdelkérim Zebidi, et au général Rachid Ammar, gérer le reste avec le ministre de l'Intérieur Habib Essid.

La capture de Kadhafi, qui sera tué le 20 octobre 2011, intervenait alors que les Tunisiens se préparaient aux élections de l'Assemblée constituante. Moncef Marzouki, le président de la République provisoire, choisit, à peine élu le 12

> ■ Mohamed Jibril (à gauche)





décembre 2011, la Libye pour y effectuer son premier déplacement

officiel, le 2 janvier 2012, en vue de marquer les relations fortes

entre les deux révolutions. Le premier chef de gouvernement,

Hamadi Jebali, se rendit lui aussi à Tripoli un an plus tard en

janvier 2013, le temps que le Congrès général libyen soit élu en

juillet 2012 et que le chef du gouvernement Ali Zidane soit nommé

en octobre de la même année. Le 8 octobre 2013, c'est au tour

d'Ali Zidane de visiter la Tunisie à l'invitation de son homologue

Mustapha Abdeljélil (à gauche)

dents de scie, sous Marzouki, Jebali et Laarayedh». Une nouvelle ligne commence à poindre avec l'arrivée de Mehdi Jomaa à la Kasbah, avec à ses côtés Mongi Hamdi aux Affaires étrangères.

Les principes n'en sont pas divulgués. Mais des analystes avertis les perçoivent clairement. Retiré dans son magnifique potager au cœur du Cap Bon, Slaheddine Jemmali ne peut s'y tromper. Ancien secrétaire d'Etat aux Affaires arabes et africaines et ambassadeur à Riyad, Le Caire, Amman et Tripoli, jusqu'à la chute de Kadhafi, il entrevoit les cinq lignes suivantes :

- 1. observer une totale neutralité avec tous les acteurs de la scène libyenne
- 2. éviter de conseiller à la communauté tunisienne en Libye de quitter ce pays et la laisser libre de sa décision tout en la mettant en garde contre les dangers qui pourraient la guetter
- 3. se préparer à accueillir tous les Libyens qui chercheraient à trouver refuge en Tunisie
- 4. participer à toutes les réunions sur la Libye en s'abstenant de pousser à l'internationalisation ou à « l'arabisation » du conflit interlibyen
- **5.** s'abstenir de toute alliance militaire avec une quelconque partie interne ou externe sur le conflit interlibyen.

Cette lecture, confirmée par nombre d'autres analystes, intervient après une série de certitudes par les uns et d'hésitations par les autres. Tout récemment, la tentative de médiation directe de Moncef Marzouki, sous ses auspices, auprès des différentes factions libyennes en confrontation, avait suscité de vives réactions de la part de nombre d'acteurs majeurs. Rapidement, elle a été rattrapée par le gouvernement en plaidant plutôt en faveur d'un dialogue interlibyen que la Tunisie serait prête à accueillir, sous la bannière des Nations unies, en offrant hospitalité et neutralité. Soutenue par de grandes puissances, notamment la France, l'idée n'a pas encore pu se réaliser jusque-là.



■ Aberrahim Kib

Cinq grands principes

tunisien, Ali Laarayedh.

Depuis l'adoption de la petite constitution après les élections du 23 octobre 2011 et l'avènement de Marzouki à Carthage, les choses se sont compliquées, compte tenu de l'interférence des pouvoirs en matière de politique étrangère entre la présidence de la République et le gouvernement ?

«En gros, résume à Leaders un spécialiste des relations bilatérales, la Tunisie est passée de l'effet de surprise, sous Ghannouchi, à la neutralité qui se voulait équitable entre Kataeb pro-Kadhafi et Thouar, sous Essebsi, quitte à laisser entrer des armes pour les Thouar, puis à des positions en



■ Ali Zidane (à gauche) avec Ali Laarayedh

Les Libyens de Tunisie Combien sont-ils, comment vivent-ils?



Il n'y a pas que les quartiers El Manar et Ennasr de la capitale qui regorgent de ressortissants libyens arrivés depuis la révolution dans leur pays. Un peu partout dans le Grand Tunis, mais aussi à l'intérieur du pays, des dizaines de milliers de nos voisins du Sud ont choisi de s'installer, croyant d'abord le faire pour de courtes périodes, avant de se résigner à des séjours bien que provisoires, mais pour de plus longues durées. Les jeunes, surtout ceux issus de familles fortunées, sont plus flamboyants, on les voit à bord de grosses berlines, dans les Lounges-Cafés, clubs et restaurants. Les mamans sont plus occupées par les courses et les soins, alors que les pères vaquent à leurs affaires. En exil, la vie n'est pas facile pour tous. Certains peinent à subvenir aux besoins des leurs. Reste une minorité politique, quasi invisible, constituée de différentes factions entre Kataeb et Thouwar, qui s'organise discrètement et essaye d'agir à distance. Une véritable communauté, représentative de la société libyenne avec ses différentes tribus, catégories et obédiences politiques, qui s'intègre facilement mais garde bien des spécificités.

La guerre des chiffres

Combien de Libyens vivent en Tunisie. Les chiffres varient du simple au décuple sinon plus. Moncef Marzouki avance le chiffre de 2 millions. Lotfi Ben Jeddou parle, lui, de 1,9 million d'âmes. Le ministère du Commerce les estime quant à lui à 1,2 million. Le ministère des Affaires étrangères souligne « la mobilité permanente des Libyens » en évaluant le nombre des Libyens résidents entre 1 million et 1,3 million. Le chef de la mission diplomatique libyenne à Tunis, Mohamed Maaloul, estime le «chiffre réel de 100.000 à 120.000, pas plus». Un ancien ambassadeur tunisien à Tripoli donne, lui, un chiffre médian: entre 500.000 et 600.000 personnes. Dans tous les cas, la présence libyenne en Tunisie, auparavant saisonnière, est maintenant visible dans les villes tunisiennes. Des familles entières de condition modeste demeurent dans le sud, de Gabès à Ras Jédir. L'immense majorité de la classe moyenne choisit Sfax où les Libyens ont leurs habitudes. Les plus nantis résident à Djerba, Sousse, Hammamet, Nabeul ou Tunis. En tout cas dans des zones proches des aéroports pour pouvoir voyager le moment opportun. Dans la capitale, une grande concentration se trouve dans la zone El Manar-Ennasr, appelée désormais la petite Tripoli. Locataires au jour ou à la semaine quand ils croyaient que leur séjour était provisoire, ils sont de plus en plus conscients qu'ils sont en Tunisie pour un bon bout de temps. Les riches achètent leurs logements, des appartements jusqu'à 1,5 million de dinars, contribuant ainsi à la flambée des prix de l'immobilier, à l'achat comme à la location. Certains incidents surviennent comme cette malheureuse défenestration de jeunes Tunisiennes au cours de soirées arrosées. Les Libyens sont les bienvenus en Tunisie non seulement pour la manne financière qu'ils peuvent apporter mais aussi en raison de la compréhension des Tunisiens pour les conditions sécuritaires difficiles dans lesquelles leur pays se trouve.

Les conditions de séjour des Libyens en Tunisie sont *«plus que normales»*, souligne-t-on de source officielle tunisienne. Du fait qu'ils bénéficient des dispositions avantageuses de la convention de 1973 qui leur accorde les quatre libertés, à savoir le droit au travail, à l'exercice de professions et métiers, au droit d'établissement et au droit de circulation. De quoi vivent les Libyens. De leurs économies qu'ils ont ramenées avec eux. Ou des transferts de l'étranger pour les détenteurs de comptes à l'extérieur de la Libye ou qui ont des parents à l'étranger. Les hommes d'affaires et ceux qui détiennent des capitaux travaillent dans le commerce international ou montent des projets mixtes avec des partenaires tunisiens.

Les Tunisiens de Libye Des conditions plutôt difficiles

Refuge pour les Libyens lors de l'occupation italienne, la Tunisie a, réciproquement, fourni des réfugiés à la Libye. Lors de la lutte nationale, du conflit Bourguiba-Ben Youssef et autres soubresauts de la politique. Mais, il ne s'agit que de quelques dizaines. Le gros des effectifs de la communauté tunisienne établie en Libye est constitué par des travailleurs, sans oublier les femmes mariées à des Libyens. Leur nombre ne fait pas polémique. Ils sont 130.000 et se concentrent essentiellement sur le littoral libyen à Tripoli, à Zouara, Zawiya, Benghazi et Syrte.

La majorité des Tunisiens exercent dans le secteur du bâtiment. A Zouara, on trouve des commerçants ambulants. A Sebha, quelques Tunisiens exercent dans le secteur pétrolier. Des pêcheurs travaillent à Tripoli, Zouara et Misrata. Les Tunisiens pâtissent particulièrement de la non-application par les autorités libyennes des dispositions de la Convention de 1973. Ainsi ils sont soumis au visa spécial (entrée et sortie), ce qui limite leur liberté de circulation. Ils sont aussi astreints au versement d'une somme importante pour l'obtention d'un permis de séjour. Contrairement aux Libyens en Tunisie, nos ressortissants établis dans le pays frère n'ont pas le droit d'acquérir une propriété foncière. Enfin, les Tunisiens n'ont pas le droit de monter des entreprises en propre ou mixtes en Libye.



UNE EXPÉRIENCE WINDOWS UNIQUE AVEC LA GAMME LUMIA



- Avec Here Drive et Here Maps vous disposez gratuitement d'une navigation GPS sans connexion requise. Téléchargez la carte de votre pays ou région et bénéficiez de nombreux services exclusifs. Recevez en temps réel des informations sur les conditions de circulation de vos itinéraires habituels à l'aide de Mes Trajets.
- Pack Microsoft Office embarqué, reprenez votre travail là où vous l'avez laissé et où que vous soyez.
- Affichez, modifiez des fichiers Word, Excel et Powerpoint sans rien perdre du format d'origine.
- Les applications professionnelles comme Microsoft Exchange, Office 365 et Lync sont hautement sécurisées pour vous garantir confidentialité et sérénité.





Rien ne vaut son chez soi au pays du soleil.



Prêt Immobilier My Tunisia

La solution de financement en France de votre bien immobilier en Tunisie.

TFBank-Siège Social

19, rue des Pyramides - 75001 Paris Tél. + 33 1 53 45 30 30 contact@tfbank.fr

TFBank-Succursale de Tunis

Angle Avenue Mohamed V - rue 8006 Montplaisir - 1002 Tunis Belvédère Tél. + 216 71 950 100 agencedetunis@tfbank.fr



Partenaire de vos ambitions.

Echanges commerciaux

Le formel et l'informel

L'économie des frontières offre un véritable cas d'école entre la Tunisie et la Libye. Tout y passe, selon la loi du marché, en termes d'offres et de demandes, mais aussi de prix et de cours des monnaies. Chaque jour, pas moins de trois mille passagers et des centaines de véhicules traversent les frontières dans les deux sens. Entre petites voitures, camionnettes et gros camions, des flux d'échanges continus se trouvent parfois bloqués par la fermeture des postes frontaliers, le plus souvent du côté libyen. Parfois aussi, en raison du manque de sécurité, ce sont les autorités tunisiennes qui décident la fermeture de leur côté.

Le contrôle douanier n'est pas toujours le plus rigoureux. En visite surprise à Ras Jedir, le chef du gouvernement, Mehdi Jomaa, avait découvert que le scanner de contrôle des camions ne fonctionnait pas depuis des mois. Tout récemment, 70 camions étaient entrés sans contrôle. Mais, tous ces ratages ne représentent que la partie apparente de l'iceberg, en comparaison de l'ampleur du trafic contrebandier, encore difficile à endiguer.

Au gré de la sécurité

Les chiffres officiels ne sont alors qu'indicatifs par rapport à l'ensemble des échanges commerciaux entre les deux pays. Depuis 2010 et jusqu'à la fin 2013, les exportations tunisiennes vers la Libye ont connu une évolution constante. Elles ont atteint en 2013 plus de

1.404 millions de dinars contre 1.049 millions de dinars en 2010. Durant les cinq premiers mois de 2014, elles ont atteint 487,4 MDT alors qu'elles étaient de l'ordre de 656,2 MDT durant la même période de 2013. Cette baisse notable est due au climat d'instabilité et d'insécurité en Libye.

Ces échanges ne prennent pas en compte le commerce informel de part et d'autre. Des camionnettes chargées de légumes, de fruits, de poissons ou d'autres denrées approvisionnent les marchés libyens à longueur d'année. Elles rentrent pleines de produits de toute nature qui arrivent dans les ports libyens de Chine ou d'ailleurs. Ainsi que parfois de produits de l'agriculture libyenne quand ils sont pléthoriques et donc moins chers de l'autre côté de la frontière. Sans parler de la contrebande qui générerait jusqu'à 1 milliard de dinars par an dans le commerce parallèle.

Quant aux investissements libyens en Tunisie, on recense 65 entreprises mixtes tuniso-libyennes dont 19 sont destinées totalement à l'exportation. Ces entreprises touchent les secteurs des industries des matériaux de construction, de l'agroalimentaire et de l'électronique. Ces projets mixtes sont appelés à augmenter sensiblement car de plus en plus d'hommes d'affaires libyens, se rendant compte que leur séjour en Tunisie sera de longue durée, lancent des joint-ventures avec des partenaires tunisiens ou étrangers.



NATION: LIBYE



Deux ou trois petites choses à rappeler à propos de la Libye

Par M.H SOUF EJJIN

n voisinage ne constitue pas forcément une relation, sauf que dans le cas de la Tunisie et de la Libye, le voisinage a façonné une relation puissante, complexe et indestructible. Il suffit de regarder une carte pour se rendre compte à quel point l'espace tuniso-tripolitain est continu et fluide. Entre le Sud tunisien et la Tripolitaine, il n'existe pas d'obstacles majeurs qui aient pu entraver les échanges et les mouvements de population durant plusieurs siècles. Ce qui sépare les deux pays est finalement aussi mince que celui qui sépare Remada de Tataouine, Ben Guerdane de Médenine, Douz de Kébili ou El Hamma de Gabès. La frontière entre la Tunisie et la Libye est si artificielle qu'elle en devient à être impossible à boucler et à contrôler, même à coups d'électronique et de drones.

Soumise d'abord aux Aghlabides de Kairouan, ensuite aux Fatimides de Mahdia et plus tard aux Hafsides de Tunis, la Libye (du moins pour ce qui est de la Tripolitaine) partage avec la Tunisie une très longue histoire commune et entretient avec elle des rapports continus même quand les grandes puissances européennes ont imposé une frontière qu'elles voulaient hermétique. Avec ou sans le consentement des autorités, l'espace commun tuniso-libyen a constitué un refuge pour les activistes et les résistants des deux côtés de la frontière. La présence sur le territoire tunisien de Gouma El Mahmoudi au milieu du dix-neuvième siècle et du Cheik Souf El Mahmoudi au début du vingtième l'atteste et permet de prendre la pleine mesure de la solidité des liens qui unissent une bonne partie de la population tunisienne

du sud avec les Tripolitains en particulier, les Libyens en général.

Tout rapproche des localités entières du sud-est tunisien avec la Tripolitaine : accent, tournure des phrases, origine tribale, habitudes alimentaires, etc. Quand on entend parler à Kébili ou à Ben Guerdane, on se rend compte que l'accent se distingue peu de celui pratiqué de l'autre côté de la frontière et que si des nuances existent, elles restent moins nettes que celles marquant l'accent de Sfax ou de Tunis. Kébili, pour ne pas la citer, a vu naître un ancien Premier ministre libyen et un ancien ambassadeur à Tunis. Les chansons que l'on chante dans ma propre famille à l'occasion des mariages sont exactement les mêmes que l'on retrouve dans les mariages aux Mahamides et à Béni Walid, chef-lieu d'une province (on dit baladia en Libye) qui porte le nom complet de ma famille. Entre le sud-est tunisien et la Tripolitaine libyenne, les points de concordance l'emportent aisément sur les points de discordance.

Ce qui se passe en Libye ne peut donc pas être vécu par nombre de Tunisiens comme un malheur qui frappe un pays voisin. Le malheur qui frappe les Libyens, qu'ils soient Tripolitains ou non, que nous ayons avec eux des liens familiaux ou pas, nous interpelle directement puisque à bien y réfléchir, le feu est bien dans notre propre maison, pas dans la maison voisine. Cela devrait nous inciter à regarder la Libye et les Libyens autrement, c'est-à-dire avec moins de distance et de condescendance.





UBCI GROUPE BNP PARIBAS الاتحاد البنكي التجارة والصناعة

La banque d'un monde qui change

www.ubci.tn



Contactez le Centre Relations Clients UBCI depuis votre pays de résidence

Du Lundi au Vendredi de 8H à 19H Le Samedi de 9H à 15H Tunisie 70 00 00 50* France 01 70 48 92 48* Italie 06 99 74 91 05* Belgique 0 26 20 04 61*

3 000 jihadistes tunisiens Pourquoi sont-ils en tête?

Dans ce nouvel Afghanistan qu'est en train de devenir la Syrie, les Tunisiens viennent en tête des jihadistes étrangers enrôlés au sein de diverses factions, notamment Jabhat al Nosra. Selon le très sérieux The Soufian Group (TSG - USA), sur 12 000 jihadistes partis en Syrie durant les trois dernières années (soit plus que tous ceux qui étaient durant 10 ans en Afghanistan), et venant de 81 pays, les Tunisiens sont au nombre de 3 000, occupant le premier rang. Ils sont suivis par les Saoudiens (2 500) et les Marocains (1 500), les Algériens n'étant qu'au nombre de 200. En comptabilisant ceux qui viennent de pays occidentaux (Europe, Etats-Unis, etc.), on se retrouve avec 12 000 combattants.



es trois groupes qui attirent le plus les jihadistes étrangers sont Ahrar al-Sham, Jabhat al-Nosra et Etat Islamique en Irak et au Levant (EILL – Daech), tous fondés par des membres d'Al-Qaïda. TSG souligne que nombre de ces jihadistes pourraient revenir ne serait-ce qu'en petit nombre dans leur pays d'origine et commettraient alors de redoutables actes terroristes, comme ce fut le cas à Bruxelles en mai dernier. La facilité d'accès aux réseaux sociaux et l'interconnexion entre les jihadiste accroît leur capacité de prosélytisme et de recrutement. Les moyens dont disposent nombre de pays concernés restent cependant insuffisants pour assurer le suivi de tous ces éléments et prendre en charge ceux qui reviennent de ces zones.

Endoctrinement et radicalisation

L'engouement des jeunes tunisiens pour le départ au jihad en Syrie trouve son explication dans plusieurs facteurs socioéconomiques et idéologiques. Les fortes campagnes d'endoctrinement propagées dans les mosquées, accompagnées de mirobolantes incitations et relayées par des réseaux de prise en charge, ont longtemps fonctionné librement sans la moindre mise en garde de la part des autorités. Visant des jeunes fragilisés par l'échec scolaire, le chômage, l'obstruction des perspectives, la

complexité des relations familiales et le questionnement identitaire et religieux, elles ont réussi à faire partir des milliers de jeunes, voire des couples, vers la Syrie. Il aura fallu de multiples alertes de la part de la société civile et des familles concernées pour que le gouvernement d'Ali Laarayedh mette en place un dispositif d'interdiction de voyage, sans pour autant réussir à décapiter totalement les réseaux de recruteurs.

Différentes filières sont empruntées. Le premier pays a été la Libye où des centres d'accueil et d'initiation ont été ouverts, notamment par Ansar al Shariaa de Libye. Cette première base se charge de l'affectation des recrues dans différents pays, y compris la Tunisie. Le deuxième chemin suivi est surtout celui de la Turquie où des réseaux structurés accueillent les nouveaux arrivants et les dirigent vers la frontière syrienne.

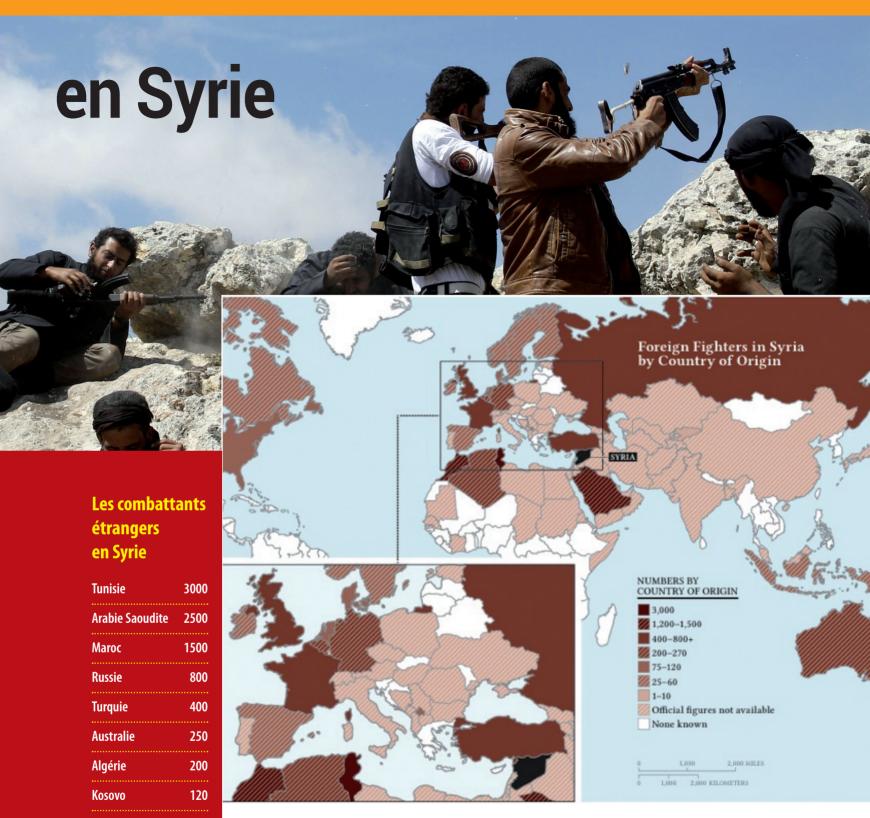
Selon des témoignages recueillis par les services de sécurité occidentaux auprès de jihadistes de retour dans leur pays, les Tunisiens jouent un rôle important en tant qu'instructeurs pour les nouvelles recrues francophones. Leur maîtrise des deux langues française et arabe en fait des interprètes bien indiqués, voire des coachs, pour les aider à bien s'intégrer mais aussi à faire venir leurs amis. En signe d'allégeance, chaque nouvelle recrue est tenue

d'attirer cinq de ses meilleurs jeunes parents et amis.

Des ruptures identiques et une grande détresse des familles

Les témoignages se multiplient et se ressemblent presque tous. Séduits par les préceptes radicalistes et les idéaux de soutien à des frères pour libérer leurs pays, des jeunes rompent brutalement avec amis et familles et partent sans donner d'information pour se manifester quelques semaines plus tard par SMS, appel téléphonique ou sur les réseaux sociaux. Les messages sont identiques: ils s'accomplissent dans leur croyance et invitent les leurs à les rejoindre. En appui à leurs propos, ils postent des photos et vidéos alléchantes, décrivant des ambiances de fraternisation d'armes et des scènes héroïques. Besoin de s'affirmer, de s'afficher, de devenir héros et de se faire connaître: sociologues et psychologues multiplient les analyses.

La détresse des familles est immense. Comment peuvent-elles d'abord sortir leurs enfants de ce guêpier et les récupérer ensuite? Difficile, sinon impossible. A qui s'adresser? Comment procéder? Puis, si par chance, elles réussissent à les faire revenir, que doivent-elles faire pour les réinsérer dans la société et les immuniser contre toute récidive?



Des expériences sont menées ici et là : centre d'accueil et d'écoute des familles en France, programme Channel mis en place en Grande-Bretagne depuis les attentats de 2005, et autres. Confrontée à cette épineuse question du départ des jihadistes, la Tunisie renforce ces derniers mois son dispositif de contrôle par la reprise en main de plus de 100 mosquées contrôlées par des salafistes, la surveillance des départs vers certaines destinations et le démantèlement des réseaux de recrutement. Elle doit aussi gérer les retours et les prises en charge. Tout un programme à mettre en place efficacement.

Source: The Soufian Group, juin 2014

70

30

30 à 60

Etats-Unis

Indonésie

Canada



Par Walid Bel Hadj Amor

La Tunisie se prépare à des élections qui vont engager le pays pour les cinq années à venir, et jamais l'avenir du pays n'aura été aussi incertain, tant les risques sont importants de voir les conditions économiques et sociales continuer à se dégrader.

Elections pluralistes et dictature du consensus

les autres est marquante en cette période cruciale. Les stratégies politiciennes l'emportent sur les programmes et la ruse sur les idées.

Nidaa Tounes, un parti qui se voulait une confédération de partis.

Beaucoup d'électeurs, pourtant de la même sensibilité, ne font pas confiance à Nidaa, mais ils considèreront, tout de même, qu'il faut voter utile, un acte rendu nécessaire pour ne pas rééditer la débâcle du 23 octobre. Mais Nidaa ne fera pas le poids seul, et il espère que l'appoint sera fait par l'UPT, perçu par d'autres comme

le sous-marin Nidaa, un peu le CPR d'Ennahdha aux dernières élections.

absence de visions claires, de projets ambitieux portés par les uns ou

Toujours est-il qu'un certain nombre de ces partis n'a aujourd'hui aucune autre alternative que celle de s'insérer dans un front le plus large et cohérent possible pour exister. Ceux qui voudront y aller seuls pour mesurer leur poids auprès des électeurs vont pouvoir toucher du doigt les abyssaux abîmes du néant. Incorrigibles, ils se satisferont de quelques sièges, juste suffisants pour continuer à exister, ou plutôt faire illusion. Pour ceux-là, tous les schémas sont bons, même les plus abracadabrantesques, le dernier né est celui du bloc électoral constitué de listes concurrentes, promesse d'un groupe parlementaire uni. L'union dans la défaite, en somme !

Aristote reconnaissait que «le courage était la première qualité humaine car elle garantissait toutes les autres». Mais force est de reconnaître que le courage en politique a disparu. Les partis, au lieu de se lever tous ensemble et de refuser cet état de fait, devraient prendre le risque de perdre chacun individuellement pour gagner ensemble. Faire parler le courage politique, celui de la recherche d'un accord électoral à tout prix, même s'il peut être perçu comme contraire aux intérêts partisans. D'autant qu'il ne s'agit pas ici de rechercher l'intérêt des partis mais bien celui du pays et des électeurs.

On reproche à la politique de ne plus être en prise directe avec le quotidien du citoyen, mais sans courage il ne peut y avoir que le statu quo, l'immobilisme, au pire la dynamique de la défaite. Difficile d'espérer, dans ces conditions, que les forces modernistes prennent un ascendant définitif sur les forces conservatrices,

...«Le consensus tel qu'il est appliqué en Tunisie est une forme de dictature de la majorité des appareils, déconnecté de la représentation des électeurs»... et le bien-être de la société dépendra du rapport de force entre les deux.

Dans les faits, le parti islamiste n'a pas totalement renoncé à l'élection présidentielle. Son choix de ne pas présenter de candidat est un choix stratégique. D'abord, il s'agit d'éviter de perdre des élections à deux tours qui risqueraient d'être un révélateur du poids réel et minoritaire de l'islamisme en Tunisie; ensuite, argument et non des moindres, il faut donner des gages, à peu de frais, aux partenaires étrangers. Le message qu'Ennahdha n'est pas un parti hégémonique, mais bel et bien l'exemple d'un islamisme modéré, est bien accueilli en Occident. Le monde occidental, aux prises avec l'islamisme aux quatre coins du monde depuis trois décennies, a envie de croire qu'il y a une alternative, fût-elle imaginaire. Mais pour autant, cela ne veut pas dire abdiquer, mais plutôt chercher à placer le candidat le mieux intentionné, le moins retors ou le plus manipulable, bref le plus Ennahdha-compatible possible.

Ennahdha ne voulait pas que la présidentielle phagocyte en quelque sorte les législatives. Son choix de ne pas présenter de candidat étiqueté à la présidentielle risquait de la marginaliser quelque peu lors de cette double campagne. La forte personnalisation de la présidentielle peut en effet éclipser le scrutin de listes des législatives, surtout si celles-ci étaient concomitantes au second tour de la première. Dans le même temps, Ennahdha, qui a semble-t-il définitivement renoncé à présenter un candidat de ses rangs, aurait peine à soutenir le candidat d'un autre parti lors de l'élection présidentielle sans lui donner du crédit pour les législatives. Cette situation inconfortable n'est d'ailleurs que légèrement dépendante de l'ordre des votes. Mais ils sont rarement à une ruse près, d'où l'idée du candidat du consensus qui aurait le double avantage de les sortir d'une situation inconfortable tout en leur offrant une carte gagnante. Il faut avouer que la perspective de gagner une élection à laquelle ils ne présenteraient pas de candidat est assez jouissive, et on peut le comprendre.

Ce consensus a déjà pleinement joué pour la désignation d'un gouvernement de technocrates et Ennahdha n'a, aujourd'hui, aucune raison de s'en plaindre. Elle s'est racheté une virginité, a détourné les regards des échecs cuisants de la Troïka, et le retour de bâton promis n'a pas eu lieu.

Il faut dire que le dialogue national, une invention tombée à pic, est aujourd'hui une aubaine pour les islamistes qui arrivent à y disposer d'une majorité qu'ils n'ont pas nécessairement à l'ANC. Depuis une année, le dialogue national a proposé une porte de sortie à une

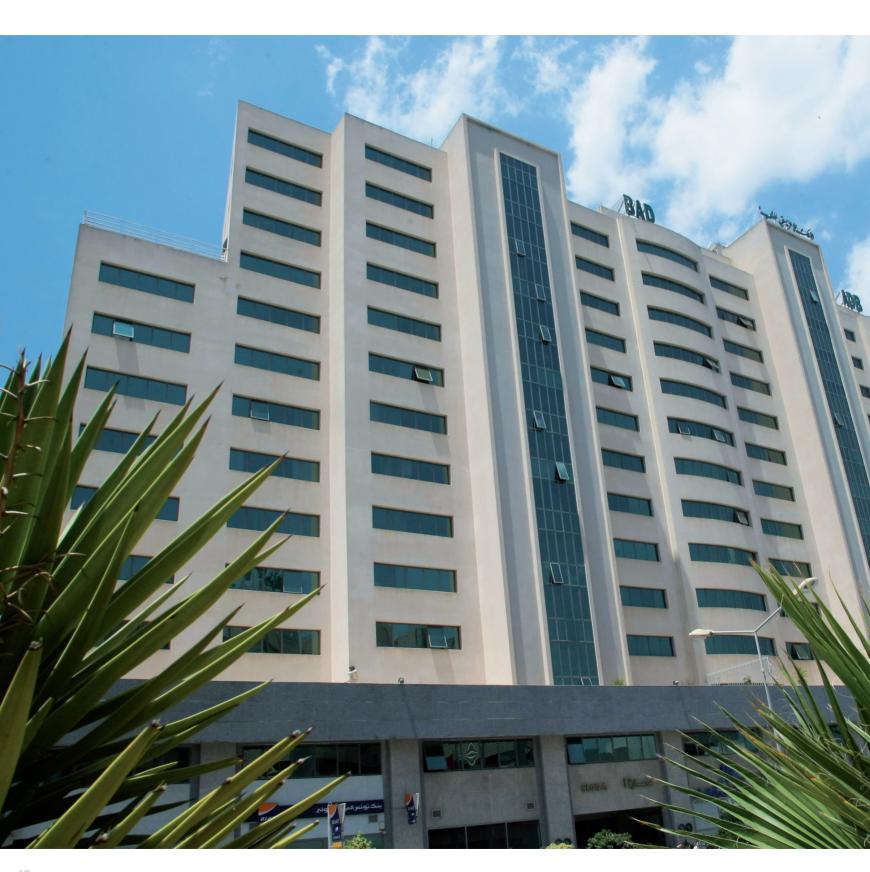
Troïka malmenée par la rue, avant d'ouvrir un nouveau chemin à des islamistes revigorés par un mode de gestion spécifique : le consensus.

Le consensus, pain bénit de la politique, offre une alternative à une confrontation dont l'issue est incertaine, et apparaît à ses supporters comme le moyen d'éviter le chaos. Dans la pratique, le consensus est synonyme de renoncement au nom du sacro-saint intérêt général, car de peur de tout perdre on est prêt au nom du consensus à éviter le risque du pire pour obtenir le moindre mal. Le consensus s'oppose au conflit, en ce sens qu'il s'agit le plus souvent d'une soumission consentie au détriment d'une valeur fondamentale en politique, celle de se battre pour ses idées, non pas en conclave mais au grand jour devant des électeurs. La recherche systématique du consensus est en définitive une pratique antidémocratique. Si comme l'a affirmé Yadh Ben Achour, «sans compromis, pas de politique ou, dit autrement, il n'y a pas de société humaine possible», je suis tenté de répondre que sans conflit pas de politique ou, dit autrement, il n'y a pas de condition citoyenne possible.

On aurait tort de penser que le consensus est bon en toutes circonstances, tant il empêche d'aller au bout de ses idées et d'explorer tous les chemins des possibles. D'autant que le consensus tel qu'il est pratiqué en politique est plus souvent structuré autour de tractations, voire de transactions, que de l'émergence d'une vraie intelligence collective. D'ailleurs, au sein du dialogue national, nous sommes plus souvent proches du compromis, au sens d'un accord majoritaire que du consensus (*Ijmâa* en arabe), qui suppose un accord unanime, mais peu importe, la Tunisie n'en est plus à une approximation près.

Dans un système où les partis sont faits de bric et de broc, le consensus atteint à travers un accord entre les chefs nie l'existence du pluralisme et achève de bâillonner les voix dissonantes, selon le même schéma de progression que la dictature. Le consensus tel qu'il est appliqué en Tunisie est une forme de dictature de la majorité des appareils, déconnecté de la représentation des électeurs. Il conduit à considérer les dissidents comme des hérétiques, qui refusent le consensus au risque de conduire le pays à l'affrontement. La stratégie du consensus favorise l'opportunisme en toutes circonstances, et le calcul devient la règle et l'honneur l'exception. Elle consacre la pensée dominante en sacralisant la vérité de la majorité, en déconnectant le débat des électeurs pour le transporter au sein de l'establishment, entre les mains des apparatchiks.

W.B.H.A.





BAD

Le grand retour à Abidjan

Le 9° étage de cette grande bâtisse du centre-ville de Tunis qui abritait depuis onze ans le siège de relocalisation temporaire de la Banque africaine de développement (BAD) se vide. Réservé au président, Donald Kaberuka, il ne garde plus qu'un secrétariat de permanence qui s'apprête lui aussi à remettre les clés.

a BAD rentre à Abidjan pour se réinstaller dans son siège historique, en cours de rénovation, dans la capitale ivoirienne qui commence à retrouver sa sécurité après une pénible décennie de fortes turbulences. La feuille de route pour ce grand retour, adoptée lors des assemblées annuelles de Marrakech en 2013, est réglée comme un papier à musique sous la baguette magique d'un chef d'orchestre passé désormais maestro en la matière, Donald Kaberuka.

D'une main de maître, il est sur le point de réussir le plus grand transfert jamais réalisé auparavant par une grande institution financière ou organisation internationale. Plus de 2 000 employés et leurs familles, soit pas moins de 7 000 personnes, ont plié bagage et rangé leurs dossiers de travail dans les cartons afin de s'envoler pour la Côte d'Ivoire. Toutes les facilités leur ont été accordées. Sur un site intranet, ils ont pu choisir un logement, obtenir leur carte diplomatique et leur carte de séjour, réserver une ligne téléphonique, et tout arranger. Une opération logistique de grande envergure. Mais, pour les Tunisiens qui les

voient partir, une forte émotion pour les uns, une grande indifférence (inconscience?) pour les autres

Une seule certitude : la BAD dont la Tunisie est cofondatrice (en la personne de Mansour Moalla, en 1964) aura résisté à Tunis aux plus fortes crises de son histoire, mais aussi accompli sa profonde transformation et réalisé ses meilleures performances. Elle s'impose aujourd'hui comme la principale institution financière du continent et doit surtout réussir son deuxième cinquantenaire.

Que restera-t-il de la BAD en Tunisie? A-t-elle profité au pays? Mais aussi, qu'a fait la BAD qui célèbre cette année son 50e anniversaire, pour le continent africain? Avec quel bilan s'achèvera bientôt (en août 2015) le mandat de son 7e président, Donald Kaberuka? Que compte-t-il faire à la fin de sa mission? Le candidat officiel de la Tunisie, Jalloul Ayed, a-t-il des chances de lui succéder? Et comment s'organise ce grand départ?

Un dossier spécial avec une interview-bilan exclusive de Donald Kaberuka.



Donald Kaberuka Président de la BAD **«Profondément** Africain, je veux continuer à servir l'Afrique, en Afrique» La BAD ne s'essouffle pas, le vrai problème provient de certains grands clients d'Afrique du Nord, en transition La décentralisation aura été payante Je n'ai pas changé d'avis, les richesses naturelles ne valent que si elles sont converties pour le progrès C'est aux Africains de faconner l'image de l'Afrique et de la rendre encore plus attractive La Tunisie restera très compétitive pour l'offshoring des services de la BAD Mon séjour à Tunis m'a permis de découvrir l'Afrique du Nord

Serein, l'œil vif, l'intelligence en turbo et le verbe mesuré, à

l'aise en français comme en analais, Donald Kaberuka, président de la BAD, gère en toute aisance 78 Etats membres (actionnaires) et 54 pays (clients). A 63 ans, cet ancien ministre des Finances et de la Planification économique du Rwanda (1997-2005), titulaire d'un PhD en économie obtenu à l'université de Glasaow, a fait longtemps ses armes à Londres et siégé au FMI à Washington. Au moment où il se réinstalle à Abidjan et s'apprête à passer bientôt le témoin, au terme de dix années fort intensives, il a répondu aux auestions de Leaders.

Avec le cinquantenaire de la BAD en 2014, la fin de votre mandat en 2015, l'heure est au bilan. Commençons par l'Afrique. Quel bilan dressez-vous des cinquante années d'appui de la BAD au développement du continent?

La mission principale est de favoriser l'intégration économique de l'Afrique. La BAD est le leader en la matière, au niveau des barrières physiques et institutionnelles. Pas moins de 105 milliards de dollars US ont été engagés pour le développement du continent, avec des montants allant

an Jusqu'à 8 milliards de dollars US par an. Mais, comme vous le savez, une banque ressemble toujours à ses clients. Lorsque l'Afrique a connu des soubresauts, la BAD n'en a pas épargné. L'Afrique connaît des inégalités et souffre de l'exclusion. Dans les années 1990, le continent s'appauvrissait et le taux de croissance était négatif, alors que la croissance démographique galopait. Il fallait inverser la tendance.

Ce que nous avons constaté, c'est que, d'une part, la pauvreté ne reculait pas assez vite — en quinze ans, elle n'est passée que de 55% à 35%— et, d'autre part, des sociétés qui connaissaient des mutations très profondes, démographiques, technologiques et infrastructurelles, et subissaient la kleptocratie et les tensions. Tout cela à génère des pressions sociales a généré. En Tunisie, comme en Afrique subsaharienne, le défi à relever est le même : c'est créer des emplois pour les jeunes et leur donner espoir.

Pour certains, si l'Afrique n'a pas encore malgré tout décollé, c'est à cause de la mauvaise gouvernance qui règne encore dans le continent. Qu'en pensez-vous?

La bonne gouvernance s'impose dans tous nos Etats. Je la comprends en termes d'institutions solides, reposant sur un socle fort composé de trois éléments. L'Etat ne doit pas être corrompu. Il doit pouvoir rendre des services effectifs aux citoyens, et s'engager à rendre compte de sa gestion en toute transparence à la nation. Ces trois piliers sont fondamentaux, l'absence de l'un deux compromet les deux autres.

Vous avez bataillé, ces derniers temps, pour changer la perception de l'Afrique, que les médias occidentaux, voire les médias africains eux-mêmes, présentent comme un continent miné par les conflits. Les conflits existent pourtant bel et bien...

Nous avons la responsabilité de donner nousmêmes l'image que nous méritons, de raconter notre propre vécu et ne pas laisser aux autres de le faire à notre place. L'Afrique misérabiliste telle que certains la décrivent en Occident ne nous ressemble pas. Regardez par exemple le Daguestan, la Colombie, une partie du Sri Lanka ou du Cachemire en Inde, ils sont loin d'être meilleurs que nos pays. C'est aux Africains de dire ce qui marche et ce qui ne marche pas et de l'expliquer. Plus, de faire pour que ça marche.

Pourtant, l'Afrique est de plus en plus prisée par le monde des affaires. Je ne reviendrai pas sur la fameuse couverture de «The Economist», qui décrit l'Afrique comme une étoile montante («a rising star»), après l'avoir qualifée 10 ans plus tôt de «continent perdu» («hopeless continent»). Les investisseurs s'intéressent de près au continent. Le Sommet de l'Elysée, fin 2013, a montré que l'Afrique représentait une immense promesse et un grand intérêt pour l'Europe (pas seulement la France).

La plus grande opération du genre, menée avec succès

ontrairement à l'évacuation d'Abidjan qui s'était réalisée « manu militari» en 2003 en quelques jours à peine, le retour au siège s'inscrit dans une plus grande sérénité. Déménager 2 000 fonctionnaires et leurs familles, soit près de 7 000 personnes, constitue la plus grande opération du genre pour une institution financière régionale et même une organisation internationale. Une démarche qui relève de l'exploit logistique et administratif. Le président de la Banque africaine de développement y a veillé personnellement dans les moindres détails. Des efforts colossaux ont été entrepris en matière de communication pour «vendre» le retour à Abidjan au personnel: réunions périodiques avec les équipes spécialisées et le personnel (dont plusieurs sous sa présidence et celle de ses vice-présidents), bulletins d'information, aides au logement à Abidjan, système automatisé de gestion en ligne des différentes démarches pour le départ de Tunis et l'installation dans la capitale ivoirienne, mobilisation sans précédent des services du protocole pour faciliter les procédures de départ…

«La communication était nécessaire, souligne à Leaders Donald Kaberuka. La feuille de route arrêtée à Marrakech en 2013 est rigoureusement suivie. Les vice-présidents sont déjà en place à Abidjan. Moi-même, je m'apprête à les rejoindre dans les jours qui viennent après les adieux aux autorités tunisiennes. Ce retour n'affecte en rien le fonctionnement de la Banque, ni en volume ni en qualité. Les opérations se poursuivent normalement et sont même en augmentation par rapport à l'an passé. Et c'est, en grande partie, grâce précisément à la décentralisation à travers les bureaux nationaux et les centres régionaux».

«Au départ, reconnaît le président de la BAD, il y avait quelques problèmes de logement et de coût de la vie à Abidjan. Mais, ces craintes ont été vaincues. La preuve, moins de 10% des employés seulement ont exprimé l'intention de nous quitter. Il ne faut pas oublier que la majeure partie du personnel a été recrutée après la relocalisation de la BAD à Tunis et n'a pas vécu en Côte d'Ivoire». De fait, plus de 70% du personnel de l'institution a été recruté à Tunis, après 2003, et ne connaît donc pas Abidjan. Il a donc fallu tout mettre en place pour les convaincre.

Ceux qui ont opté pour « le programme de séparation » mis en place ont perçu les primes appropriées et ceux qui partent à Abidjan bénéficient de nombre d'incitations avantageuses. Avec beaucoup de finesse et autant de sens de la communication et de l'organisation logistique, M. Kaberuka aura réussi son coup. Le retour de la BAD à son siège s'opère sans difficulté, au bonheur des uns et des autres. Tous y ont trouvé leur compte.



une plus grande décentralisation de l'institution. Elle est passée d'une quinzaine de bureaux nationaux en 2005 à près de 40 aujourd'hui. Cela veut dire que la décentralisation fonctionne? Quels résultats concrets avez-vous obtenus?

La décentralisation a été payante. Nous venons d'effectuer une étude à mi-chemin qui sera soumise au conseil. Partout, la demande est forte. Dans les pays où nous ne disposons pas de bureaux, on nous demande d'en ouvrir et dans ceux où nous sommes déjà établis, on nous demande de renforcer nos équipes en place. Le modèle des bureaux nationaux et des centres régionaux a fait ses preuves.

Peut-on parler d'un style Kaberuka pour gérer les grandes questions stratéaiques? Je donnerai deux ou trois exemples. Commençons par la stratégie à moyen terme de la BAD pour 2008-2012. Pour en dessiner les grands axes, vous avez constitué un comité indépendant de sages et d'experts, qui vous ont fourni des recommandations et une vision. Idem pour les Etats fragiles: vous avez mandaté un comité de sages pour préparer les contours de l'action de la BAD dans les Etats fragiles, un rapport qui a été présenté en plénière à la dernière assemblée de l'Union africaine. Pourquoi cette bénédiction par les tiers est-elle si importante pour vous?

Avant d'accéder à la présidence de la BAD, j'étais, en tant que ministre des Finances de mon pays (Ndlr: le Rwanda, pendant 8 ans), gouverneur à la BAD et au FMI. J'ai pu alors comprendre ce qui peut fonctionner et ce qui est superflu. Cela m'a beaucoup aidé dans la formulation de mes engagements lorsque je m'étais porté candidat à la présidence de la BAD. Tout ce que j'avais promis, je l'ai fait. Je ne peux pas vous dire que je l'ai bien fait ou moins bien. Je laisse aux autres le soin d'en juger. Pour ce qui est des sages, nous les avons bien choisis et avons pu alors pleinement

bénéficier de leurs conseils. C'est ainsi que nous avons conçu la stratégie 2008-2012. Deux grands axes ont été en effet établis. D'abord, la BAD n'est pas une grosse ONG et ne peut pas ambitionner de régler tous les problèmes. Elle doit se concentrer sur des choix stratégiques prioritaires. Ensuite, en tant banque, elle doit se mettre en proximité avec ses clients, soit 54 pays qui partagent des besoins génériques mais ont aussi des demandes spécifiques.

S'il est une action dont vous êtes par-dessus tout fier dans votre action à la tête de la BAD, quelle serait-elle?

Mon mandat a coïncidé avec la décennie qui a marqué l'amorce de l'Afrique sur la voie du progrès à une vitesse soutenue. Il fallait lui apporter le soutien nécessaire pour accélérer efficacement le rythme. C'est ce que nous avons essayé de faire en mettant

La BAD fait ses cartons

out s'accélère pour organiser le déménagement des documents de travail et des archives de la BAD à Abidjan. Chaque employé a été invité à ranger soigneusement ses dossiers dans un maximum de trois cartons. d'une même dimension chacun, mis à sa disposition par l'équipe en charge de la logistique. Rien que des documents à l'exclusion de tout autre objet. Les cartons sont rassemblés et rangés dans une grande salle dédiée au rez-dechaussée du bâtiment annexe de la BAD. Avant d'être fermés, ils passeront par le contrôle de vérification puis emballés. Un sticker portant le logo de la Banque est alors collé ainsi qu'une grande étiquette mentionnant les coordonnées de l'expéditeur qui en sera également le destinataire à Abidjan. Tout est codifié, sans laisser de marge d'erreur ou de perte.

Chaque semaine, un lot de cartons est expédié par fret aérien sur Tunisair, désigné transporteur officiel. Dans la capitale ivoirienne, une autre équipe de la BAD en assure la réception et la livraison aux destinataires. Quant aux archives et équipements informatiques, ils sont mis dans d'autres types de cartons, pour éviter toute confusion et regroupés,



à disposition l'accompagnement nécessaire. J'évoquerai aussi notre action contre-cyclique pour surmonter la crise de 2008-2009.

Votre fin de règne est marquée par certaines turbulences. Des analyses ont montré que la BAD pourrait perdre son triple A par exemple si elle continuait à s'exposer davantage au Maghreb. D'où l'arrêt brutal des financements au

Maghreb après des décennies où les pays nord-africains étaient pratiquement les seuls clients du guichet commercial de la BAD... Un arrêt très mal vécu par les pays concernés, notamment l'Egypte et la Tunisie. Est-ce que la BAD s'essouffle?

Ce risque n'existe pas. Le vrai problème, c'est celui de certains gros clients d'Afrique du Nord. Nous avons été la première institution financière à apporter notre concours à la Tunisie et à l'Egypte après les changements intervenus. Le problème, ce n'est pas les moyens financiers de la BAD mais la dégradation de la notation souveraine de la Tunisie et l'Egypte. Nous continuerons à les appuyer en utilisant des solutions innovantes. Nous espérons qu'avec la stabilisation qui s'amorce, la reprise ne saura tarder.



contrôlés et expédiés dans des containers par voie maritime.

«Les opérations se déroulent avec fluidité et sans difficulté, souligne à Leaders le chef de la division Services d'appui à la BAD (CGSP3, dans le jargon de l'institution). Nous le devons au dispositif mis en place et surtout à l'étroite collaboration avec les autorités tunisiennes. La Douane, Tunisair, les services du fret à l'aéroport de Tunis-Carthage, comme les services des ports de La Goulette et Radès nous apportent un réel soutien. Nous nous sommes conformés à leurs consignes et du coup tout est facilité, un couloir spécial est même réservé à nos expéditions». Qu'en est-il du mobilier de bureau et autres équipements? Aucune réponse. Il semblerait qu'ils ne seraient pas du déménagement, les coûts de transport étant élevés.

Quant au personnel, le choix leur a été laissé de s'occuper eux-mêmes du déménagement de leurs véhicules, meubles et effets personnels, moyennant une indemnité spécifique ou de les confier aux services de la Banque. L'immense majorité (plus de 95%) s'est prononcée en faveur de la première formule. Toutefois, la BAD les assiste dans leurs démarches en prenant sur elle de traiter les demandes de franchise d'exportation (de véhicules et/ou d'effets personnels) en adressant les demandes au ministère des Affaires étrangères. Pour faciliter la tâche, un mini-salon des entreprises de déménagement avait été organisé il y a près de 8 mois pour permettre à chacun d'entrer en contact avec elles et de s'organiser à sa convenance.







emm D'autres indicateurs semblent également montrer un essoufflement ou un manque de prévoyance de l'institution. Un rapport indépendant a violemment critiqué la décentralisation de la BAD: trop de bureaux nationaux, trop de personnel... A tel point que votre institution est obligée aujourd'hui de faire marche arrière et de songer à fermer des bureaux «inutiles»... Qu'en est-il?

Je n'ai pas eu connaissance de pareils rapports. Avec la crise, toutes les institutions se sont soumises à une discipline budgétaire plus rigoureuse. Quant à la décentralisation, l'évaluation à mi-chemin est concluante.

Comment ont été ces dernières années passées par la BAD et ses employés en Tunisie?

Que restera-t-il de la BAD en Tunisie?



■ Une annexe de l'agence temporaire de relocalisation (BAD) au Lac Nord de Tunis

«Ne l'oubliez pas, souligne Donald Kaberuka, notre antenne à Tunis sera maintenue. Nous y garderons toujours notre agence temporaire de relocalisation. Je ne sais pas encore au juste quel département sera maintenu, même si la Tunisie reste l'un des pays les moins chers en termes de coût de la vie et peut offrir un centre important d'offshoring (comprenez un centre d'externalisation et de délocalisation d'un certain nombre de services)». En président de banque soucieux de compétitivité et de compression des

charges, il accorde une grande importance à cette question purement financière. «Comparativement à la Côte d'Ivoire qui fait partie de la zone Euro et où le coût de la vie est élevé, la Tunisie est moins chère de près de 30%. C'est un élément important à prendre en considération dans les décisions qui seront prises quant aux équipes de la BAD à y maintenir», dit-il. Un argument qui prend encore plus de poids lorsqu'on sait que certaines études estiment qu'Abidjan est 80% plus chère que Tunis.

Le départ massif de plus de 2 000 employés de la Banque et de leurs familles ne manquera pas cependant d'affecter le microsystème qui s'est développé autour de cette communauté internationale, avec une bonne présence africaine, notamment subsaharienne. Dans la proximité immédiate des bureaux, restaurants servant des plats africains, cafétérias, mini-drugstores, agences de voyages et autres commerces risquent d'en faire les frais. Leur seule consolation est de voir ces bureaux occupés par de nouveaux locataires, de préférence internationaux, qui feront leur bonheur. Il y a aussi les places qui risquent de rester inoccupées dans les écoles françaises, américaines et autres. Et tous ces logements, surtout villas de luxe et appartements de standing dans la banlieue Nord et autres quartiers huppés de la capitale, menacés de rester longtemps vacants. Du coup, les Tunisiens découvrent l'importance économique de cette communauté de la BAD formée essentiellement de hauts fonctionnaires qui font partie de la fine fleur de l'élite africaine mais aussi de grandes compétences nordaméricaines, européennes et asiatiques. Avec des salaires conséquents et un niveau de consommation élevé, ils contribuaient à la dynamique du commerce local et des loisirs de luxe.



CITROËN préfère TOTAL



CITROËN **C-ELYSÉE**

CRÉATIVE TECHNOLOGIE



AURES AUTO Distributeur Officiel CITROËN

SIÈGE SOCIAL LA CHARGUIA: TÉL.: 71 806 100 / SUCCURSALE LES BERGES DU LAC: TÉL.: 71 960 002 / SUCCURSALE EL MGHIRA: TÉL.: 79 408 429 / SUCCURSALE NABEUL: TÉL.: 72 272 470 SUCCURSALE HAMMAM SOUSSE: TÉL.: 73 371 390 - 73 371 390

difficultés d'adaptation qui se sont rapidement estompées. Moi-même je réside ainsi que ma famille avec bonheur dans ce magnifique pays. Mes enfants vont à l'école et tout se passe très bien. D'ailleurs, je tiens à saluer ce grand peuple tunisien et lui rendre hommage pour son hospitalité et son amitié. A aucun moment, même lors des premiers jours de la révolution, je n'ai ni moi-même, ni le personnel de la Banque, eu la moindre appréhension.

J'ai eu l'occasion de découvrir l'Afrique du Nord et suivre de près les changements économiques et sociaux qui s'y opèrent. Cela m'a beaucoup aidé dans ma réflexion sur cette région et comment on peut mieux l'intégrer dans nos opérations.

Pour finir, même si je connais d'avance la réponse: que ferez-vous après la BAD? Je sais que vous allez me répondre que vous avez encore un an de mandat et que vous continuerez à vous investir totalement dans votre travail comme vous l'avez fait ces neuf dernières années, mais avez-vous au moins des pistes? Fort de votre agenda au Sommet aujourd'hui, retournerez-vous à la politique? Vous lancerez-vous dans le business? Continuerez-vous à œuvrer dans le domaine du développement?

Mon mandat se termine le 31 août 2015 et je passerai alors le relais à mon successeur qui sera élu en mai prochain lors des assemblées annuelles à Abidjan. Ce que je souhaite faire après, c'est surtout prendre du recul et écrire un livre. Vous savez, très peu d'Africains ont la chance comme celle que j'ai de diriger une institution financière aussi importante que la BAD. Il faut compter un Africain tous les dix ans. C'est vous dire tous les enseignements qu'on peut tirer de pareille expérience. Comme je suis profondément Africain, je veux continuer à servir l'Afrique, en Afrique.»

Propos recueillis par Taoufik Habaieb

Des formalités très simplifiées

Les services de la BAD, tout comme ses employés, sont unanimes à saluer l'attention particulière qui leur a été accordée par les autorités tunisiennes pour faciliter leur séjour en Tunisie et, à présent, pour leur départ. D'abord, au niveau du ministère des Affaires étrangères. La Direction générale du protocole en charge de l'immunité et des privilèges (carte diplomatique, attestation pour la franchise des véhicules, mobiliers etc.). Et surtout la Douane tunisienne. L'accord signé avec la BAD le 17 avril 2007 offre une série d'avantages tels que l'exonération de tout impôt, droits et taxes douanières à l'importation et à l'exportation. Un guichet unique spécial a été ouvert à Tunis-Port pour les opérations douanières et formalités d'importation et de dédouanement des équipements, meubles, effets personnels, véhicules à la BAD et ses fonctionnaires, une procédure simplifiée de dédouanement, un couloir spécial à Tunis-Carthage comme les diplomates et désignation d'un seul vis-à-vis à la Douane qui est le chef de bureau des avantages fiscaux pour lever les difficultés avec les services extérieurs. Lors du départ, les mêmes facilités sont actuellement accordées. «Nous le ressentons particulièrement, témoigne à Leaders un fonctionnaire de la BAD, lorsque nous devons charger colis aériens et fret maritime. Tout se passe rapidement, point de lourdes formalités ou retard. Cela nous aide beaucoup alors que nous sommes absorbés par toutes les



Gabriel Bayemi

Président du Conseil du personnel

«Un grand pincement au cœur»



A la tête du Conseil du personnel (à la fois amicale et sorte de syndicat) de la BAD, Gabriel Bayemi est bien placé pour nous livrer son témoignage. D'abord, à titre personnel, ayant été parmi les premiers fonctionnaires transférés à Tunis en 2003, avant de rentrer, 11 ans plus tard à Abidjan. Puis, de par sa fonction. Le conseil, qui regroupe l'ensemble du personnel (près de 2000), défend leurs intérêts et œuvre pour leur bien-être.

«En fait, en arrivant à Tunis, on se retrouve pour la plupart d'entre nous toujours sur le sol africain, mais on découvre une région qui ne nous était pas connue, dit-il à Leaders. Rapidement on finit par s'y adapter, nouer connaissances et amitiés. La séparation n'est pas facile, même si on savait qu'on allait un jour rentrer en Côte d'Ivoire. Nous avons tous un grand pincement au cœur». Joint à Abidjan, il souligne que le retour dans la capitale ivoirienne se poursuit convenablement et que « des imprévus sont ajustés ». « Le pays se remet de 10 ans d'insécurité, la capitale voit sa population doubler, les infrastructures routières et le logement en souffient, le coût de la vie est élevé, le secteur privé n'est pas encore totalement relancé, mais les conditions générales s'améliorent rapidement et sont plutôt bonnes», confie-t-il.

«De la Tunisie, je garderai, et je ne suis pas le seul, d'excellents souvenirs, affirme Gabriel Bayemi. J'ai appris à connaître le pays, le sillonnant chaque week-end, allant dans le Nord et jusqu'au Sud. Pour la plupart d'entre nous venant de pays de l'Afrique subsaharienne, nous avons découvert une culture différente et c'est cette rencontre interafricaine qui a été mutuellement bénéfique. Dans le quartier où j'habitais, à El Aouina, on se connaissait tous, on se fréquentait dans la plus grande amitié. En plus, le coût de la vie, surtout au début, nous arrangeait bien. Tunis restera dans les cœurs».

Présidence de la BAD

Jaloul Ayed: quelles chances?

uand on lui demande pourquoi il brigue la présidence de la Banque africaine de développement (BAD), Jaloul Ayed répond, naturellement: «To make a change»! L'ancien ministre des Finances, candidat officiel de la Tunisie, estime être capable d'introduire des changements profonds. Il croit en toutes ses chances pour succéder à Donald Kaberuka à la tête de la première institution financière du continent.



Rallier la majorité en sa faveur ne sera pas facile, mais guère impossible, soulignent ses proches. La Tunisie est cofondatrice de la BAD. Mansour Moalla était le pilier du groupe des 9 pères fondateurs qui avaient rédigé les statuts qui ont conduit à sa création le 4 août 1963 à Khartoum (Soudan) par les 23 pays africains nouvellement indépendants. Il avait décliné la proposition de prendre sa direction. Maamoun Beheiry sera alors choisi pour un mandat de cinq ans (1964–1970), mais c'est le Tunisien Abdelwahab Labidi qui lui succèdera (1976–1979). Depuis lors, la présidence a été confiée aux candidats du Ghana, de la Zambie, du Sénégal et du Maroc. Les considérations de rotation régionale seront-elles prises en compte, tout comme le départ de Tunis ? D'après les principaux pays membres, c'est la compétence du candidat et son programme de relance qui compteront le plus.

Tout dépendra alors de la capacité de persuasion de la Tunisie auprès des Etats membres. Le capital de la BAD est en effet détenu par 78 pays membres dont 53 africains pays régionaux. Les autres, soit 25 pays membres non africains et détenant près de 40% des actions, sont européens (France, Allemagne, Royaume-Uni, Suisse, Suède, Danemark, Italie, Belgique, Autriche, Espagne...), américains (Etats-Unis, Canada, Brésil...), arabes (Arabie Saoudite, les Emirats arabes unis) et asiatiques (Chine, Corée, Inde...). Ce sont leurs représentants désignés en tant que gouverneurs de la Banque qui procéderont au vote de désignation du président en avril 2015 à Abidjan pour un mandat de cinq ans 2015-2020.



L'efficacité discrète













Nous vous apportons une réponse sur mesure à tous vos besoins en assurance





















Tunisie, terre d'accueil... provisoire

Depuis son indépendance, la Tunisie a offert asile et accueil à tous ceux qui l'ont sollicité. Le FLN, le Fath, le Frolina, le Frelimo, le Front de libération de l'Erythrée, l'OLP, la Ligue arabe et la BAD y ont tous bénéficié d'un accueil fraternel, de soutien, de discrétion et de non-ingérence dans les affaires intérieures. Quitte à en payer parfois le prix cher, comme à Sakiet Sidi Youssef en février 1958 ou à Hammam-Chott. en octobre 1985. Fraternité et voisinage obligent, les Algériens en lutte pour leur indépendance avaient disposé de camps au Nord-Ouest et installé à Tunis, rue Souk-Ahrès, le quartier général du Front de libération nationale (FLN), et le siège du Gpra, (Gouvernement Provisoire de la République Algérienne) jusqu'à l'indépendance en 1962. Dès sa constitution, le mouvement palestinien Fath bénéficiera de l'installation d'un bureau très actif à la rue Mokhtar-Attia, en plein cœur de la capitale. Il aura bientôt pour voisin celui des indépendantistes érythréens. Les fronts de libération de l'Angola et du Mozambique seront eux aussi les bienvenus. Chassé de Beyrouth en 1982, le leader palestinien Yasser Arafat n'avait trouvé refuge qu'à Tunis où il établira le siège de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).



■ Le FLN à Tunis

Les diplomates du monde entier intéressés par les questions arabes affluaient déjà à Tunis, devenue en 1979 le siège de la Ligue des Etats arabes. A la suite de la signature par Anouar Sadate des accords de Camp David, le sommet des chefs d'Etat, réuni à Bagdad en mars 1979, avait pris en effet une série de sanctions contre l'Egypte et



 Abou Jihad (à gauche) avec Yasser Arafat (au centre)

décidé le transfert du siège de la Ligue à Tunis. Chedly Klibi en a été élu secrétaire général (en avril 1979). La guerre du Golfe changera la donne et la Ligue retrouvera en 1991 son siège historique au bord du Nil, même si ses institutions spécialisées comme l'Alecso et l'Asbu restent à Tunis. La Banque africaine de développement expérimentera elle aussi l'air de Tunis. Déjà, en conformité avec les règles prudentielles, elle disposait d'un bureau de résilience permettant d'abriter ses activités névralgiques et de la moindre interruption à son siège établi depuis sa constitution à Abidjan. Avec le déclenchement de la crise ivoirienne et la dégradation de la situation sécuritaire, décision a été prise en 2003 d'opérer une relocalisation temporaire à Tunis. Plus de 1 000 personnes étaient alors arrivées, accompagnées de leurs familles. Dix ans après, la BAD retourne à Abidjan... Comme la Ligue arabe au Caire et l'OLP à Ramallah...

Chaque transfert à Tunis draine avec lui son microsystème, avec ses communautés, leurs écoles, leur gastronomie et leurs habitudes. Du temps de la guerre d'Algérie, de la Ligue arabe et de l'OLP, s'ajoutaient une nuée de journalistes chargés de couvrir leurs activités, des diplomates spécialisés, et des «agents de liaison ». A chaque départ, on assiste à leur envol. Qu'en reste-t-il? «Juste de bons souvenirs», témoigne, nostalgique, un vieux correspondant de presse aujourd'hui retraité. «Quelques mariages mixtes et beaucoup d'amitié».

Le départ de la BAD ne dément pas cette tradition. Des couples mixtes aussi se sont formés, des mariages ont été célébrés... Une autre manière d'ouvrir la Tunisie sur l'Afrique...

AfricInvest

Le partenaire des PME tunisiennes



Fondé en 1994 par une équipe de quatre professionnels venant du monde de la

finance, de l'industrie et de l'audit, le groupe AfricInvest (anciennement dénommé Tuninvest) est spécialisé dans les métiers du capital investissement. Il cible la PME en Tunisie, dans le Maghreb et en Afrique subsaharienne, en apportant, en plus des ressources en fonds propres, une valeur ajoutée et un support continu aux sociétés de son portefeuille. Avec plus de vingt ans de métier, le groupe compte aujourd'hui parmi les structures les plus expérimentées du continent dans ces activités de capital investissement.

ette aventure a commencé par la volonté des fondateurs de contribuer au renforcement des fonds propres des PME/ PMI tunisiennes à travers le fonds Tuninvest Sicar dont le capital est de 10 millions de TND levés, puis coté sur la Bourse de Tunis. En 2000 et après avoir investi trois autres fonds en Tunisie levés auprès d'institutions locales et internationales, les fondateurs (animés aussi par une volonté d'accompagner les sociétés tunisiennes dans leur développement au Maghreb) ont décidé d'élargir leur zone d'intervention en Algérie et au Maroc. C'était la première expérience du groupe en dehors de la Tunisie à travers une implémentation au Maroc puis en Algérie. En 2001, AfricInvest a commencé à étudier les possibilités d'implantation en Afrique subsaharienne, toujours dans l'objectif de donner un relais institutionnel aux sociétés de son portefeuille dans ces pays à fort potentiel. Conjointement avec le FMO, la banque néerlandaise de développement très active sur le continent, AfricInvest a été cofondateur de African Venture Capital Association et a organisé à Tunis la première conférence destinée à promouvoir le métier de capital-risque/capital-développement en Afrique. Cela a constitué le point de départ de l'aventure subsaharienne avec un premier fonds d'investissement levé en 2004 puis plusieurs autres initiatives qui ont suivi depuis.

Le groupe compte aujourd'hui plus d'une cinquantaine de professionnels en investissement présentant un mix de compétences complémentaires, et ayant une connaissance des territoires et du monde des affaires dans les régions couvertes ainsi qu'une expérience avérée dans les métiers de l'investissement. Le groupe recourt également à l'expertise verticale d'un réseau de consultants opérationnels pouvant intervenir sur l'ensemble du continent. Les équipes sont réparties sur six plateformes dont trois en Afrique du Nord : la principale en Tunisie, une en Algérie et une au Maroc, et trois hubs qui rayonnent sur trois sousrégions en Afrique subsaharienne: au Nigeria pour l'Afrique de l'Ouest anglophone, en Côte d'Ivoire pour l'Afrique francophone et au Kenya pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe.

AfricInvest cible les PME en création ou en croissance opérant dans des secteurs structurants et industrialisants, et pour lesquels la demande anticipée des marchés ciblés dans les années qui suivent l'investissement est en forte croissance. Le groupe apporte ainsi un soutien financier et stratégique aux PME dotées pouvant tirer avantage de ce potentiel de croissance et met à leur disposition son réseau local et international, son expérience et l'expertise de ses équipes afin de contribuer ainsi à leur développement. L'objectif étant d'en faire

des « champions régionaux » au terme de l'horizon d'investissement. Son intervention repose sur une relation de confiance institutionnelle et conviviale avec les sponsors des projets financés, une implémentation des règles de bonne gouvernance ainsi que des valeurs sociales et environnementales au sein de ces projets, une vision orientée vers une croissance soutenue mais prudente qui ne se départit jamais de la rigueur financière, et le pragmatisme dans la mise en œuvre des programmes de développement approuvés. Le groupe AfricInvest a pu capitaliser sur ce qu'il a toujours considéré comme le principal facteur de succès pour toute action entrepreneuriale tant pour son propre développement que pour celui des sociétés de son portefeuille: (i) la qualité et la cohésion des ressources humaines, (ii) la culture d'entreprise et (iii) et l'alignement des intérêts ainsi qu'une gestion ad hoc des conflits d'intérêt.

Au cours de son parcours, AfricInvest a pu constituer un réseau d'investisseurs institutionnels internationaux et multilatéraux, et d'investisseurs privés, qui réalisent à travers l'intervention dans les fonds promus par AfricInvest, une part substantielle de leurs investissements en Tunisie (plus de 50% du portefeuille), dans les pays du Maghreb et en Afrique subsaharienne. A ce jour, le groupe a environ 1 milliard de dollars US d'actifs sous gestion. Environ 150 PME ont bénéficié directement ou indirectement à ce jour du financement d'AfricInvest dans différents secteurs d'activité et à travers 25 pays africains. Le groupe a réalisé plus d'une cinquantaine de sorties (sous différentes formes : boursières, majoritaires, stratégiques minoritaires, marché secondaire, et rétrocession).

Pourquoi avoir choisi de miser sur l'Afrique?

AfricInvest a toujours cru au potentiel de l'Afrique subsaharienne malgré l'image souvent négative qui est relayée par les médias. Le climat des affaires actuel est particulièrement opportun pour l'investissement de capitaux privés. En 2012, sur les 10 pays à plus forte croissance dans le monde, 7 se trouvent en en

- ■■■ Afrique subsaharienne. Au cours de la dernière décennie, cette région a connu une croissance forte et a démontré une bonne résilience à la crise financière mondiale. Une grande partie des pays africains a été relativement épargnée par la crise économique mondiale en raison de liens limités avec les marchés financiers des pays développés, de l'augmentation de la libéralisation des marchés (surtout au niveau intrarégional) et de l'amélioration de la situation des finances publiques. En outre, la croissance du PIB en Afrique devrait se poursuivre à un taux moyen annuel de plus de 5% d'ici 2015, plus que tout autre continent, grâce à plusieurs facteurs, notamment:
- L'accroissement de la consommation et l'amélioration de la diversification économique: L'Afrique devrait continuer à bénéficier de la croissance économique provenant des revenus des ressources naturelles et de la demande croissante pour les produits et matières premières de base. En même temps, l'économie africaine est devenue beaucoup plus diversifiée au cours des 10-15dernières années. A titre d'illustration, et contrairement à la perception commune, moins d'un tiers de la croissance de l'Afrique depuis 2000 a écoulé des revenus des ressources naturelles. La part significative de la croissance provient de l'accroissement de la consommation ainsi que du développement des secteurs industriels et des services.

La population africaine a atteint plus d'un milliard d'habitants, ce qui représente environ 15% de la population mondiale. Ce chiffre devrait plus que doubler pour atteindre 2,4 milliards d'ici 2050, ce qui représente plus de la moitié de la croissance prévue de la population mondiale. La population du Nigeria devrait dépasser celle des Etats-Unis en 2050. En même temps, une véritable classe moyenne a émergé et est en pleine expansion. La classe moyenne de l'Afrique a triplé au cours des 30 dernières années et représente actuellement environ un tiers de la population, ou 350 millions de personnes, soit environ la même taille que celle de l'Inde et de la Chine.

L'Afrique est aussi le foyer de la plus grande population de jeunes (15-24 ans) dans le monde, totalisant environ 200 millions de

- personnes, et ce chiffre devrait doubler d'ici 2045. Cette population de jeunes représente une force de travail considérable pour la région.
- Les réserves en ressources naturelles abondantes dans la région et l'accroissement de l'investissement direct étranger : Les vastes réserves en ressources du continent, couplées avec l'augmentation de la demande mondiale de matières premières, devraient soutenir la croissance rapide dans de nombreux secteurs en relation avec l'exploitation du pétrole et du gaz, l'agriculture et les industries minières. On estime que l'Afrique dispose de 120 milliards de barils de réserves de pétrole, ce qui représente plus que la moitié de celles de l'Arabie saoudite, et de 600 millions d'hectares de terres arables non cultivées, soit plus que la moitié du total mondial. En outre, les récentes découvertes importantes de gaz en Afrique de l'Est, les nouveaux forages réalisés en Afrique de l'Ouest, et de nouvelles réserves prouvées de minéraux à travers l'Afrique subsaharienne accéléreraient la croissance économique des pays du continent, conduisant ainsi à l'accroissement du rythme des investissements directs étrangers (IDE). Ces IDE devraient progresser pour atteindre des niveaux records au cours des trois prochaines années: 56 milliards de dollars en 2015, contre 38 milliards de dollars en 2012.
- L'accélération de l'intégration et la coopération régionale : Les nouvelles politiques économiques plus libérales ainsi que la levée des obstacles au commerce (tarifaires et surtout non tarifaires) ont facilité l'expansion des échanges transfrontaliers et ont accéléré l'intégration régionale. Le commerce intra-africain a été multiplié par un facteur supérieur à plus de trois fois depuis 2002, grâce aux grandes entreprises du secteur privé en quête d'opportunités de croissance au-delà de leur pays d'origine dans des marchés qui possèdent des caractéristiques culturelles et / ou une demande semblable. Dans de nombreux cas, ces opportunités de croissance ont été soutenues par d'importants programmes de coopération régionale, qui ont réduit ou éliminé les obstacles au commerce et ont aidé à la création de grands marchés

régionaux. Des exemples de ces programmes comprennent l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) en Afrique de l'Ouest, la Communauté des Etats de l'Afrique de l'EST (Cdeae) en Afrique de l'Est et le Marché commun pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique Australe (Comesa). En outre, les développements récents dans les infrastructures axées sur le transport et les télécoms ont contribué à réduire le coût des échanges et à améliorer la fiabilité du transport routier et du fret aérien, ce qui devrait par conséquent permettre de faciliter les échanges et l'intégration régionale.

La Tunisie et l'Afrique

Grâce à sa localisation géographique, son histoire, et aux diverses expertises développées localement, la Tunisie dispose de tous les atouts pour accompagner et prendre part au développement économique de l'Afrique. Au cours des premières années qui ont suivi l'indépendance, la Tunisie a joué un rôle important au niveau politique, géostratégique et économique, forçant l'admiration d'un grand nombre de pays d'Afrique subsaharienne pour son modèle économique et social.

D'autre part, plusieurs institutions tunisiennes se sont développées en direction de l'Afrique subsaharienne, notamment la STB au Niger à travers la Sonibank, et au Sénégal, à travers la Banque sénégalo-tunisienne (qui a été cédée à Attijari Bank il y a quelques années). A noter que la Banque de l'Habitat opère, elle aussi, en Afrique subsaharienne à travers des prises de participation au capital de banques spécialisées en crédit immobilier au Congo et au Burkina Faso. D'autres groupes industriels tunisiens donnent l'exemple de belles réussites en Afrique.

Malheureusement, la présence tunisienne en Afrique subsaharienne a pris du retard durant les deux dernières décennies et ce malgré la présence du siège de la Banque africaine de développement à Tunis entre 2003 et 2014, sur laquelle nous n'avons pas suffisamment capitalisé. En effet, et au cours de cette période, la Tunisie a orienté sa stratégie quasi exclusivement vers les pays de



Le monde à votre portée ... nous vous l'assurons



Exportez ... avec notre Assurance

NOS SERVICES

- Assurance des Exportations
- Assurance des Ventes locales
- Assurance des Investissements
- Assurance préfinancement export
- Assurance des Lettres de Crédits (L/C)
- Assistance : recouvrement des impayés

www.cotunace.com.tn

BIATNET MOBILE l'agence portable

Avec BIATNET mobile, pilotez vos comptes à distance où que vous soyez, quand vous voulez, à partir de votre tablette ou smartphone, en toute sécurité.

L'application BIATNET est téléchargeable sur les plateformes App Store, Google Play Store et Windows Phone Store



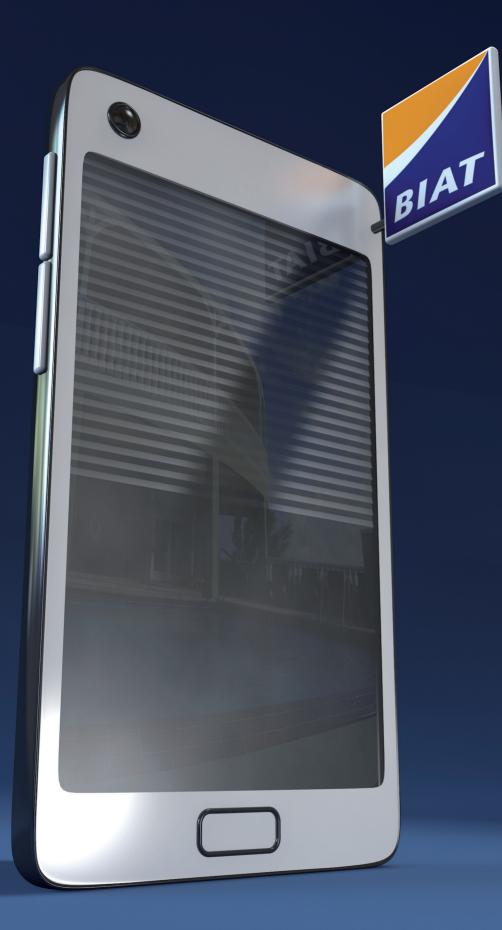














For the third year in a row, we are chosen the best airline in Europe.

Every year, Skytrax, the world's largest airline passenger satisfaction survey asks millions of passengers around the world to choose their favourite European airline.

For the past three years, the answer has always been the same.

Turkish Airlines remains the best airline in Europe. We would like to thank you and congratulate our employees for making this possible.





■■ l'Union européenne et a ignoré les opportunités et le potentiel des marchés subsahariens et des pays du Maghreb. Pendant ce temps, certains pays, dont notamment l'Afrique du Sud, la Turquie et surtout le Maroc, ont fait de l'Afrique subsaharienne une priorité de développement. Ainsi des banques (Attijari, Bmce, Stanbic...), des sociétés d'assurance (Saham, RMA-Watanya, Old Mutual...), d'autres institutions financières (CDG Maroc, IDC South Africa...), des sociétés immobilières (Alliance, Addoha) et des compagnies aériennes (RAM, South African Airlines et Turkish Airlines) ont fait des percées fulgurantes en Afrique subsaharienne et constituent aujourd'hui des acteurs majeurs et incontournables qui emploient les cadres et la main-d'œuvre de leur pays d'origine, créent de la valeur, et surtout accompagnent les PME et groupes de leur pays dans leur développement dans la région.

La cause du retard accusé par la Tunisie et par ses acteurs économiques à prendre part au développement de l'Afrique subsaharienne est due notamment à l'absence de vision et de volonté politique pour développer les relations avec la région. Les initiatives pour renforcer la présence tunisienne en Afrique se font rares et quand elles existent, elles pâtissent d'un manque de moyens et d'objectifs clairs et et de modalités de mise en œuvre en adéquation avec ces objectifs. L'Etat devrait d'abord négocier des accords de libre-échange et de non-double imposition, rejoindre la Comesa (l'Egypte et la Libye en font partie!), et faciliter l'octroi des visas, voire les supprimer, pour les ressortissants africains. L'Etat devrait par ailleurs transformer nos ambassades et consulats en VRP du made in Tunisia, faciliter et encourager l'implantation des entreprises tunisiennes en Afrique sub-saharienne, et notamment les banques qui en ont les moyens pour leur permettre d'accompagner et de soutenir les entreprises qui s'y implanteraient. La mise en place de lignes directes aériennes et maritimes devraient aussi être considérée et en adoptant l'open sky avec certains pays africains.

Le retard est imputable aussi aux entrepreneurs et chefs d'entreprise tunisiens

qui ont sous-estimé le potentiel du marché subsaharien, et soit par méconnaissance soit par manque de courage ou de volonté. Ils lui ont préféré des marchés plus faciles d'accès, mais moins rémunérateurs. Ces mêmes entrepreneurs devraient être plus proactifs et entreprenants en Afrique subsaharienne et compter sur eux-mêmes, insuffler l'amour de l'Afrique à leurs équipes sans attendre que l'Etat les assiste ou les prenne par la main.

La Tunisie peut encore rattraper son retard et trouver sa place dans la région, et notamment dans l'industrie où la Tunisie a toujours une avance relative et reste plus compétitive que ses voisins. Les PME ainsi que les grands groupes tunisiens ont développé des expertises solides et uniques dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'industrie, des services financiers, ainsi que d'autres secteurs qui pourraient facilement s'exporter et bénéficier à nos partenaires en Afrique subsaharienne si les causes du retard sont adressées à temps et de manière appropriée.



ATLLEASING

ATL Leasing, vous offre la possibilité de louer les biens dont vous avez besoin pour votre activité pendant une période pouvant atteindre 84 mois. En fin de période vous en devenez propriétaire.







Les moyens de paiement européens Traités en Tunisie

Le gisement prometteur de l'industrialisation des métiers de la banque et des assurances

Avant d'être compensé, un chèque remis à Tourcoing ou Bordeaux est traité à Tunis, si ce n'est pas à Gabès! En moins de deux heures seulement. Un dossier de prêt bancaire en France, de sinistre à régler par une compagnie d'assurance, transite souvent par la Tunisie pour prise en charge (saisie, vérification, etc.) avant d'être retourné pour validation et décision. L'industrialisation des métiers de la banque et des assurances s'implante en Tunisie, créant de premiers gisements d'emplois qui s'annoncent prometteurs si on sait s'y préparer.

ans ces locaux feutrés de la Charguia, à quelques encablures de l'Aéroport de Tunis-Carthage, l'ambiance est douillette, sous la brise des climatiseurs. L'accès est ultrasécurisé. Impossible de franchir le seuil sans un badge spécial pour chaque zone. Une plateforme réunit en rangées successives une vingtaine de postes de travail tous équipés

d'ordinateurs reliés à de super-serveurs. Silencieux, le regard concentré sur l'écran et les doigts sur le clavier, des jeunes scrutent minutieusement les chèques et bordereaux qui défilent sous leurs yeux. Vérifier, saisir et traiter des actes de gestion, grâce à des applications spécialement développées. Tout est alors repris par les serveurs, mis en cohérence et transmis au client.

Nous sommes dans les locaux d'Allisone, une société spécialisée dans la gestion des opérations back-office des acteurs du secteur financier (banques, assureurs, intermédiaires, mutuelles, IRP ...). «Nous intervenons sur l'ensemble des opérations depuis la gestion des flux jusqu'au traitement des actes de gestion », explique à Leaders son fondateur et directeur général, Pascal Cochard. Notre offre consiste à développer la flexibilité de l'entreprise par la rationalisation des processus opérationnels», ajoute-t-il. Fort de son expérience en France, pour le compte de grandes banques et compagnies d'assurance, il a choisi le Maroc et la Tunisie comme têtes de pont pour son expansion sur le continent africain et le voilà s'implanter également en Côte d'Ivoire.

Une trilogie gagnante

«Le Business Process Outsourcing (BPO) qui est ainsi lancé en Tunisie, dit-il, peut constituer un véritable levier d'emploi et de développement technologique. Les atouts en main sont multiples: une bonne infrastructure de télécommunication et des jeunes, bien formés, qui n'attendent qu'à être perfectionnés dans ces techniques pour offrir un bon rendement et se constituer une bonne expérience pour leur avenir. Plus, l'implantation de pareilles plateformes ne se limite pas uniquement à la capitale, mais bénéficie également à des régions éloignées, comme nous venons de le faire. Après notre première expérience à Tunis où nous employons plus de 60 personnes, en rotation de 3 x 8 heures, 6 jours sur 7, nous disposons à présent d'un centre à Gabès qui emploie actuellement une vingtaine de personnes et pourra monter rapidement en puissance pour doubler ses effectifs». Technologie avancée, process perfectionné et coûts optimisés : la formule ne peut qu'être gagnante. Le client européen aura ainsi moins de temps à passer dans la gestion, temps qu'il pourra consacrer à la validation. Le facteur coût est également important : quand on connaît les charges que représente un gestionnaire dans une banque ou une compagnie d'assurance en France, on réalise l'économie gagnée. En outre, le plus, c'est la compétence des Tunisiens une fois bien imprégnés du process développé par Allisone et attentivement suivis par leurs superviseurs.

Où en est la Tunisie?

Pour se développer à l'international, l'externalisation des services back office doit d'abord se confirmer en local. Le meilleur argument pour promouvoir le potentiel de la Tunisie et sa compétence en la matière est de montrer la réussite de ces services dans le pays même et leur adoption par les banques et assurances tunisiennes. Or, celles-ci en sont-elles adeptes? Très peu pour le moment, révèle l'enquête menée par Leaders. Nous





Pascal Cochard

sommes encore au premier stade à travers la création d'unités centrales au sein de ces établissements en s'acheminant, au mieux, vers des centres de coûts partagés. Pourquoi? Manque de sensibilisation ? Vieux réflexes de conservation de ces activités en interne? Peu de confiance? Tout à la fois, peut-être!

«Double pénalité alors, s'exclame un spécialiste. Les banques et assurances, à commencer par elles, se privent ainsi d'un levier de compression de charges et d'accroissement de performance. Et toute une nouvelle activité de services à technologie avancée, avec une grande capacité d'emploi et d'exportation qui n'arrivera pas à décoller. Notre pays risque de perdre ainsi l'occasion de devenir une grande plateforme spécialisée pour une partie importante de la région et de l'Afrique subsaharienne.»

Un congrès international dédié

Attentif à la question, Mounir Beltaifa, président de Bridgers One, cabinet de



consulting renommé à Paris et opérant dans de nombreux autres pays, estime qu'on ne doit pas rater cette opportunité. C'est pourquoi il a pris l'initiative de travailler avec des proches, notamment, Karim Hajjaji, vice-président finance de Conect France, sur l'opportunité de tenir à la rentrée prochaine en Tunisie un congrès international pour l'industrialisation des métiers de la banque et leur intégration avec l'assurance et les TIC.

L'idée serait d'intéresser des banquiers mondiaux, régionaux et tunisiens, en positionnant solidement notre pays dans ce créneau porteur. A partir d'un benchmark mondial des métiers de la banque et des bonnes pratiques innovantes, il s'agit d'identifier les défis de l'industrie bancaire face aux exigences réglementaires et aux risques opérationnels en tenant compte des enjeux de la relation client et de l'optimisation du produit net bancaire.

L'objectif serait alors de définir les contours de l'industrialisation en spécifiant les traitements de masse et les services devant être externalisés.

Le projet initié par Beltaifa fait son chemin et gagne à être soutenu tant par les autorités tunisiennes que par la profession des banques et des assurances. Tout un nouveau secteur en naîtra.

■ Karim Hajjaji

مجموعة متنوّعة ذات قوّة وأداء UNE GAMME LARGE ET PUISSANTE



Tunis:

1 Route de la physique angle rue Anaba, Zl Ben Arous - 2013 Ben Arous

Tél.: (+216) 79 390 005 / Fax: (+216) 79 390 008

Beni Khalled:

Avenue de l'environnement - 8021 Beni Khalled Tél.: (+216) 72 374 325 / Fax: (+216) 72 237 335

Zaouia Sousse

Route de m'saken Oued Sidi Kacem - Sousse Tél.: (+216) 73 309 905 / Fax: (+216) 73 330 730

Sousse

Route de Tunis Km132,5 - 4022 Akouda, Sousse - TUNISIE Tél.: (+216) 73 309 309 / Fax: (+216) 73 309 999

Kairouan

Avenue Hedi Chaker Sahabi 1 Rte Oueslatia, Rue El Baten 3129 Kairouan Tél.: (+216) 77 302 360 / Fax: (+216) 77 302 370

Gabes

Route de Tunis Km0,5 BP 31 - 6001 Hached - Gabès - TUNISIE Tél.: (+216) 75 273 044 / Fax: (+216) 75 274 151

Sfax

Route de Gabès, boulevard de l'environnement km2,5 SFAX

Tél: 74 246 550 Fax: 74 246 505



Boire de l'eau minérale ou pas, that's the question!

Tel le tonneau des Danaïdes que nul ne peut remplir ou le phénix qui renaît de ses cendres, les ordures, dans notre pays, ne cessent de refaire surface. Des ordures où le plastique domine.

e Mois de la Propreté a fini sa course sans que l'on puisse vraiment croire à sa réussite. Son échec a même été reconnu – implicitement – par M. Mehdi Jomaa qui a présidé, lundi 23 juin 2014, un comité ad hoc à l'issue duquel il a menacé, sibyllin, des foudres de la loi les contrevenants, sans que l'on comprenne s'il s'adressait aux agents de la propreté grévistes ou aux contrevenants qui se débarrassent de leurs ordures ou des gravats de leur future villa où cela leur chante! Alors que le croissant du mois de Ramadan pointe à l'horizon, le pire est à craindre dans nos cités et sur nos plages.

Dilemme : boire ou ne pas boire de l'eau minérale ?

Pour la presse locale, le Tunisien consomme 105 litres d'eau en bouteille plastique (la bouteille en verre est une rareté réservée aux restaurants, apparemment) alors que la moyenne mondiale est de 40 litres. Tous ces emballages en plastique se retrouvent dans les himalayas d'ordures qui ornent et parfument nos villes et même le voisinage immédiat de l'emblématique



Avenue Bourguiba de Tunis. Pour ces médias, la consommation de ces eaux est appelée à augmenter. Donc, le volume de nos poubelles va grossir lui aussi et, corrélativement, la dégradation du milieu. N'est-il pas temps alors d'exiger que les producteurs de ces eaux mettent la main à la poche pour contribuer au ramassage et à la réduction de la marée de plastique qui nous submerge tel un catastrophique tsunami? Le recyclage étant marginal, hélas, chez nous!

En France, les grandes enseignes de fast-food paient des taxes conséquentes aux municipalités en charge de la collecte des emballages que la restauration rapide génère avec profusion. Cette tendance à la consommation des eaux en bouteille s'observe dans de nombreux pays du Sud: Mexique, Chine, Inde... où la pollution de la nappe phréatique — par les industries notamment — est bien plus grave qu'en Tunisie. Pour le *New York Times* (25 octobre 2013), à la fin de la décennie — voire plus tôt encore les ventes d'eau en bouteille dépasseront celles des boissons soft. Certains considèrent comme non éthique la privatisation des sources d'eau minérale dans notre pays. M. Lionel Jospin, ancien Premier ministre français, affirmait: «L'eau n'est pas un produit comme les autres. Elle ne peut entrer dans une pure logique de marché, régulé seulement par le jeu de l'offre et de la demande.» L'eau minérale se paye en Tunisie une publicité importante, voire agressive... contrairement à la sage Sonede dont l'eau est pourtant bonne. Au début des années 1990, la publicité pour ces eaux embouteillées a englouti 43 millions de dollars aux Etats-Unis. Du coup, plus de 50% de la population américaine boit ces eaux bien qu'elle sache que 25 à 40% de ce liquide est simplement de l'eau de robinet. Chez nous,

cette eau en bouteille grève le budget des ménages et prélève des sommes qui pourraient aller à la santé ou à une meilleure alimentation en cette période de vaches maigres que traverse le pays. Les études prouvent qu'au niveau mondial, les eaux minérales coûtent entre 240 et 10 000 fois plus cher que l'eau de robinet. Il n'en demeure pas moins que les multinationales américaines des boissons soft voient leur vente d'eau croître à l'étranger alors qu'elle baisse aux Etats-Unis. Du reste, dans sa croisade contre l'épidémie d'obésité qui frappe le pays, même Mme Michelle Obama appelle les Américains à boire de l'eau minérale... sans expliquer cependant pourquoi cela vaut mieux que les sodas... sous la pression des lobbies, prétendent certains qui auraient voulu que la Première Dame conseille de se tourner plutôt vers l'eau du robinet et éviter le déluge de bouteilles en plastique.

L'exemple de la ville australienne de Bundanoon

En fait, d'après l'ONG américaine « Natural Resources Defense Council » qui a testé 1 000 bouteilles d'eau minérale de 103 marques différentes, bactéries et produits chimiques dangereux ne sont pas absents de cette eau. Dans un rapport, elle affirme: «Une contamination de nature à présenter des risques immédiats pour des personnes en bonne santé est rare. Cependant, l'assurance tous risques promue par l'industrie affirmant que l'eau en bouteille est totalement saine et pure est fausse. Personne ne devrait croire que, parce qu'une eau provient d'une bouteille, elle est forcément et nécessairement plus pure ou plus saine que la plupart des eaux de robinet.» La firme Coca-Cola a dû retirer de Grande-



■■■ Bretagne son eau en bouteille Dasani parce qu'elle accusait un taux de bromate supérieur à la norme légale. On a trouvé du benzène dans la prestigieuse eau Perrier — du coup, son action a si fortement baissé que Nestlé a pu l'acheter! Les analyses prouvent que l'eau de Cincinnati (Ohio) contient moins de bactéries que l'eau en bouteille. Greenpeace et le WWF (World Wide Fund) reprochent aux eaux embouteillées leur empreinte écologique énorme – une bouteille en plastique, dans la nature, met 400 ans avant de disparaître sous l'action du soleil (UV et IR), des organismes vivants, de l'eau de mer, du degré d'acidité (pH) de l'eau...—comme elles leur reprochent l'énergie nécessaire à leur production et à leur transport. De plus, WWF note que la fabrication d'une bouteille en plastique demande un volume d'eau bien supérieur à celui qu'elle est appelée à contenir. Ce qui, face à la crise hydrique qui menace la planète, n'est absolument pas à encourager!

Ce type de critiques a conduit, en 2009, la ville de Bundanoon en Nouvelle Galle du Sud (Australie) à interdire la consommation d'eau en bouteille jetable. Elle propose des bouteilles réutilisables que l'on peut remplir gratuitement grâce à des dizaines de fontaines éparpillées dans la ville. Plus de 70 villes aux Etats-Unis, au Canada et en Grande-Bretagne ont emboîté le pas à Bundanoon et banni l'eau en bouteille dans leur juridiction. De même, un conseiller municipal de Cape Town, en Afrique du Sud, propose l'interdiction de ces eaux lors des réunions du Conseil municipal. Ces réunions consomment 21 000 bouteilles d'eau annuellement qui demandent 9 000 kg de pétrole lors de leur fabrication, laquelle libère 6 000 kg de gaz carbonique et contribue ainsi à l'effet de serre et au changement climatique. Enfin, depuis février 2012, l'administration du Parc national du Grand Canyon aux Etats-Unis a interdit la consommation d'eau en bouteille aux visiteurs du site.

Certains reprochent à l'eau de robinet le chlore (hypochlorite de sodium) utilisé pour la débarrasser des bactéries et des virus. Le chlore a sauvé des milliards de vies humaines. Pourtant, pour éliminer le chlore de l'eau potable, il suffit de garder l'eau dans une cruche la nuit pour la boire le lendemain. L'OMS admet 0,0005 à 0,0002 g/l de chlore. Il est vrai qu'avec certaines eaux chargées d'humus (organique), le chlore peut réagir et conduire à des composés carcinogènes probables (trihalométhanes notamment) mais leur concentration est si faible dans l'eau que les spécialistes estiment qu'il faut en boire plusieurs litres par jour,

durant 70 ans, pour souffrir d'un cancer! Mais l'hypochlorite de sodium demeure, pour les pays du Sud, la meilleure parade —et la moins chère—pour assainir convenablement l'eau de boisson et éviter choléra, gastroentérite, fièvre typhoïde et hépatite entre autres. Il est vrai cependant que l'eau en bouteille peut contenir moins de cuivre, de plomb... que l'eau de robinet. Mais tout dépend de l'état et du matériau des canalisations du réseau d'eau potable.

Situation préoccupante en Tunisie

Dans notre pays, les choses se compliquent car le transport de ces bouteilles et leur stockage soulèvent des inquiétudes. Les bouteilles sont souvent en plein air et exposées au soleil et à ses rayons.... sans que les autorités ou les consommateurs ne réagissent! Or, le plastique de la bouteille est un composé chimique complexe et, sous l'action de la chaleur et des rayons solaires ainsi que lors d'un long stockage, certaines réactions peuvent se produire et altérer la composition de la boisson.

Les éco-toxicologistes Martin Wagner et Jörg Oehlmann de l'Université Johann Wolfgang Goethe en Allemagne suspectent le plastique des bouteilles (PET, polyéthylène...) d'avoir un effet sur la reproduction animale (effet estrogène) mais les recherches ne sont pas encore en mesure de préciser les choses même si on constate que l'eau contenue dans des bouteilles en verre est bien moins estrogène que celles en plastique. Dans un communiqué en date du 18 mars 2009, l'Institut allemand pour l'évaluation des risques (BfR), quant à lui, juge que ces résultats ne permettent pas de conclure et demande plus d'investigations sur la délicate question des perturbateurs endocriniens dans les eaux embouteillées. De même, les chercheurs de l'Institut de géochimie environnementale de l'Université de Heidelberg, en Allemagne, ont mesuré, en 2006, la teneur en antimoine de 15 marques d'eau embouteillée canadiennes et 48 marques européennes. Ils y ont découvert des teneurs en cet élément lourd de l'ordre de 100 fois la concentration moyenne de l'eau souterraine non contaminée—qui est généralement de l'ordre de 2ppt (partie par trillion).

De nos jours, l'eau est vendue dans des bouteilles en polyéthylène téréphthalate (PET). Les chimistes utilisent, pour produire ce polymère, un catalyseur : le trioxide d'antimoine. Il en résulte qu'un kg de PET va renfermer quelques milligrammes d'antimoine. Dans la nature, l'abondance naturelle d'antimoine est de l'ordre d'un milligramme par kg de roche ou de sol. Les analystes allemands ont trouvé jusqu'à 550 ppt dans l'eau conservée dans du PET. Même de l'eau dé-ionisée, très purifiée, peut accuser 160 ppt d'antimoine dès lors que son contenant est en PET. Ces chercheurs constatent aussi que «plus longtemps l'eau demeure en contact avec le PET, plus sa teneur en antimoine est forte.» Le stockage de la bouteille au réfrigérateur n'empêche nullement le passage de l'antimoine dans l'eau.

Pour être parfaitement sûr que l'antimoine provient de la bouteille en PET, William Shotyk et ses collègues de Heidelberg ont fait un prélèvement directement à la source utilisée par une firme allemande d'eau minérale. Ils y trouvent une concentration de 4 ppt d'antimoine. Cependant, l'eau de la même firme, achetée au supermarché local, accuse 360 ppt et Shotyk de préciser : «La même marque d'eau, achetée trois mois auparavant mais gardée dans mon bureau, révèle une concentration de 630 ppt d'antimoine.» Ces teneurs sont cependant bien inférieures aux normes légales: 2ppb (partie par milliard) au Japon, 5 ppb en Europe et 6 ppb au Canada et aux Etats-Unis. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) considère qu'une concentration de 20 ppb d'antimoine est sans danger. L'Agence américaine de l'environnement classe l'antimoine comme un possible agent carcinogène et l'a inscrit dans la liste des *«polluants prioritaires»*. L'antimoine est connu depuis les temps anciens. Sa consommation a considérablement augmenté au début des années 1970 quand cet élément a servi dans les retardateurs de flammes. On le trouve aussi dans les écrans de télévision, les moniteurs d'ordinateur, les pigments, les stabilisants, les munitions, les revêtements de freins, les batteries au plomb et les soudures. Ce qui explique aujourd'hui sa présence dans le milieu et même dans les glaces polaires. Le fait le plus saillant est que l'eau en bouteille de PET contient bien plus d'antimoine que l'eau de robinet.

Quelles en sont les retombées pour la santé ?

Comme la science n'a pas de réponse pour le moment, il faut faire appel au principe de précaution. Pour préserver notre santé, celle de nos enfants et celle de l'environnement tunisien... qui n'en peut plus de toutes les agressions qui lui sont faites et de tout le plastique dont on le gave!

M.L.B.





ans de garantie

تغرشيكة على الكيف المنديال، رمضان، و الصيف

Midea Air Conditioner

Climatiseur Midea

Mode Turbo: Avec cette fonction, le climatiseur maximise la production d'air chaud ou froid, ce qui permet de refroidir ou de chauffer rapidement.

Compresseur Le compresseur maintient d'une manière continue et efficace une capacité de refroidissement ou de chauffage, même dans les climats les plus sévères. Le compresseur des climatiseurs MIDEA a une durée de vie de plus de 12 ans et garde tout au long de son cycle de vie un rendement et une consommation plus ou moins stable.

Afficheur V-LED: Le panneau de commande de l'unité intérieur adopte un écran LCD.











Hakim Ben Hammouda entend réenchanter le développement



Economiste de renom, Hakim Ben Hammouda est l'auteur d'une trentaine d'ouvrages, publiés pour la plupart à Paris. Juste avant de prendre en charge le ministère de l'Economie et des Finances, l'ancien conseiller spécial du président de la Banque africaine de développement (BAD), Dr Donald Kaberuka, il a eu le loisir de promener sa réflexion sur la problématique du savoir et son réenchantement sur le développement. Il en tirera une série de trois tomes qu'il est décidé à publier, cette fois-ci, en Tunisie. Le premier ouvrage qui portera le titre de «Pour une poétique du savoir sur le développement», paraîtra aux éditions Arabesques sous la direction de Moncef Chebbi.

Bonnes feuilles

Le savoir sur le développement se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins : où il continue dans la voie ouverte depuis deux décennies en poursuivant sa fragmentation dans des disciplines renfermées sur elle-même au risque de sa marginalisation où il réhabilite la tradition des origines en renouvelant les bases du dialogue avec les autres disciplines des sciences sociales. Le choix est donc entre la poursuite du désenchantement ou l'ouverture d'une nouvelle page dans l'histoire de cette discipline en lui proposant de renforcer l'écoute poétique et le dialogue avec les autres champs du savoir.

L'ambition de ce projet est de contribuer au renouvellement de la réflexion sur l'économie du développement et le savoir sur les sociétés de la marge. Dans ce cadre, nous suggérons que la sortie de l'impasse actuelle du savoir sur le développement passe par son réenchantement. Nous faisons l'hypothèse que le réenchantement et le renouvellement de la réflexion sur le développement doivent s'opérer dans trois directions. La première est d'ordre théorique et suggère que le réechantement du savoir sur le développement passe par le rejet de la fragmentation en cours et la nécessité d'une plus grande ouverture et d'un plus grand échange entre les différentes disciplines et les champs du savoir. Cette ouverture se justifie par la pluralité et la

complexité de l'expérience humaine, notamment dans les pays du Sud où l'interpénétration des différentes sphères de l'expérience sociale est marquée. Ce nouveau savoir doit esquiver le regard unidimensionnel et opérer une plus grande ouverture sur d'autres champs dont l'histoire, la philosophie, la politique et les études culturelles afin de rendre compte de la complexité et de la diversité et parfois de l'énigme et du mystère dans l'expérience de l'humain.

La seconde direction dans le réenchantement du savoir sur le développement est d'ordre politique et doit s'attaquer aux stratégies et aux politiques du développement à mettre en place dans le Sud. A ce niveau, une question majeure se pose et concerne le contenu du développement à l'aube du 21ème siècle. Doit-il se limiter à une extension à la marge et à une imitation du modèle de la modernité occidentale? Y a-t-il une seule voie d'accès au temps du monde ou une pluralité de voies? Le projet de réenchanter le développement doit chercher à apporter des éléments de réponse à ces questionnements majeurs. A ce niveau, notre projet doit inscrire la question des politiques dans cette réflexion générale sur l'ouverture de l'universel de la modernité occidentale et les mélanges et les échanges en cours afin de construire un universel commun ouvert sur l'hybridité et les fusions de notre temps. En même temps, le débat sur les politiques doit rompre avec l'hypothèse de ■■■



Efficacité prouvée pour tout type de transport





Tunis: Parc Industriel de Ben Arous GP1 km 5,5 BP 211 2013 Ben Arous - Tunisie

Tél.: (+216) 71 388 100 / Fax: (+216) 71 388 050

Succursale Sousse: Route de Tunis km 132,5 4022 Akouda - Sousse - Tunisie

Tél.: (+216) 73 309 309 / Fax: (+216) 73 309 999

Succursale Gabès: Route de Tunis km 0,5 BP 31 - 6001 Hached Gabes

Tél: (+216) 75 273 044 / Fax: (+216) 75 274 151



www.sotudis.com.tn

THE l'unicité des voies d'accès à l'universel et ouvrir le débat sur la pluralité des chemins. Cela suppose que les politiques doivent prendre en charge les expériences et ouvrir un espace d'inventivité et d'expérimentation sociale.

Enfin, la troisième direction de ce projet de réenchantement des sciences sociales est d'ordre méthodologique. Comme nous l'avons souligné, nous considérons que l'usage des méthodes quantitatives apporte une plus grande rigueur à l'analyse des sociétés en développement. Mais, en même temps, nous considérons qu'il est nécessaire que ces outils d'analyse puissent prendre en compte l'indétermination, la complexité et parfois le chaos qui sont au cœur des dynamiques sociales dans les pays en développement.

Cet essai s'inscrit dans un projet global de renouvellement de la réflexion et de l'analyse des sociétés en développement. Nous chercherons à contribuer à cet effort et à ces tentatives de réenchanter le savoir sur le développement. Cette réflexion s'opèrera dans trois directions : théorique, politique et méthodologique. Cette réflexion s'articulera autour de trois volumes. Chaque volume s'attachera à revisiter l'une des trois dimensions.

Ce premier volume intitulé *Pour une poétique du savoir sur le développement* s'attaque à la première dimension de ce projet de renouvellement du savoir sur le développement. Il cherche à reconstruire l'histoire de ce savoir et à la situer dans l'histoire générale de notre monde et particulièrement dans le mouvement ouvert depuis les Lumières et la modernité pour construire des savoirs qui prennent l'homme pour objet de leurs réflexions et de leurs analyses. Après avoir examiné de manière critique la trajectoire historique du savoir sur le développement et sa fragmentation ainsi que l'émergence d'une quête de scientificité, il suggère la construction d'une nouvelle poétique du savoir afin de sortir de l'impasse actuelle».



Le rossignol de la radio

Adel Youssef

L'histoire de la radio tunisienne fourmille de voix immortelles, tels Abdelaziz Laroui, Abdelaziz Riahi, Mohamed Maherzi, Ahmed Laamouri, Tahar Mbarek, Brahim Mahouachi et beaucoup d'autres... Adel Youssef, lui, a un statut à part.



on histoire personnelle est non seulement atypique mais relevant de l'allégorie tant l'homme a connu une trajectoire digne d'un scénario égyptien. Cela coule même de source puisque ce speaker, animateur et producteur est originaire du pays du Nil ayant vécu une enfance particulièrement perturbée, une jeunesse très animée entre Alexandrie, la Libye et Tunis. C'est finalement à Tunis qu'il s'installa définitivement en 1959. La suite est une belle carrière à la Radio tunisienne qu'il a honorée de sa voix, de sa gentillesse et de son humilité, devenant l'un de ses principaux

emblèmes. Adel Youssef est né à Alexandrie le 29 décembre 1939. Son père, Awadh Abdellatif Ali, est originaire d'Essaid, le Haut Nil; sa mère est tunisienne, fille de Mokhtar Ayari, bras droit du syndicaliste Mohamed Ali Hammi. Première dure épreuve : l'enfant perd sa mère à l'âge de six mois. Son père est affligé et souhaite s'expatrier à Tunis pour y mourir par attachement et fidélité à la défunte. Les incertitudes commencent alors à peser sur la vie du môme et c'est son grand-père qui l'entoure d'une affection particulière pour le protéger contre les aléas de la vie. Sa scolarité à Alexandrie est globalement bien menée

malgré les effets de l'orphelinat, surtout quand il observe avec frustration la tendresse reçue de ses collègues de la part de leurs mères quand elles les accompagnent sur le chemin de l'école.

A douze ans, il parvient à partir pour la Tunisie en s'accolant aux pèlerins tunisiens de retour des Lieux saints par la voie terrestre. C'est sa première aventure qui lui offre un rôle à la radio avec le concours de son oncle pour les besoins d'un scénario, son accent égyptien et son éveil ayant plaidé en sa faveur. Mais l'expérience est très éphémère malgré une seconde chance qui se présente à l'âge de dix-sept ans en Egypte et qui lui fait découvrir le monde des arts: Tahia Kariouka, Ibrahim Hamouda, Kamel Baraket...A Alexandrie, il est déterminé à poursuivre ses études tout en mettant en filigrane un projet qui lui tient à cœur : revenir à Tunis. En 1956, il écrit à Nasser pour lui exprimer son admiration pour le nationalisme arabe tout en lui demandant par ricochet de lui faciliter l'obtention d'un passeport. Peine perdue! La persévérance aux études devient alors son seul refuge et une passerelle de salut, sans qu'il élimine de son esprit son rêve : s'installer à Tunis.

En 1959, le bac en poche, il commence à guetter la première opportunité pour faire le périple tant souhaité. Sans titre de voyage, il lorgne du côté des Tunisiens dont Mohamed Badra, diplomate en poste en Libye. S'organise alors une aventure qui durera un mois. Il part à bord d'un camion revenant à Benghazi après l'export de moutons de Libye vers l'Egypte à l'occasion de l'Aïd El Kébir. Avec cinq cents livres offertes par Mohamed Badra, les chances d'arriver à Tunis sont sérieuses. Adel Youssef vit alors toutes les sensations d'un Arabe passant d'une configuration sociale à une autre, d'un dialecte à un autre et d'un régime politique à un autre. Il n'en a pour le moment cure, son esprit est focalisé sur son objectif : Tunis. Son périple le conduit à bon port et lui ouvre une nouvelle vie. Il a vingt ans, des rêves d'enfance à réaliser et une aspiration qui le passionne au-dessus de tout. «Celui qui se perd dans sa passion a moins perdu que celui qui a perdu sa passion», disait Alexandre Jardin.

Ses débuts à la radio tunisienne sont timides, cela va de soi. Il est enrôlé comme aide speaker, ou speaker en formation. Sa rémunération est à la pièce sous forme de cachet. Ce n'est



pas le plus important pourvu qu'il s'accroche. Trois ans s'écoulent dans cette formule qui lui permet de réaliser trois rêves: s'adapter à la culture tunisienne, se familiariser avec le milieu professionnel et apprendre un métier sur le tas. Il découvre alors les ténors de la radio. D'abord Abdelaziz Laroui, le géant, avec qui un souvenir impérissable sera retenu : alors que Laroui enregistrait son samar, il a été surpris par la présence d'un intrus à la régie, ce qui le mit hors de lui, ne voulant pas que la virginité de son émission soit efflorée par quiconque, la primauté étant réservée aux auditeurs. L'intrus, c'était Adel Youssef. Il y avait également Tahar Mebarak, Mohamed Maherzi, Malika Ben Khamsa, Zoubeida Bchir, etc. Leurs productions constituent un repère et leurs talents une indication qu'il faut briguer. Ce n'est qu'en 1962 qu'on lui accorde le direct. Il est prêt, justifie la confiance placée en lui et la chance qu'on lui a accordée. Son parcours est donc lancé pour un bail qui durera plus de quarante ans.

Les auditeurs de la radio nationale se familiarisent rapidement avec cette nouvelle voix égyptienne de souche mais convertie au tempo tunisien. Adel Youssef doit souffrir le martyre devant la prononciation de son nom: Adel Iwadh au lieu de Awadh. Il tranche la question en optant d'abord pour le patronyme de son grand-père, devenant Adel Abdellatif.

Et c'est finalement son admiration pour le speaker égyptien Abdelwaheb Youssef qui le dirige vers une appropriation de ce nom. Il se fraie un chemin et grâce à sa politesse, son sérieux et son humour inné d'Egyptien, il cumule les amitiés, les sympathies et le respect. Ses débuts avec une émission mêlant poésie et chansons après les informations de 14h le mettent en pole position, s'agissant d'une heure de grande écoute. Les échos sont favorables, voire flatteurs. Le plus jeune speaker de la radio tunisienne obtient une promotion: il animera une émission en direct pendant tout le mois de Ramadan en alternance avec Abdelaziz Riahi. Une heure avant la rupture du jeûne, il présente un cocktail de spiritualités, de psalmodies et de chants religieux, tout en agrémentant le tout par du Hadith et des sagesses islamiques. C'est le « Salut du crépuscule» (tahiattou el ghouroub). En 1964, l'alternance cesse à la faveur d'une décision de Mzali, directeur général, mécontent d'une défaillance involontaire de Riahi. Sa voix suave et son élocution rythmée et maîtrisée, ainsi qu'un timbre nouveau le distinguent de tous les autres préposés à l'antenne.

La carrière de Adel Youssef est donc sur les rails et le parterre d'artistes qui sillonnent la radio lui inspire d'autres ambitions. En croisant régulièrement Ali Riahi, Hédi Jouini, Mohamed Triki, Mohamed Jamoussi, Naama, Oulaya, etc., il ne peut rester insensible à l'art et au raffinement. Il lui échoit alors le privilège d'ouvrir les émissions radiophoniques dès 6 heures, ce qui l'a astreint à un mode de vie conséquent. Mais il lui arrivait de se réveiller de justesse avec l'aide des huissiers de la radio accourus pour éviter un flop. Adel Youssef se souvient même des arrivées au studio en pyjama, quelques aventures en sus avec les agents de sécurité néophytes et médusés par ce qui leur semblait comme un badaud impromptu.

La télévision, démarrée en mai 1966, lui ouvre ses bras mais Adel Youssef ne mord pas à l'hameçon en raison d'une prétention excessive qu'il reconnaîtra beaucoup plus tard avec beaucoup d'humour et de dépit. Il s'exerce aussi à la chanson pour les besoins d'un générique d'une dramatique La grande *miséricorde*, texte de Mustapha Abderrahmane et composition de Hédi Jouini, une expérience sans lendemain. Il produit et présente plusieurs émissions «Voyage sans passeport», «Sur la plage», «Un homme de mon peuple», «Une ville de mon pays». Il coopère régulièrement avec les différents services de la radio sans toutefois s'impliquer dans des émissions politiques, faute de «compétence». Il lui est revenu aussi de lire des textes littéraires pour les valoriser davantage grâce à sa diction et son timbre. Son émission du mois Saint change de dénomination, devenant «Ramadan miliou kouloubina» puis «Ramadan karim».

C'est le rendez-vous rituel et la chasse gardée de Adel Youssef jusqu'à son départ à la retraite en 2005, qui a coïncidé avec une longue maladie. Ce sont Moez Gharbi et Walid Tlili qui assurent avec réussite la continuité de cet ogre de la radio. Il effectue un court comeback huit ans plus tard, histoire de répondre à un public nostalgique et fidèle. Tous ceux qui l'ont connu ou côtoyé lui reconnaissent des valeurs humaines et professionnelles de premier ordre. C'est ce qui lui a rapporté le respect, la considération et beaucoup d'admiration. Marié à une Tunisienne depuis 1966, trois ans après le contrat de mariage, Adel Youssef se contente aujourd'hui de vivre le statut d'époux, de père et de grand-père dans la sérénité et le bonheur, quand l'actualité en Tunisie, et accessoirement en Egypte, lui en offre la possibilité.

Mohamed Kilani



Il y a 63 ans, la guerre de Bizerte

Le témoignage du général Elkateb



Le 6 juillet 1961, le lieutenant Saïd Elkateb débarque avec sa compagnie (85 hommes) à la station ferroviaire de Sidi Ahmed à proximité de la base aérienne. Il est surpris d'y trouver un chantier où des chômeurs s'apprêtent à creuser des tranchées à la limite des barbelés français «sans aucune idée de manœuvre». Le commandant Kortas, chef de la garnison de Bizerte qui vient lui rendre visite, se garde de lui préciser l'objet de sa mission. 50 an plus tard, Saïd Elkateb est «persuadé qu'il l'ignorait lui-même». Le 19 juillet, le sousofficier chargé du poste liaison radio avec l'état-major lui remet le message suivant : «Interdire par le feu, si nécessaire, tout survol, décollage ou atterrissage à la base de Sidi Ahmed». Surpris, il demande confirmation. La réponse ne tardera pas à venir : «Confirmé. Exécution. Stop et fin». La guerre de Bizerte vient de commencer. Le général Said Elkateb, l'un des principaux acteurs de cette guerre, nous livre ici son témoignage

Le 19 juillet 1961, la tension était à son comble : électrisée et explosive

Vers 14h, le sous-officier chargé du poste liaison radio avec notre état-major (ETAT) me présente le message suivant : «Interdire par le feu, si nécessaire, tout survol, décollage ou atterrissage à la base de Sidi Ahmed».

Surpris, et pris de panique je ne savais plus quoi faire! Pour me calmer et me montrer digne, j'ai cru avoir eu l'astucieuse idée de demander à l'EMAT (Etat-major de l'armée de terre) confirmation de ce message, tout en priant le Bon Dieu, en mon for intérieur, de l'annuler! Il était de bien mauvais augure. En attendant la réponse, il me fallait me reprendre, me montrer digne devant mes subordonnés et faire face à mes nouvelles et écrasantes responsabilités. On allait peut-être déclencher la guerre avec la France.

J'ai appelé donc mes deux chefs de section pour leur annoncer la bonne nouvelle et leur donner l'ordre de se préparer à exécuter notre plan de combat préparé les jours précédents. Et comme un malheur n'arrive jamais seul, la réponse, cinglante, ne tarda pas à venir : «Mission objet message N°...-Confirmée. Exécution. Stop et fin». Il n'est plus question maintenant de tergiverser, d'hésiter et encore moins de murmurer. Le ton sec de cette confirmation ne me laissait plus aucun doute sur l'intention de mes supérieurs, et m'a rappelé le fameux premier article du règlement français, de discipline générale, que nous avons appris depuis 1956 à Saint-Cyr (Exécution de l'ordre, sans hésitation ni murmure). Ainsi on s'est trouvé face à un mur en béton contre lequel on allait s'écraser.

C'était le ciel qui nous tombait sur la tête. Sous la contrainte, je sonne le branle-bas de combat qui nous laissait présager une vraie catastrophe. C'était sans tambour ni trompette évidemment. C'était dans un silence sourd car on était loin de ces charges héroïques menées par la cavalerie des temps révolus qui excitait mon imagination de jeune officier de cavalerie.

Tout ce branle-bas consistait principalement à:

a - Mettre en place les fusils mitrailleurs (FM), dont un dans l'axe de la piste principale d'envol à 10m des barbelés français.



b - Mettre en place les mortiers dans leur emplacement de tir sans retirer les tentes pour ne pas les dévoiler.

c - Compléter et parfaire l'organisation du terrain.

Vers 17h, un premier avion Nord 2501 de transport et de largage français a réussi à atterrir très loin à l'est de la base sans être remarqué. Il roula sur la piste principale est-ouest et vint sur nous face à la pièce FM installée dans l'axe de la piste, où je me tenais embusqué. Arrivé à distance de tir, je donne l'ordre, à plusieurs reprises, d'ouvrir le feu. Je ne vois rien venir! Rien! Les soldats qui n'ont pas connu encore le baptême du feu, comme paralysés, n'arrivaient pas à maîtriser la peur qui les dominait et appuyer sur la détente. Excédé, je prends alors, moi-même, le FM et déclenche un tir nourri sur l'avion qui continuait de rouler vers nous. Je voyais les gerbes traçantes pénétrer dans le cockpit et l'avion sortir de la piste et tomber dans le fossé de protection du bas-côté.

Par cette tentative d'atterrissage ratée, les Français ont certainement cherché à tester le degré de notre vigilance et sonder notre capacité de réaction. Ils se sont très vite rendu compte qu'on était bien là et capables de faire mal.

Ils ont dû regretter de nous avoir sous-estimés. Encouragés par mon initiative et comme libérés, les soldats ont déclenché le tir d'une façon anarchique. D'un excès à l'autre! Devant cet échec cuisant, les autres avions qui amenaient les régiments paras, annoncés en renfort, n'ont plus cherché à atterrir; ils ont survolé la base et largué personnels et équipements. C'était une véritable invasion venue du ciel. Déchaînés, nos tirs sont devenus difficilement contrôlables, d'où une consommation des munitions sans modération.

- Cette situation, devenue très vite critique, a dû rappeler aux Français la mésaventure de leurs anciens à Diên Biên Phu au Vietnam (topo des lieux et encerclement dans la cuvette formée par le lac de Bizerte et les hauteurs environnantes).
- Pour protéger cette opération de largage, plusieurs avions de chasse Corsair et Mistral, partis de la base ou du porte-avions Arromanches, qui croisait au large du Cap Blanc, sont venus nous harceler pour faire cesser nos tirs qui ont dû faire beaucoup de dégâts. On a observé plusieurs ambulances aller et venir pour ramasser, peut-être, morts et blessés parmi les paras cloués par terre et éparpillés sur toute la base.
- Entretemps, un canon antichar de 17 Pounder et une mit. de 50 ont regagné ma compagnie de 4 canons de 105 du régiment d'artillerie du Commandant Bejaoui qui devait regagner Bizerte, juste devant les portes de la base! Ma compagnie était alors en plein accrochage avec l'aviation ennemie.
- Très occupé (il y avait de quoi), je n'ai pu tirer profit que du canon antichar. C'était une vraie aubaine. Je l'ai chargé d'achever l'avion Nord Atlas stoppé par nos armes légères. Mission accomplie rapidement et sans hésitation ni murmure. L'avion a été pulvérisé d'un seul obus perforant.

Les «Nord 2501 » qui procédaient au largage des paras volaient assez bas pour nous présenter des cibles idéales mais il était trop tard pour pouvoir utiliser la mit. de 50.



- A la tombée de la nuit, un calme précaire s'est installé. Profitant de cette accalmie, je suis allé inspecter mes hommes dans les tranchées et vérifier s'il y avait des morts et des blessés.
- J'étais surpris, mais heureux, de constater qu'il n'y avait rien à signaler. « Miracle », pas un blessé.

Est-ce grâce aux tranchées et autres postes de combat assez profonds et bien aménagés? Toujours est-il que les consignes du Cdt Kortas concernant l'organisation du terrain se sont avérées bien précieuses, voire vitales. Elles restent d'ailleurs immuables.

• Vers 20h, alors que j'étais en pleine évaluation de situation, je reçois la visite du lieutenant Boujallabia, camarade de promotion, chargé du renseignement au 5ème Bataillon. Il n'est arrivé jusqu'à moi qu'avec beaucoup de difficultés. Il était venu aux nouvelles et m'a demandé mes besoins, après cette dure et longue journée. J'ai demandé, seulement, le remplacement des munitions de petits calibres consommées sans modération l'après-midi. Aussi lui ai-je expliqué, rapidement, mes intentions pour la suite des événements et principalement les tirs planifiés des mortiers de 81 mm.

A signaler que j'attendais toujours les munitions commandées. Depuis 50 ans déjà. C'était normal! La logistique ne suivait pas, la situation ayant échappé à tout contrôle dès le début de l'engagement.

Le lieutenant Boujallabia parti, et le calme revenu, il fallait reprendre la situation en main et arrêter la conduite à tenir pour faire face à la suite des événements.

Voilà ce qui a été précisé aux deux chefs de section :

1- Pointer les appareils de pointage des mortiers sur les objectifs correspondants.

- **2-** Préparer les obus avec les charges et les fusées correspondantes (40 par pièce)
- 3 Le jeudi 20/07/1961 à 4h, retirer les tentes qui cachent les mortiers, et sur ordre seulement, déclencher les tirs préparés.
- 4 Sur ordre se retirer, par équipes, et rejoindre la ferme située au sud-ouest de la gare, à 2 500m, le long de la voie ferrée. Direction Tinja-Menzel Bourguiba. RDV à la ferme à 18h.
- La nuit du 19 au 20/07/1961 a été bien courte. On s'est attaché à driller les servants des mortiers et à expliquer les détails de l'exfiltration.
- Le jeudi 20/07/1961 à 4h exactement: déclenchement simultané des tirs des 4 pièces: 160 obus en 15 minutes/40 par pièce.
- Avant d'avoir eu le temps de donner l'ordre de retrait, le tir de contre-batterie, attendu, s'est abattu sur notre position, nous a cloués dans les tranchées et nous a empêchés de nous retirer en ordre
- J'ai alors donné l'ordre de se retirer, individuellement, et rejoindre la ferme, notre premier point de ralliement. Il n'était plus question de ramener les mortiers et la jeep-radio.
- L'aviation, dès les premières lueurs du jour, s'est aussi mise de la partie par roquettes, canons et bombes de 500 livres. Sous les tirs nourris de l'ennemi et malgré notre insistance, beaucoup,

se croyant en sécurité, ont préféré ne pas quitter les tranchées. Ils

ont eu tort; car cela leur a été fatal.

Une trentaine de soldats ont été tués et une autre trentaine faits prisonniers. Ceux-là se sont battus avec acharnement jusqu'à épuisement des dernières munitions et aussi sous l'effet des bombes de 250 kg et 83 obus de 105. Autocritique : il aurait fallu déclencher les tirs de mortiers à 2h pour pouvoir se retirer en ordre avant le jour (manque d'expérience). Moi-même, j'ai quitté ma position vers 4h45, j'ai rejoint la ferme vers 18h. J'y ai trouvé une vingtaine de rescapés. Nous avons mis, individuellement, 12heures en moyenne pour parcourir les 2 500m. Pendant toute une journée, on a joué au chat et à la souris avec avions et hélicos français qui avaient pris l'air dès le lever du jour pour nous barrer la retraite.

Le 20/07/1961 vers 20h, ne voyant plus personne arriver à la ferme, j'ai divisé l'ensemble en 4 équipes et leur ai donné les directives suivantes : Prochain point de ralliement : poste de police de Tinja. Suivre les rails. Possibilité de rencontrer l'ennemi sur points de passage obligés (ponts). Eviter l'accrochage, RDV à Tinja le 21/7/1961 à 1h du matin. A la tombée de la nuit, j'ai lâché les équipes l'une après l'autre avec 15 minutes d'intervalle. Vers 21h, j'ai quitté la ferme avec la dernière équipe. Après avoir contourné plusieurs points qui nous semblaient suspects, toutes les équipes ont rejoint Tinja. J'étais le dernier à y arriver avec mon équipe. Il était 1h du matin. De là j'ai contacté, par téléphone, le général Tabib, chef d'EMAT, et lui ai rendu compte de la situation.

Surpris, il ne pouvait croire que j'étais encore vivant, avec 25 hommes. Pour le commandement, et pour ma famille, j'étais porté disparu. J'ai perdu tout contact avec le commandement après le départ du lieutenant Boujallabia le 19/07/1961 vers 21h.



Visons haut... Voyons GRAND!



Jawhara FM change de locaux

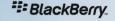
∩ Sousse - Hammamet - Zaghouan 102.5 Mhz

Monastir - Mahdia - Nord de SFax 89.4 Mhz













■■■ Les tirs de ma compagnie sur la base et les tirs de contrebatterie ennemis ainsi que l'action de l'aviation ont été observés de l'autre côté du lac (Menzel Abderrahmane). Leur intensité ne laissait aucun espoir d'avoir des survivants à la gare de Sidi Ahmed. Revenu à la réalité, le général Tabib m'ordonna de rejoindre Tunis au plus vite afin de reconstituer (déjà) une nouvelle section de mortiers pour un éventuel nouvel emploi. On craignait une action de l'armée française sur Tunis. Le lendemain matin, embarqué avec les hommes, dans le dernier train partant de Tinja, nous sommes arrivés à Tunis vers 11h. Les hommes ont été dirigés vers l'Escadron mixte, notre unité mère, et moi-même vers l'EMAT pour un compte rendu détaillé de la situation. De là j'ai contacté ma famille pour la rassurer. Le lendemain, après une nuit à la maison, de retour à mon corps d'origine, on m'a chargé de reconstituer la compagnie et de la préparer pour participer à la protection de Tunis.

Le 22 juillet 1961 : rebelote!

Il fallait tout de suite:

- Trouver, rapidement, du personnel susceptible d'assimiler facilement les fonctions de servants mortiers de 81mm.
- Accélérer la formation des servants et de la section.
- Le champ de Lambily à Bab Saadoun, actuellement Meftah Saadallah, a vu pour la deuxième fois en 6 mois cette compagnie, réduite de 2/3, revenir pour se reconstituer, s'entraîner et préparer une deuxième rencontre éventuelle avec l'ennemi. Mais le cessez-le-feu, décrété le 23/07/1961, en a décidé autrement.

Il ne nous a pas permis d'affronter une deuxième fois l'ennemi avec l'avantage d'avoir subi déjà le baptême du feu, quelques jours seulement auparavant. On avait plus confiance en nous.

Bilan des pertes de la compagnie : effectif au départ, 85 hommes environ.

- 1/3 a pu regagner le poste de Tinja avec moi.
- 1/3 a été tué par les tirs de contre-batterie et de l'aviation le 20/07/1961.
- 1/3 fait prisonnier le même jour. Les Français ont reconnu leur résistance acharnée avant de se rendre. Faute de munitions. Ils n'ont pas été ravitaillés.
- Un seul sous-officier qui n'a pu rejoindre le premier point de ralliement (la ferme) a dû, égaré, rejoindre seul les lignes amies. Pas un seul déserteur.
- La gare de Sidi Ahmed et les énormes eucalyptus, âgés de plusieurs décennies, ont été rasés complètement.
- Les deux lignes de chemin de fer détruites totalement.

G - Comment l'état-major tunisien a-t-il géré la crise transformée en tragédie ?

Par cette tentative ultime de libérer notre pays du joug du colonialisme, la partie tunisienne détenait l'initiative du moment du déclenchement des hostilités. Quant au lieu, il était bien connu. Il s'agissait de la Base stratégique de Bizerte. C'était une chance inespérée et un avantage énorme, pour affronter un ennemi militairement beaucoup plus fort. L'effet de surprise est toujours capital. Il vous donne l'initiative de décider de l'heure, de la date et du lieu précis du déclenchement des hostilités. Cet avantage a été tout simplement négligé. En exploitant cet avantage :

- On aurait dû concevoir une action politique du gouvernement, soutenue par une action militaire appropriée, basée sur une idée de manœuvre planifiée et adaptée à nos moyens modestes, voire négligeables, et particulièrement aux moyens écrasants de notre adversaire d'alors.
- Notre action aurait dû être dosée suivant les réactions de cet ennemi. C'est l'inverse qui s'est passé.

Une analyse de la situation géostratégique du moment et une préparation minutieuse de la manœuvre nous auraient permis de:

- Ne pas nous lancer dans la bataille tête en avant sans la moindre idée de manœuvre.
- Ne pas agir dans la précipitation et l'improvisation comme cela a été le cas du début à la fin.
- Ne pas prendre des décisions de conduite contre tout bon sens (cas du groupe d'artillerie).
- Ne pas jeter des unités dans la bataille d'une façon irréfléchie et sans la moindre directive comme cela a été mon cas à Sidi Ahmed et celui du régiment d'artillerie, sacrifié devant les portes mêmes de l'ennemi (ENI).
- Eviter des pertes insupportables en personnel et en matériel (jeunesse destourienne massacrée, militaires sacrifiés et matériel précieux détruit bêtement).

Une action mieux préparée puis bien menée aurait pu au moins limiter les dégâts :

- Il fallait tout particulièrement éviter toute confrontation directe avec l'armée française, de loin mieux équipée, mieux instruite et surtout plus aguerrie.
- Il fallait éviter de déclencher une guerre classique et opter pour des actions de harcèlement plus faciles à soutenir dans la durée et adaptables à toutes les situations.
- Il fallait aussi tenir compte du caractère hautain et susceptible du général de Gaulle, le président français, et de sa perception de la grandeur de la France qui perdait de la hauteur sur la scène internationale et qui se trouvait coincé entre le marteau (la guerre en Algérie) et l'enchume (les généraux félons d'Alger).
- Il était donc condamné à réagir (vite et fort), surtout qu'il avait en face un autre caractère aussi fier et opiniâtre, celui du président Bourguiba, acculé lui aussi à faire un coup d'éclat.
- Par ailleurs, soyons réalistes! Est-ce que la Tunisie, indépendante depuis 5 ans seulement, après 80 ans de colonisation, avec des institutions encore fragiles et une armée encore mal organisée, mal équipée et mal instruite, pouvait soutenir une guerre classique contre une des 5 premières armées du monde? Bien sûr que non.

Saïd Elkateb

Insaf Karoui

De la danse à la fabrication des chaussures...de danse

Insaf Karoui n'est pas peu fière de nous montrer la collection de chaussures qu'elle vient de fabriquer de ses petites mains. Elles sont à première vue des chaussures de femmes tendance tout à fait en phase avec la mode. De belles chaussures et en plus bien finies.



aisce sont des chaussures
d'un type particulier, des
chaussures de danse, ditelle à son auditoire
médusé. Eh oui, le
parcours de Mme Insaf Karoui est bien
particulier. On dit de certains métiers qu'il
mènent à tout à condition d'en sortir. Pour
elle, c'est son loisir, la danse, qui l'a menée à la fabrication quasi artisanale

(handmade, nous dit-elle) des chaussures...de danse. Férue de danse latine, essentiellement la salsa mais aussi le tango, elle a remarqué que ses copains et copines de danse portaient des chaussures peu adaptées à leur loisir, pourtant il s'agit d'un accessoire essentiel. A peine s'ils chaussaient ces espadrilles de genre «gazelle». Mais si de telles savates sont permises aux entraînements ou aux leçons de danse, ce n'est pas le cas au cours des soirées dédiées à la danse où il faut être sur son trente et un.

Participant avec ses amis à un meeting de danse (c'est comme ça qu'on appelle la virée de tout un week-end dans un hôtel quelque part dans le monde où la danse est pratiquée jusqu'à une heure tardive de la nuit et où tout ce qui a trait à la danse est présent) à Bratislava, la capitale de la Slovaquie, elle a remarqué qu'il y avait des stands de chaussures, de grandes marques italiennes ou de fabrication chinoise. Ces chaussures étaient très chères jusqu'à 200 euros, c'est-à-dire 450 dinars. Artiste dans l'âme, Mme Insaf Karoui a eu le déclic à ce moment-là. Et si elle se mettait à fabriquer ces fameuses chaussures? Avec sa voix douce, elle nous explique que même si elles ressemblent à première vue aux autres chaussures, elles ne le sont pas tout à fait. Car c'est au niveau de la semelle que la différence s'opère puisqu'il faut du daim suède qui puisse adhérer aux pistes de danse sans les abîmer. Il faut aussi que les talons soient un peu larges car c'est le point d'appui principal de la danseuse ou du danseur. Dans les danses latines, le danseur fait tournoyer sa partenaire et la tire brusquement vers lui. Il faut des chaussures appropriées à cette fin. Elle dit qu'elle a été beaucoup encouragée par ses professeurs, le couple Farès Soltani-Katy Khadija. Quand elle parle d'eux, ses yeux brillent de reconnaissance et son minois se fait encore plus avenant.

Tunisienne dans l'âme, un mélange détonant de douceur et de détermination, elle prend son bâton de pèlerin et va partout où les chaussures sont fabriquées. A Sfax bien sûr mais aussi à Bahr Lazrag près de La Marsa et ailleurs. Car il faut de la matière première, du cuir mais aussi ce fameux daim suède. Il y a de tout en Tunisie. Quand on l'entend dire ce mot, elle semble sur un nuage. Elle a commencé à fabriquer des chaussures de ses petites mains. Mais elle se rend compte qu'il lui faut des moules, surtout pour le talon un peu particulier comme on l'a dit. Un moule, c'est quelques milliers de dinars. Elle a commencé en raclant

des fonds de tiroir. Son mari travaillant dans les télécoms, admiratif, l'aide autant que faire se peut. Qu'à cela ne tienne. A force de volonté, elle déniche l'homme qui accepte d'adapter un de ses moules à ses besoins. Soulagée, car le talon est la partie essentielle de la chaussure de danse, elle peut continuer tranquillement son rêve. Au cours d'un de ces fameux meetings, cette fois à Hammamet en Tunisie, on lui suggère d'offrir des chaussures au couple de danseurs gagnants.

Elle accepte de bonne grâce. Mais il lui faut fabriquer des chaussures à la pointure de l'homme et de la femme vainqueurs.
Elle y réussit tant et si bien que cela lui fera une belle publicité. S'inspirant de la mode à travers Internet,

Mme Insaf Karoui s'oblige maintenant à fabriquer toute une série de la pointure 37 à 42 dans tous les modèles conçus. Elle ne compte pas pour le moment ouvrir une boutique. Mais elle est consciente qu'il faut aller avec ses chaussures sous les bras à tous les meetings et congrès de danse de notre région. A Marrakech, ville de la danse par excellence, mais aussi à Beyrouth et à Dubaï. Elle a essayé de travailler avec un Libanais mais il lui a demandé de mettre son logo à lui, mais elle a refusé net. C'est son travail à elle, sa griffe à elle, son idée à elle, ses efforts à elle. Et elle ne veut pas les brader. Sa marque c'est Estrella et son logo, un couple de danseurs se tenant par la main. Estrella est un mot espagnol qui veut dire étoile, star, vedette, phare. Mme Insaf Karoui veut que ses chaussures soient tout cela à la fois. Des étoiles chaussées par des stars. Elle a déjà sa page sur Facebook, elle vend en ligne mais cela ne sera pas suffisant. Il lui faut se faire connaître et elle compte bien s'y investir. Artiste jusqu' au bout des ongles, volontaire comme il n'y en a pas deux, elle est déterminée à se faire une place au soleil.

R.B.R.

Farès Soltani L'homme qui a fait aimer la salsa aux Tunisiens

Pour comprendre l'engouement des Tunisiens et des Tunisiennes pour les danses latines et principalement la salsa, il n'y a pas mieux que Farès Soltani, le professeur de cette discipline. Lui-même ne se considère pas comme un spécialiste.

out juste un amateur de cet art qui parce qu'il est aussi professeur de sport à l'Institut supérieur de sport et d'éducation physique(Issep) de Kassar Saïd –spécialité fitness- s'est trouvé, malgré lui, à enseigner les danses latines, surtout la salsa. Les salseras et salseros sont au moins un millier en Tunisie, surtout à Tunis et à Sfax. Les amateurs de cet art sont de tous âges et de toutes conditions sociales. Des vieux, des jeunes, des médecins, des enseignants, des gens de la classe moyenne, des hommes, des jeunes gens, des jeunes femmes et des femmes d'un certain âge. L'engouement n'est pas seulement en Tunisie.

C'est partout dans le monde. Le stress des temps modernes, les préoccupations des gens, les soucis divers et variés poussent les gens à chercher à se défouler, à se lancer des défis à eux-mêmes. La convivialité en

plus. La connaissance d'autres personnes dans un monde d'anonymat en prime. Pour notre interlocuteur, il lui a fallu apprendre lui-même pour enseigner utilement et maîtriser cet art. C'est au cours des congrès qu'il a appris. Ceux-ci se tiennent souvent et il lui fallait y être. Il ne manquait aucune occasion qui se présentait. Puis il y a les meetings en Tunisie. Il y invitait des professeurs confirmés. L'occasion pour lui d'apprendre à leur contact. La danse, c'est un perfectionnement de tous les jours. Dans ce mot il y a perfection et c'est l'objectif de Farès. Svelte comme un bon danseur peut l'être, élégant sans recherche, Farès est le professeur grâce à qui Mme Insaf Karoui a aimé la salsa et s'est appliquée à créer les chaussures de danse qui font défaut chez nous. Il l'a encouragée et continuera à le faire. Pour la danse, pour le sport. Pour l'art, tout court.

R.B.R.







Abdeljélil Damak

Un grand journaliste d'une époque passée

Longtemps directeur de la rédaction de Dar Assabah, Abdeljélil Damak s'est éteint le 30 mai dernier à l'âge de quatre-vingts ans.

éru de journalisme dès son jeune âge, il était « monté » en 1954 à Tunis rejoindre Habib Cheikhrouhou, le fondateur du journal, qui le confia à Hédi Laabidi. Auprès de ces deux illustres figures de la presse tunisienne, il fera son apprentissage, s'imposant, au fil des ans, en grand reporter international, analyste politique averti et découvreur-encadreur de jeunes talents. Abdeljélil Damak sera sollicité en 1980 par le tout nouveau alors quotidien saoudien Chark Awsat pour devenir le directeur de son bureau à Tunis. Avec l'installation de l'OLP et la relocalisation de la Ligue arabe, la capitale tunisienne deviendra une grande place pour la presse arabe et internationale et Damak aura alors, tout en continuant à travailler pour Assabah, l'occasion de créer et développer tout un bureau pour le quotidien saoudien imprimé dans une dizaine de pays. Il finira par quitter Assabah, passant le relais à son proche bras droit, Abdellatif Fourati, et ira lancer, en 1993, son propre quotidien Al Ray El Am. Faute d'annonceurs et de lectorat suffisants, le projet capotera et il finira par baisser les bras.

Abdeljélil Damak aura alors à éponger les dettes, partira reprendre son souffle auprès de membres de sa famille installés en Indonésie, puis reviendra collaborer avec l'Alecso en tant que consultant.

Les lecteurs garderont de lui le souvenir du grand journaliste qu'il a été dans les années 60 et 70, couvrant divers sommets



Avec Chou En-Laï





■ Habib Cheikh Rouhou (à droite)

arabes, interviewant de grands dirigeants et livrant de bonnes analyses politiques. Son voyage en Chine, en mai 1971, avec une délégation de l'OLP sera historique, au moment où les relations diplomatiques entre Tunis et Pékin étaient rompues. Reçu avec d'autres confrères arabes par le Premier ministre Chou En-lai, il fera l'objet d'un accueil particulier, très chaleureux. Le haut dirigeant chinois ne tarira pas d'éloges à l'égard de Bourguiba, allant jusqu'à demander à Damak de lui transmettre ses chaleureuses salutations.

Dès la fin de la rencontre, Abdéljélil Damak ira rapidement à la poste de Pékin pour envoyer un télégramme à Mohamed Masmoudi, alors ministre des Affaires étrangères, qui, de son côté, en alertera Bourguiba, alors à Genève pour des soins. Bref, une semaine après, Tunis décide



le rétablissement de ses relations diplomatiques avec la Chine. C'est dire combien journalisme et politique étaient intimement liés. Difficile de juger aujourd'hui le parcours d'Abdeljélil Damak, l'époque n'étant plus la même, ses codes et ses acteurs ayant tous changé. Il aura été une plume essentielle de la presse tunisienne durant les premières décennies de l'indépendance.



SSangyong et Mahindra à la conquête de Sfax



Hafedh Zouari connaît l'importance de la ville de Sfax, « Capitale du Sud », et y a bien préparé son implantation. S'il a attendu la célébration du 30ème anniversaire de son groupe pour le faire, c'est qu'il a voulu se lancer avec une large gamme de véhicules et engins. C'est ainsi qu'il vient d'ouvrir, à travers sa filiale Sotudis, une grande plateforme de 5 000 m², sur la

route de Gabès, à 2 km du centre-ville, avec en vedettes, dans un showroom de 600 m2, les derniers modèles des voitures SSangyong (Corée du Sud), des voitures 4x4 et des pick-up Mahindra (Inde).

En entrepreneur citoyen, Hafedh Zouari n'a pas omis d'offrir à cette occasion à la municipalité de Sfax quatre engins pour la collecte des ordures et aux forces de l'ordre quatre voitures 4x4 Mahindra.

Volkswagen, leader du marché en mai 2014



Avec 1087 véhicules immatriculés rien que pour le seul mois de mai (19% du marché total), Ennakl Automobiles aura réalisé une progression en volume de 49% par rapport à mai 2013. En tête arrive la marque Volkswagen, leader de son marché avec 14,43% de parts de marché. Sur le marché des véhicules particuliers premium, Audi devance ses principaux

concurrents avec 60 unités immatriculées pour le mois de mai 2014. Quant à la marque Seat, elle se place 8ème du marché des voitures particulières.

Au cumul des 5 mois de l'année 2014, Ennakl Automobiles occupe la 2ème position du marché total avec 13,8% de parts de marché, soit une progression en volume de 20% par rapport à la même période 2013.

D'S Damat s'implante à Tunis

Nadia Bouajina fera le bonheur des passionnés de mode masculine. Elle vient d'implanter à Tunis, aux Berges du Lac, la première boutique en Tunisie de la marque turque D'S Damat. Proposant une large gamme d'articles dédiés à la gent masculine, cette ligne d'habillement joint le chic au confort et présente plusieurs collections pour différentes occasions.

Initialement, gestionnaire de formation (Paris), Nadia a rapidement été attirée par la mode et le design (Boston et Londres), avant de se consacrer au commerce international. Un pied en Tunisie et l'autre en Europe, elle a sélectionné une bonne marque turque promue à l'international: D'S Damat. Son showroom au Lac, spacieux et soigneusement

aménagé, fait entrer le visiteur dans un temple du luxe à prix modérés.

ATB Challenge: réaliser les ambitions

Arts de la culture numérique, management technologique et initiative entrepreneuriale et sciences et technologies ont été les thèmes du 8ème concours ATB Challenge. A la clé, un prix de 10.000 DT pour les lauréats et un prix d'encouragement de 1000 DT pour les nominés et ce pour chaque catégorie. Proclamant ses résultats, le jury présidé par Hachemi Alaya a été très sélectif. C'est ainsi que dans la catégorie arts et culture numériques, le premier prix a été attribué à Mohamed Maher Hrizi pour avoir présenté un témoignage personnel et direct sur les événements de la révolution tunisienne en utilisant des images de première main prises par lui-même dans le feu de l'action. Dans la catégorie management et initiative entrepreneuriale, le premier prix ex aequo est revenu à Fahmi Sahnoun pour son projet d'application mobile sur smartphone et sur tablette qui permet l'affichage de la position des taxis les plus proches et l'équipe composée de Bilel Gassara et Walid Mellouli pour leur projet de fabrication de chalumeaux pour la soudure et de découpage de métaux utilisant l'eau comme source de combustible ainsi que la fabrication de générateurs de gaz oxy-hydrogène (prix à partager). Aucun prix n'a cependant été attribué aux projets nominés dans la catégorie sciences et technologies.

Mohamed Férid Ben Tanfous, directeur général de l'ATB, avait convié les participants au concours à un dîner-gala de remise des prix en présence d'illustres personnalités, notamment le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des TIC, Tawfik Jelassi.



NOUVELLES APPLIS MOUVELLES APPLIS MOUVELLES APPLIS APPLIS IPHONE ET ANDROÏD







DISPONIBLES SUR



Google play



Pourquoi ont-ils si peur de se compter ?

Trahison», «reniement de la parole donnée», «l'espoir assassiné». Que dire de ces réactions de vierge effarouchée à la décision de Nidaa Tounès de se présenter avec ses propres listes aux élections, sinon qu'elles relèvent d'une mauvaise foi affligeante de la part de leurs auteurs. Il en est des partis comme des Etats. Ils n'ont pas d'amis, mais des intérêts. Ni ange, ni démon, Nidaa Tounès défend les siens. On lui reproche d'avoir donné de faux espoirs à ses partenaires en leur faisant miroiter une alliance électorale dans le cadre de l'Union Pour la Tunisie ? La réalité est plus nuancée. Car ce front créé dans l'urgence pour faire pièce à Ennahdha fut un véritable marché de dupes. On revient à la célèbre formule de Paul Valéry : «Les accords les plus solides sont conclus entre les arrière-pensées». Or, les deux parties se sont engagées dans une alliance électorale avec des arrière-pensées contradictoires. Son échec fut le résultat d'un choc de deux égoïsmes, même si Al Massar fait aujourd'hui dans le discours victimaire et se pare des oripeaux du «défenseur de l'union des forces démocratiques». Faut-il le déplorer? La politique n'est ni morale, ni immorale. Elle est amorale avec sa propre échelle des valeurs. Efficacité et pragmatisme en sont les maîtresmots, les qualités suprêmes.

Souvenons-nous : en 2012, Nidaa était aux abois, harcelé par Ennahdha et ses milices. L'épée de Damoclès, la fameuse loi d'immunisation de la révolution, était suspendue au-dessus de sa tête. Son objectif premier était de briser l'isolement qui lui avait été imposé. La gauche n'était pas mieux lotie, laminée qu'elle était après sa défaite aux élections. L'arrivée de Nidaa fut pour elle la bouffée d'oxygène, la divine surprise dont elle rêvait pour rééquilibrer le paysage politique. Ce parti en avait les moyens : un chef charismatique qui en imposait autant à ses amis qu'à ses ennemis, une assise financière et, cerise sur le gâteau, un réservoir de voix qui faisait d'autant plus saliver ses partenaires que leur base sociale était réduite à sa plus simple expression. Mais les fronts électoraux n'ont rien à voir avec le mariage catholique. Ils sont par définition éphémères et se font et se défont au gré des humeurs et des intérêts des uns et des autres. Après avoir densifié son maillage de tout le territoire et instauré avec Ennahdha une sorte d'équilibre de la

terreur, le parti de Caïd Essebsi s'est senti suffisamment fort pour se présenter avec ses propres listes. Au lieu de composer avec lui, ses partenaires ont cru bon de s'y opposer en se gargarisant de beaux discours, se défaussant sur Nidaa de leurs propres erreurs. On s'attendait à plus d'humilité de leur part et même à une autocritique. Alors que les dirigeants de Nidaa étaient sur le terrain, prêchant la bonne parole, ceux de la gauche démocratique préféraient se pavaner sur les plateaux de télévision. Dans un accès de colère, BCE avait dernièrement qualifié Al Massar de «demi-parti». Que dire alors des deux autres formations de l'UPT, véritables coquilles vides.

Au fait, cette alliance électorale, telle que la conçoit Al Massar, c'est-à-dire une liste électorale commune et à laquelle il s'accroche comme un noyé à un fétu de paille, parlons- en: j'ai beau interroger les morts et les vivants, les traités de droit constitutionnel, les expériences des pays qui nous sont proches comme la France, notamment celles du Front populaire de 1936 et de l'Union de la Gauche de 1978 et 1981, je n'y trouve nulle trace de cette liste électorale commune. Les communistes et le PS s'étaient présentés à deux reprises aux élections avec un programme électoral commun mais aussi avec des listes séparées. Tout au plus, y a-t-il eu une vingtaine de désistements pour le candidat le mieux placé, ou des arrangements réciproques dans certaines régions, mais de liste électorale commune, point. Pour une raison simple : cette alliance électorale sous les couleurs de l'Union Pour la Tunisie que ces partis réclament à cor et à cri est une aberration, une véritable supercherie, une confiscation de la volonté populaire. Les Tunisiens seront appelés à voter pour une entité abstraite, désincarnée et sans savoir pour quel parti iront leurs voix.

Une question me brûle les lèvres : pourquoi Al Massar ne veut pas se présenter devant les électeurs à visage découvert comme dans toutes les démocraties qui se respectent, préférant se cacher derrière le paravent de l'UPT ? Ont-ils peur de connaître leur poids électoral réel ? Leur attitude donne en tout cas à penser.

H.B.